

Cabinet de vacances en Belgique

Alors que bon nombre de ses sujets, dispersés entre plages et villégiatures d'été, ne se sentent pas beaucoup de goût pour des élections anticipées, le roi Baudouin vient de leur épargner ce désagrément en refusant, le mardi 16 juillet, la démission de son premier ministre, M. Martens. Il dément ainsi le coup que, fût-ce dans le cadre bien défini de la monarchie constitutionnelle, le souverain peut peser sur la vie politique.

M. Martens, premier ministre pour la cinquième fois, reste donc à la tête du gouvernement. Il se propose de « mener à bien un programme minimum avec la coopération de Parlement » en attendant les élections législatives qui seront organisées au début d'octobre, deux mois seulement avant leur date normale.

Les libéraux francophones, à la suite du vice-premier ministre et ministre de la justice, M. Gol, avaient levé l'étendard de la révolte. Ils vont devoir côtoyer encore quelques mois, au sein du cabinet, les sociaux-chrétiens de M. Martens. Leur rébellion était honorable. Bien qu'on ait perdu l'habitude dans trop de pays occidentaux, il n'est pas mauvais de mettre en jeu la responsabilité politique d'un ministre dont les subordonnés ont failli. Or, le même comportement des forces de l'ordre, qui navaient pas su empêcher un effroyable massacre au stade du Heysel lors du match de football Juventus-Liverpool, n'aurait pas eu la même répercussion. M. Nolhomb, le ministre de l'Intérieur, a été accusé de « lâcheté » et de « manque de courage » par les politiques de l'opposition. Les élections de l'année en cours ont été annulées par la commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la tragédie.

Après avoir assuré, en allant jusqu'à la démission, qu'il ne badinait pas avec les principes, les libéraux rentrent dans le rang. Ils classent l'affaire, le roi semble d'ailleurs dégoûté par une solution qui correspond au vœu secret de tous les protagonistes. Mais si les deux ministres, directement opposés par cette crise, M. Gol et M. Nolhomb, n'ont guère de chances d'améliorer des relations déjà exécrables, il va leur falloir collaborer.

En fait, de leur désaccord personnel, un enjeu électoral oppose leurs deux formations. Le Parti libéral francophone, tout entier en vogue et s'efforçant de se faire le relais de l'influence des sociaux-chrétiens dans une Wallonie où M. Nolhomb est l'un des principaux champions de son parti.

La crise que le roi Baudouin vient de dénouer n'opposait, en effet, que des francophones. Les « partis frères » de Flandre ne sont pas entrés dans la querelle. M. Swaelens, président des sociaux-chrétiens flamands, a sans excès d'indulgence pour ses compatriotes du Sud, répétés gens légers, qualifié le débat de « surréaliste ».

Encore chancelante, l'équipe gouvernementale va tenter de faire adopter par le Parlement ses projets visant à réduire la pression fiscale et divers textes sociaux sur lesquels les partisans de la coalition s'étaient, en juillet, mis d'accord sans difficulté. Il lui sera très difficile de jeter, dans de telles conditions, les bases du budget de 1986, la plus difficile encore de sa carrière. Le serpent de mer de la réforme constitutionnelle au fédéralisme II semble être, quant à lui, de la fiction pour le roi de la réalité. Car la prochaine Chambre sera dotée de pouvoirs constitutionnels et il faut lui assigner des objectifs précis afin de mieux définir ce fédéralisme que chacun, ou presque, en Belgique rêve de rendre viable et efficace sans trop savoir comment.

URSS

Destitution du général Epichev chef politique de l'armée

Le général Epichev quitte le poste de chef de la direction politique des forces armées soviétiques, qu'il occupait depuis vingt-trois ans, en raison d'une « autre affectation », non précisée. Il est remplacé par le général Lizitchev.

L'information n'a pas été annoncée officiellement du côté soviétique, mais elle a été confirmée, ce mercredi 17 juillet, au correspondant de l'Agence France-Presse à Moscou par un porte-parole du ministère de la défense.

Après les changements annoncés au début de ce mois au bureau politique et à la tête de la diplomatie, cette nouvelle mutation confirme que M. Gorbatchev entend poursuivre systématiquement la rénovation des cadres dirigeants, y compris au sein des forces armées, un monde avec lequel il n'avait jusqu'à présent, à la différence de presque tous ses prédécesseurs, aucune affinité particulière.

Le général Epichev était en fait un peu plus que l'œil du parti dans l'armée. Au terme d'une carrière exceptionnelle, qui l'avait tout d'abord dans tous les rouages du pouvoir (aussi bien l'appareil du parti, la police ou les forces armées), il était également le symbole d'une génération et d'un style de direction politique. Il avait été successivement agitateur komsoïol (Jeunesses communistes) au début des années 30, soit aux grandes heures de la collectivisation des campagnes et de la « ligne » responsable politique de plusieurs grands fronts pendant la guerre ce qui l'avait fait élever les grands chefs militaires de l'époque : fonctionnaire du parti en Ukraine, notamment responsable des cadres pendant les années 40, Khrushchev dirigeait cette République, vice ministre de la sécurité d'Etat pendant les dernières années du règne de Staline ; ambassadeur en Roumanie et en Yougoslavie à la fin des années 50.

Comme Brejnev et pas mal d'autres responsables de sa génération promus dans les dernières années de Staline, il avait subi une légère éclipse après la mort du dictateur, — mais c'est dans cette réserve que Khrushchev devait recruter nombre de hauts responsables qui allaient lui survivre, plusieurs décennies après sa chute. Pendant ses longues années à la tête de la direction politique des forces armées, le général Epichev avait, semble-t-il, fait bon ménage avec tous les secrétaires généraux jusqu'à aujourd'hui, ainsi qu'avec quatre ministres de la défense.

Le général Lizitchev, qui lui succède et est de vingt ans son cadet, est beaucoup moins connu.

Il y a quelques jours, l'agence allemande (mais pas l'agence Tass) avait annoncé qu'il quittait son poste de responsable politique des forces soviétiques en RDA, tout comme d'ailleurs le commandant de ces forces, le général Zaitsev.

On ignore encore si ces mutations permettront de faire une place plus en vue au maréchal Ogarkov, le chef d'état-major général limogé par Tchernenko en septembre dernier, qui semble toujours commander le « front occidental » face à l'OTAN.

MICHEL TATU.

Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires soviétiques ont été remplacés
(Lire page 3.)

AFRIQUE

L'OUA confrontée au drame de la faim

« Rendez-vous de la faim » pour les chefs d'Etat africains qui se retrouvent, du jeudi 18 au dimanche 21 juillet, à Addis-Abeba, pour le vingt et unième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette réunion sera essentiellement consacrée à la situation économique — désastreuse — de la plupart des pays de l'organisation panafricaine. Le président sénégalais, M. Abdou Diouf, devrait succéder au chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere, au poste de président en exercice de l'Organisation.

Les chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abeba ne se sentent-ils pas un peu géloés — au-delà de leur satisfaction — en apprenant que la recette du grand concert rock Live Aid de Wembley et Philadelphie a d'ores et déjà atteint 630 millions de francs ? A l'heure où la jeunesse du monde entier se mobilise pour l'Afrique autour de ses idoles musicales, les pays africains font, eux, la démonstration de leur tragique incapacité à unir pour combattre leurs propres maux.

Le continent noir, victime d'une situation chronique de famine, devra-t-il toujours attendre de l'extérieur les moyens de se sauver lui-même ? Que faire pour assurer enfin une prise en charge collective, et dépasser les égoïsmes nationaux et régionaux ?

Débarassés cette fois des pommes de discorde politiques que sont les conflits du Tchad et du Sahara occidental, unis dans leur rituelle dénonciation du « régime raciste » de Pretoria, les chefs d'Etat vont pouvoir consacrer l'essentiel de leurs réflexions à un problème qui

les concerne tous : la situation économique désastreuse du continent, le famine.

Depuis le 10 juillet, le conseil des ministres de l'OUA a débatté le matin. Selon un rapport rédigé par un comité regroupant les ministres des affaires étrangères de sept pays membres (1), il ressort que jamais la situation de l'Afrique n'a été à ce point critique.

Les chiffres en donnent la mesure : la dette extérieure globale, qui était de 158 milliards de dollars à la fin de l'année dernière, atteindra 170 milliards fin 1985, ce qui représentera environ 60 % du PNB (produit national brut) des Etats. Le continent compte près de 10 millions de réfugiés, et 150 millions de personnes sont directement menacées par la famine et la malnutrition.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Zimbabwe.

Un milliard de francs pour Euréka en 1986

Trente-quatre ministres représentant les pays de la Communauté élargie ainsi que l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse, le président de la Commission européenne et le vice-président chargé des affaires industrielles tiennent le 17 juillet à Paris, sous la présidence de M. Roland Dumas, les assises européennes de la technologie.

Cette conférence, dont la réunion avait été décidée lors du conseil européen de Milan, a pour objet de faire le point sur le projet Euréka de coopération technologique lancé par la France il y a exactement trois mois. M. Mitterrand devait inaugurer ces assises en début d'après-midi à l'Elysée et annoncer l'attribution de 1 milliard de francs de crédits à Euréka pour 1986.

Chacun vient à Paris avec des idées précises. Dans un Livre blanc, les Britanniques proposent la création d'un projet Eurotype (une sorte de Buy European Act ou de préférence européenne) pour les productions de haute technologie, l'accélération de la mise au point de normes européennes, des politiques d'achats publics orientées vers des produits européens ou encore des incitations fiscales à la création d'entreprises à l'échelle européenne.

(Lire la suite page 20.)

LA MORT DE HEINRICH BÖLL

L'honneur de l'homme dans l'histoire

par RENÉ WINTZEN

L'écrivain allemand Heinrich Böll, prix Nobel de littérature 1972, est mort le mardi 16 juillet à Bornheim près de Cologne. Il était âgé de soixante-sept ans. Heinrich Böll était malade depuis plusieurs années, et son état s'était aggravé ces derniers mois.

« Une Allemagne vraie racontée par un homme vrai » Cette formule, inventée par un éditeur, un journaliste ou un critique littéraire, irritait Heinrich Böll. Il ne pouvait admettre que son œuvre fût, en ces termes, réduite à n'être qu'un moment de l'histoire, qu'une page, tournée plus ou moins vite, d'un pays, d'un peuple, d'une religion, qu'une sorte de miroir de la société dans laquelle il vivait et dans laquelle il était engagé politiquement, moralement, humanement.

Cette identité obsessionnelle avec l'Allemagne qu'on lui avait infligée, ce sens de la morale et la conscience qui s'en seraient dégoûtés à travers cinquante ans d'histoire, cette action enfin qui aurait nourri son œuvre tout au long des années de l'après-guerre et jusqu'à une époque récente, Heinrich Böll les rejetait.

Identité, conscience, action, surant de mots qui simplifiaient ses

livres, prétendaient les ramener à une vision à la fois laborieuse et primaire de l'histoire, à les ancrer dans un mouvement sociologique et moral.

Heinrich Böll n'aimait pas qu'on édifiât son œuvre en monument de la conscience, en mémoire collective, en sagesse populaire. Il ne comprenait pas qu'on lui attribue — un peu comme on le fait pour les pères de la Constitution ou de la nation — un rôle de moraliste, de guide, d'arbitre, même si dans son pays, comme à l'étranger, et particulièrement en France, on voyait dans ses romans, ses essais, ses articles, ses discours, ses prises de position publiques, ses engagements en faveur des persécutés et des déshérités, sa condamnation des sociétés injustes et totalitaires — dont la sienne — quelque chose qui ressemble beaucoup à un message, à un appel, à une conception de vie, à une vue du monde.

Ce n'était pas de sa part fausse pudeur, faux-fuyant, évasive : Heinrich Böll fut toujours présent dans les moments les plus difficiles, les plus dramatiques de l'histoire allemande et, chaque fois qu'il le crut

nécessaire, dans ceux concernant le monde. Mais l'essentiel était, semble-t-il, pour lui, ce qu'il appela la « morale du langage », le respect de l'écriture. Cela admettait, peu importe qu'il fût allemand ou citoyen d'un autre pays : le cadre de l'œuvre, les situations géographiques ou historiques, pouvaient changer ; le propre de la littérature, la fait d'écrire, le plaçaient — au-delà de circonstances et des événements — dans une perspective universelle.

Sans doute n'est-il resté — tout en reconnaissant et en affirmant avec force sa nationalité, même son provincialisme, sa religion, sa langue — comme une incompréhension de son œuvre cette manière dont elle a été située dans l'histoire et le mouvement de la société. Peut-être peut-on voir une contradiction douloureuse dans ce refus de l'écrivain à admettre qu'il est de son temps, qu'il a parlé de son époque et qu'il l'a expliquée, qu'il s'est lui-même expliqué longuement de cette insertion involontaire dans l'histoire d'un peuple, d'une nation : s'il n'avait pas été reconnu au plus profond de lui-même, comme si l'on n'avait retenu de son œuvre que les apparences, que les reflets.

Heinrich Böll, l'Allemand, le Rhénan, le catholique... Heinrich Böll, qui ne voulait pas être corré par ces qualificatifs, qui refusait que l'histoire l'enfermât dans ses pages confortablement datées et facilement repérables. Contradiction reconnue par l'écrivain : « Mon aureau est sur terre, sur cette terre dont il est fait, et son amertume est l'amertume de cette terre dont il est fait. »

Ce n'est donc pas lui faire injustice de le dire : de tous les écrivains allemands de l'après-guerre, il est celui qui a le mieux parlé de son pays, de l'histoire de son peuple, et a fait le mieux comprendre le drame allemand. Le lecteur français a senti très tôt, dès la publication du *Train d'été* à l'heure où de Rentré chez vous *Bagner*, que Heinrich Böll s'interrogeait avec lui sur le passé allemand et cherchait des réponses à des interrogations souvent tragiques et enoies.

Parce qu'il fut un acteur et une victime parmi des millions d'autres, Heinrich Böll a su saisir, au plus profond d'eux-mêmes, le drame vécu par des hommes jetés dans la guerre, trahis par des idéologies, rescapés d'une catastrophe matérielle et spirituelle sans précédent.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Miles Davis, l'esprit du jazz

Son groupe, au meilleur de sa forme, boucle sa tournée par un concert au parc de La Villette, le 22 juillet.

Tanner, cinéaste de l'utopie

Un film, une rétrospective, avant un nouveau film « Mo man's land » à la Mostra de Venise.

Cuny, acteur étoile

A Avignon, il joue, seul, « l'île des morts » de Strindberg.

Pages 9 à 14

AU JOUR LE JOUR

Parler vrai

Imaginons un instant ce qui se passerait en France si un président de la République était opéré pour un cancer de l'intestin. Rumeurs, communiés bidans parlons de gros rhume... Bruissements de gazettes, cancons de cœur, babillages allusifs : tout serait fait pour suggérer la vérité sans la dire.

Aux Etats-Unis, rien de tel. M. Reagan a un cancer ? On le lui dit, et il le fait annoncer à la nation, sans circonlocutions. C'est simple et carté.

Les Américains ont compris qu'il y a deux manières complémentaires de lutter contre le cancer : la recherche médicale et le parler vrai.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

6. LAOS

L'épuration des cadres de l'ancien régime se poursuit.

7. POLITIQUE

M. Marchais : « Quel gâchis ! »

8. PROCÈS

Sept nationalistes corses devant les assises : tueurs ou justiciers ?

17. RELIGION

L'évêque de Poitiers désapprouve le livre du cardinal Ratzinger.

19. ÉCONOMIE

Deux indices favorables : emploi et commerce extérieur.

débats

CONSENSUS

Une large majorité de Français aimeraient qu'on enterre la hache de guerre politique en 1986. Ils envisagent l'idée de la cohabitation comme une chance, estime M. Hervé Serieux. De Gaulle, le rassembleur, l'aurait, lui aussi, considérée comme une occasion de tourner le dos au sempiternel antagonisme gauche-droite, pense Raymond Offroy.

Gaullisme et cohabitation

L'opposition doit surmonter sa volonté de revanche et se rappeler la manière d'agir du général à la Libération et en 1958

DANS le dernier entretien en tête à tête que j'ai eu avec lui, quelques mois avant le référendum de 1969, le général de Gaulle avait souligné que le rôle de nos institutions était constitué par le président de la République qui disposait de la durée que lui confère la Constitution.

C'est pourquoi j'avais, en mon temps, été l'un des trois députés UDR (avec Maurice Couve de Murville et Jean-Paul Palewski) à voter contre le projet tendant à ramener à cinq ans le mandat du président de la République ; on sait que Georges Pompidou, craignant de ne pas avoir une majorité suffisante, avait alors renoncé à soumettre sa réforme au vote du Congrès.

Il est évident que si de Gaulle tenait essentiellement à ce que le mandat du président n'ait pas la même durée que celui de l'Assemblée, ce n'était pas sans avoir envisagé, entre autres, le rôle que le chef de l'Etat aurait à jouer en cas de changement de majorité parlementaire au cours de son septennat. De la sauvegarde des institutions à la

par RAYMOND OFFROY (*)

modération des appétits, on pourrait dresser une longue liste des éventualités susceptibles de se réaliser.

J'irai plus loin. J'ai la conviction que le général a pu imaginer qu'une situation où le premier ministre ne serait pas du même bord que le président de la République pourrait constituer une opportunité pour mettre fin au sempiternel antagonisme droite-gauche et réaliser ce fameux rassemblement des Français qu'il n'a cessé de poursuivre de ses vœux.

Ce rassemblement, il l'a édifié pendant la Résistance et à la Libération par le vote de la Constitution de 1958 et la paix en Algérie ; mais il n'a pu le maintenir et ce fut, sans conteste, l'une de ses grandes déceptions.

Le véritable devoir des gaullistes ne serait-il pas, en cette hypothèse, de peser sur l'un et l'autre bord pour que le grand rêve de Charles de Gaulle devienne enfin une réalité ? Il ne devrait pas y avoir d'ob-

stacle insurmontable, ni du côté de François Mitterrand et de Laurent Fabius, qui font souvent du gaullisme sans oser l'avouer, ni à l'égard de Jacques Chirac et de ses amis, qui ont montré au congrès de Grenoble leur désir de revenir sur leurs pas.

Il y a, certes, dans l'actuelle opposition une volonté de revanche qui ne se satisfait pas d'une demi-mesure ; mais les éléments démocratiques pourraient être amenés à se rappeler qu'à la Libération comme en 1958 l'homme du 18 juin avait pris soin de ne pas établir l'hégémonie de ses amis sur la défaite de ses adversaires.

Si l'on ravivait ces souvenirs, on pourrait faire naître, d'abord chez eux et ensuite dans le reste du pays, un nouvel état d'esprit qui ferait rapidement taire d'huile, si l'on admet avec moi qu'il correspondrait à ce renouvellement que la majorité des Français désire plus ou moins confusément et qui explique la lassitude avec laquelle elle suit les palinodies et les redondances de tous les partis politiques, quels qu'ils soient.

(*) Ambassadeur, ancien député.

Le vrai problème

Politique étrangère : retour au texte constitutionnel

PUISQUE le président de la République vient de déclarer qu'il « suffit de s'en tenir aux textes » et que « son devoir », c'est de « les respecter », rappelés qu'en matière de politique étrangère ses compétences et celles du gouvernement sont régies par les dispositions combinées des articles 5, 20, 39, 52 et 53 de la Constitution.

L'article 20 stipule que « c'est le gouvernement qui détermine et conduit la politique de la nation, qui dispose de l'administration et de la force armée et qui est responsable devant le Parlement ».

Mais lorsqu'il s'agit de politique étrangère, il convient de considérer ces dispositions avec celles de l'article 52, lequel précise en son premier alinéa que « le président de la République négocie et ratifie les traités ». Encore faut-il souligner que, selon l'article 53, cette ratification ne peut intervenir qu'au vu d'une loi, donc après accord du Parlement, et que, du fait des dispositions du dernier alinéa de l'article 5, le président de la République est le garant desdits traités après leur ratification.

Il y a donc compétence du président de la République pour la négociation, la ratification et la garantie des traités, mais il ne faut pas oublier pour autant que, en vertu des dispositions du premier

par ETIENNE DAILLY (*)

alinéa de l'article 39, l'initiative du dépôt de la loi autorisant la ratification demeure, comme pour toute autre loi, de la seule compétence du premier ministre.

S'il ne s'agit que de négociations « tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification », le président de la République, conformément au second alinéa de l'article 52, « est informé de toute négociation » tendant à cette fin. Sous réserve de cette obligation de complète information, c'est donc, dans ce cas, le gouvernement qui est seul compétent.

En revanche, s'il s'agit, dans le domaine de la politique étrangère, de négociation et de ratification tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification, aucun des deux alinéas de l'article 52 ne s'applique et, selon les dispositions de l'article 20, c'est bien le gouvernement qui, seul, « détermine et conduit la politique de la nation ».

Tels sont les textes. Reste à savoir comment, dans la pratique,

on réussira à distinguer, d'une part, ce qui pourrait tendre à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification et entraînerait l'obligation de tenir le président de la République informé de toute négociation et, d'autre part, ce qui pourrait tendre à la conclusion d'un traité, ce qui entraînerait sa compétence personnelle pour la négociation, la ratification et la garantie dudit traité.

L'année 1986 ne se terminera sans doute pas sans que nous en sachions davantage à cet égard. Mais c'est bien là, en définitive, le vrai problème de la cohabitation.

(*) Vice-président du Sénat, sénateur (Gauche démocratique) de Seine-et-Marne.

Les carpes et les lapins

Nous aurons peut-être une « veine fabuleuse » en 1986. L'histoire nous permettra d'accoucher d'un pays plus uni pour agir

par HERVÉ SERIEUX (*)

pour agir, plus intelligent face au caractère incontrôlable des faits, plus capable de comprendre les inévitables efforts qu'imposent le monde et le futur : un pays plus sensible au « parler vrai », aux réalités économiques, à la nécessité des sacrifices, plus conscient du prix inappréciable de la liberté.

Bien armés face au futur

Et puis, si nous ne savons pas saisir cette chance, cette occasion que nous offre peut-être l'échéance de 1986 de devenir un pays démocratiquement majoritaire, à l'instar des Etats-Unis, du Japon, de l'Italie et de l'Allemagne, où les contraintes politiques s'amuse à se narguer tout en s'épousant, à se battre tout en se faisant la courte échelle, bref à jouer à « je te tiens, tu me tiens par la liberté », si nous ne savons pas suivre le pays dans son goût pour le mitterrand-giscardisme, le mauroy-chabanisme, etc., nous resteront toujours les femmes et les hommes providentiels : notre pays n'en est pas égaré. De Jeanne d'Arc à de Gaulle, il y a toujours eu des candidats de qualité pour ce rôle, bien qu'il ne soit pas sûr qu'il termine le consensus français en sorte renforcé.

Mais la France écrit généralement à cette occasion une belle page de son histoire. Et nos héritiers ont

(*) Président de l'ACADI (Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique).

besoin d'odyssée, de sagas, de phrases nobles, de 18 juin et de pont d'Arcole : c'est le ciment d'un peuple comme le nôtre.

Décidément, face au futur, nous sommes bien armés : entre les professionnels du « parler vrai », les professionnels du « négrier blanc » et les professionnels de la Providence, notre pays est équipé pour toutes les échéances possibles. C'est parce que nous en sommes conscients que nous ne nous démenons pas à l'extérieur, et qu'au fond la France demeure optimiste. Avec les Mitterrand, les Barre, les Fabius, les Chirac, les Mauroy, les Giscard, les Léonard, les Rocard ou les n'importe qui, nous savons que les hommes ou les femmes d'équilibre et d'excès, d'économie et de social, de rêve et de réalité, sont incroyablement nombreux et disponibles pour prendre des rebroussements.

La France, anarchiste du centre et radicale dans ses profondeurs, n'en finit pas de se jouer la comédie de la balkanisation politique pour ne pas avoir à reconnaître l'ampleur du consensus de ses habitants sur tant de sujets. On peut s'en réjouir : rien n'est plus envieux qu'un pays conforme à tout le monde, par peur des autres, dit le même chose. Craignons plutôt de voir notre vie politique s'affaiblir dans trop de convergences entre la social-démocratie et le libéralisme social. Heureusement, la permanence de nos deux marges - le Front national et le PC - nous rappellera qu'il faut toujours rester vigilants : fascisme et totalitarisme sont toujours aux aguets dans une société comme la nôtre, et l'on n'a jamais définitivement gagné la bataille de la liberté.

COURRIER DES LECTEURS

Et Alois Brunner ?

Joseph Mengele n'est plus. Les experts l'affirment et les spécialistes du Centre Simon Wiesenthal se sont déclarés assurés « à 99 % » de la mort du « bourreau d'Auschwitz ». Dont acte.

Cependant, dans sa paye, Mengele n'a pas entraîné au fond de l'eau tous les grands criminels nazis. Comme l'a justement rappelé Bernard Bruguère dans le Monde du 13 juin, il reste une douzaine de responsables de l'« assassinat de masse » ayant échappé à la justice. Parmi eux, Alois Brunner qui, sous le nom de Fischer, se dore au soleil de Damas depuis vingt années.

Brunner fut le secrétaire d'Eichmann à la centrale antijuisse à Vienne en 1938, puis le chef de cette centrale ; il est responsable de la déportation de juifs autrichiens et allemands, puis, en Grèce, des cinquante mille juifs de Salonique (entre mars et mai 1943) dont trente personnes de ma famille. En France, il fit régner un régime de terreur tant que chef du camp de Drancy, et organisa la déportation de vingt mille juifs.

L'ex-capitaliste SS (aujourd'hui âgé de soixante-deux ans) a été condamné à mort, par contumace par le tribunal permanent des forces armées de Paris le 3 mai 1954. Par deux fois, la RFA a demandé son extradition à la Syrie. Sans résultat. La France a-t-elle formulé une telle demande ? Compte-t-elle le faire ? Et la Grèce ? A-t-elle demandé l'extradition du nazi ? L'a-t-elle seulement jugé ? J'ai posé ces questions au mi-

nistre français de la justice, et à l'ambassadeur de Grèce. Mes lettres sont datées du 20 mars. Je n'ai toujours pas de réponse.

JOSEF FÉRON (Savoie-sur-Orge).

Pour un gouvernement européen

L'Europe mérite un gouvernement. Outre la politique agricole commune, qui est supranationale, des domaines de compétence européenne quasi exclusive doivent être définis. Ainsi, les frontières ne sauraient avoir de sens pour ce qui concerne notamment la santé (programme commun de recherche et homologation des médicaments), l'environnement (les plages acides sont tous azimuts), les libertés (la lutte contre le terrorisme exige une autorité centrale) et même la culture (une meilleure connaissance du patrimoine commun pourrait faciliter l'intégration européenne).

Dans ces domaines, le Parlement européen doit exercer un pouvoir d'initiative et légiférer vraiment, de même qu'il doit être associé, comme le propose le projet franco-allemand, aux choix de politique étrangère.

Pour le sous-signe, qui fut le seul membre du groupe gailliste à voter le projet de traité d'union européenne (rapport Spinnelli), l'indépendance de la France est aujourd'hui fondée sur l'édifice européen.

GÉRARD ISRAËL, ancien parlementaire européen.

« NOUVELLE-CALÉDONIE : ILS VEULENT RESTER FRANÇAIS », DE THIERRY DESJARDINS

Envoyé spécial

Dans le bicoque de bois des faubourgs de Nouméa qui leur servent de OG, les indépendantistes canaques avaient placé une photographie : « Militaire, où que tu sois, n'oublie pas cette tête ». C'était celle de Thierry Desjardins, envoyé spécial du Figaro. Quelques semaines et quelques articles bien sentis lui avaient suffi pour s'attirer dans les tribus, dont le Figaro ne constitue pourtant pas la pâture quotidienne, une indéniable notoriété.

Il avait fallu moins de temps encore à Thierry Desjardins pour se forger, sur les indépendantistes canaques, une opinion simple et définitive : des sauvages. Dès les premiers chapitres de son livre, il récidive en racontant ses premiers visages à Thio : « Coucou de boucher dégoûtant de sang frais » à la main, « l'ivresse d'alcool, de haine, de rage, de victoire », tels lui apparaissent les hommes d'Elol Machoro, ces « descendants d'anthropophages ».

« Ici, c'est la Kanaky, on ne veut pas de Blancs, on va tous les tuer », lui lance un de ces farouches guamiers, tandis que d'autres « tapent rageusement avec leur casse-tête sur des fûts d'essence vides ». Mais le pire est encore à venir. Tout d'un coup et un groupe s'approche de sa voiture pour la fouiller, et commence à la secouer. Un des hommes donne un gigantesque coup de pied dans la carrosserie et se fait mal, ce qui l'incite à cracher à maintes reprises sur son pare-brise.

« On aurait pu se croire ici y a plusieurs siècles », commente l'infortuné reporter, qui, non sans effort, attend « cas grands et gros Noirs à moitié nus, avec des rubans rouges dans les cheveux,

des massues et des coutelas à leur langue gutturale, criarde, suite d'anomatopées ».

Notre héros ne finira pas enragé d'envoyé spécial. Les « sauvages ivres » le laissent repartir serein et seul, en lui permettant, de longs mois encore, d'écrire ce qu'il pense des indépendantistes. Le nationalisme canaque ? C'est de toutes pièces » par Maurice Lenormand, fondateur de l'Union calédonienne, et un magouilleur médiocre ».

La culture canaque ? Inventée par l'ethnologue Jean Guir. Quant à Jean-Marie Tébou, il n'est qu'un « Mélanésien de service », aux ordres de ses deux mentors blancs. Le passage des Canaques dans des « réserves », la dépossession de leurs terres ancestrales par le bétail des colons, l'abandon de la loi-cadre qui accordait une large autonomie au territoire ? Des « maladrasses », explique Thierry Desjardins, sans s'appesantir.

L'auteur réserve sa tendresse à ces immigrants, colons, contrebandiers, bagnards dont les destins singuliers et retentissants tissèrent aussi l'épopée en haillons du « caillou ». Voilà Jean Tébou, ancêtre de Roger Laroque, l'actuel maire de Nouméa, accouru à vingt ans de son Auvergne natale ; voici Jules Renard, dit Julo, garçon boucher à quatorze ans, aujourd'hui l'une des fortunes de la place. L'aventure du nickel est aussi racontée en quelques pages alertes, hélas trop brèves. Aussi donné pour l'un que pour l'autre, Desjardins a choisi le pamphlet plutôt que la saga. Domage.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

* Nouvelle-Calédonie : ils veulent rester français, de Thierry Desjardins. Plon, 222 pages, 65 francs.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1934.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
PAR VOIE NORMALE				
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
PAYS-BAS				
IL - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 9 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 85 p. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 0,250 Lt. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,80 T. ; Yougoslavie, 110 ml.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0393-2037

Le Monde

dossiers et documents

LE SHOWBIZ

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIL-AOÛT 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 520 F

هكذا من الأصل

هنا من الامم

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

Les falachas manifestent contre les tracasseries de la hiérarchie religieuse

De notre correspondant

Jérusalem. — Six mois après l'opération Mofet qui permit leur grand retour à Sion, les anciens falachas doivent encore batailler ferme pour être admis de tous comme juifs à part entière. Soucieux de dénoncer le formalisme de la hiérarchie rabbinique à leur encontre, plusieurs centaines d'entre eux ont observé pendant trois jours une grève de la faim. Puis ils ont couronné leur action, mardi 16 juillet, en participant à une « longue marche » symbolique.

Pendant dix heures, et sous un soleil de plomb, des groupes de juifs éthiopiens ont arpenté, par familles entières, les ruelles de macadam dans le nord d'Israël, tandis que les plus faibles suivaient en autobus. Partis à l'aube des centres d'« absorption », asiles provisoires où ils apprennent l'hébreu en attendant leur insertion définitive, ils mirent le cap sur cet aéroport Ben-Gourion où ils avaient fait leurs premiers pas en Terre promise et embrassé le sol encore trempants d'émotion. Cette fois, l'heure était à la colère. « Si on ne veut pas de nous comme juifs, nous retournerons en Éthiopie. Là-bas, nous savions au moins qui nous étions », disaient certains, sans doute sans trop y croire.

La raison de leur courroux peut paraître dérisoire. Elle tient à une exigence, culturelle du grand rabbinat d'Israël, d'obédience orthodoxe.

Celui-ci demande aux immigrants éthiopiens, isolés pendant vingt-cinq siècles du judaïsme mondial, de « renouveler » leur foi en se prêtant à une cérémonie d'immersion dans un bain rituel. Gardiennes vigilantes de la loi religieuse juive, les autorités rabbiniques y voient la célébration du « ressourcement » d'une communauté surgie soudain de l'oubli.

Les principaux intéressés refusent farouchement de se soumettre à un rite qu'ils jugent superflu ou qu'ils assimilent à une conversion. Ce que le grand rabbinat tient pour une simple formalité marquant la réintégration de lointains cousins dans la famille du judaïsme n'est aux yeux des immigrants qu'une épreuve blessante jetant un doute a posteriori sur l'ardeur de leur foi.

Une poignée de religieux intégristes n'ont-ils pas été un jour jusqu'à leur interdire physiquement de prier devant le Mur des lamentations ? Pour avoir su, au prix de mille souffrances, préserver si longtemps leurs croyances, les Éthiopiens dément à quiconque le droit de mesurer la pureté de leur judaïsme. La quasi-totalité d'entre eux sont d'ailleurs, très pieux, même si leur culture en matière rabbinique, fondée sur la tradition orale, ignore les apports de la Mishna et du Talmud.

On crut le malentendu réglé lorsque l'ancien grand rabbin séfardide Ovadia Yosef proclama en février, références talmudiques à l'appui, l'invalidité d'imposer un bain rituel aux Éthiopiens. Mais ses successeurs ne semblent pas du même avis. Supervisant les registres d'état civil, ils n'ont pas remis aux récalcitrants leur certificat de judaïsme, dont la possession est indispensable à tout candidat au mariage. Résultat : trente-cinq couples privés du précieux document sont actuellement empêchés de convoler. Certains dont le conjoint est mort ou disparu pendant l'exode éthiopien souhaitent se remarier rapidement, car ils ont charge de famille.

Les difficultés d'intégration

L'attitude envers le rite d'immersion semble diviser la communauté éthiopienne. Les premiers arrivés en Israël au fil des ans s'étaient pliés d'assez bonne grâce à la cérémonie sur le conseil de leurs rabbins (qu'ils appellent d'ailleurs « prêtres »). Les nouveaux immigrants, plus jeunes et plus fiers, s'y refusent. Ils ont recherché le soutien des diasporas américaine et canadienne, en majorité non orthodoxes, mais celles-ci, quoique sensibles à la cause des anciens falachas n'ont aucun moyen de faire fléchir le rabbinat d'Israël.

Les difficultés d'intégration d'un peuple que, hormis la religion, tout différencie des autres juifs étaient prévisibles. Mais elles sont loin d'être insurmontables. Malgré des cas de dépression et quelques tentatives de suicide, la majorité des quinze mille Éthiopiens s'estime en bonne voie d'intégration. Selon un récent sondage, neuf sur dix se disent « heureux » d'être en Israël, mais un sur deux a le sentiment de ne pas avoir encore de tous ses droits. Les juifs éthiopiens dénoncent surtout la tutelle pesante dont ils assurent être l'objet. Il y a trois mois, plusieurs centaines manifestèrent devant la Knesset — un signe de bonne intégration ? — en critiquant le « paternalisme » de l'Agence juive à leur égard. Ils se plaignent d'un manque de liberté et de concertation. « Nous ne sommes pas consultés, disent-ils, et nous sommes presque des prisonniers dans nos centres d'accueil. » Les autorités

religieuses veillent de près, semble-t-il, à la pratique du culte et « protègent » les Éthiopiens des tentations de la laïcité, notamment en matière d'éducation. Un porte-parole du rabbinat crut même déceler chez certains « les vestiges d'un enseignement marxiste ».

Mardi, les manifestants ont interrompu leur longue marche et regagné leurs centres d'intégration à Tibériade, à Carmel ou à Safed, après avoir obtenu la promesse d'une prochaine rencontre avec M. Shimon Pérès. « Je ferai tout, a dit le premier ministre, pour convaincre le grand rabbinat d'éviter de nouvelles souffrances à la communauté éthiopienne. » S'il n'obtient pas raison, le prestige de l'opération Mofet en serait après coup durablement terni.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. PÉRÈS RENCONTRE DEUX DIRIGEANTS PALESTINIENS EN CISJORDANIE

Tel Aviv. — Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a rencontré, mardi 16 juillet, deux dirigeants palestiniens de Cisjordanie susceptibles de faire partie d'une délégation jordanais-palestinienne, a rapporté mercredi Radio-Israël. Il s'agit du maire de Bethléem, M. Elias Freij, proche du roi Hussein, et d'un homme d'affaires de Naplouse, M. Hikmet Al-Masri, qui est l'oncle du ministre jordanien des affaires étrangères, Taher Al-Masri.

« Nous avons eu une bonne discussion sur de nombreux sujets », a déclaré sans plus de précision le maire de Bethléem, M. Elias Freij, après son entretien. MM. Freij et Al-Masri sont des personnalités acceptables par Israël parce qu'ils ne sont pas membres de l'OLP.

Lundi, des responsables américains avaient déclaré qu'ils espéraient que des pourparlers préliminaires se dérouleraient bientôt entre une délégation conjointe jordanais-palestinienne et le secrétaire d'État adjoint Richard Murphy. Washington soumettra à Israël, pour examen, la liste des délégués palestiniens dont le nom aura été approuvé par le roi Hussein et Yasser Arafat, mais Israël ne pourra opposer son veto.

Liban

Le plan de sécurité de Beyrouth-Ouest laisse aux chiites une pleine liberté d'action dans la banlieue sud

Correspondance

Beyrouth. — Le plan de sécurité décidé à Damas sous l'égide du vice-président syrien M. Abdel Halim Khaddam a connu mardi 16 juillet un début d'application, partiel mais satisfaisant.

Les miliciens et éléments armés ont cédé la place à la police dans les principaux quartiers de Beyrouth-Ouest sous le contrôle d'observateurs militaires syriens. Les militaires, en majorité chiites, de la sixième brigade de l'armée se sont également retirés.

Cependant le dispositif mis en œuvre, qui, théoriquement, doit s'étendre ultérieurement à tout le Grand-Beyrouth, reste pour le moment singulièrement limité dans ses ambitions et surtout dans son périmètre d'application. Tout se passe comme s'il s'agissait de redonner à la police ses prérogatives et aux gens leur quiétude que dans les seuls quartiers traditionnellement sunnites, dont les notables et la population étaient de plus en plus excédés par les débordements des miliciens chiites. Les mesures de sécurité prises s'appliquent également au périmètre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila et au secteur de l'aéroport international de Beyrouth.

Tentative d'unification du camp chrétien

Mais la banlieue sud, bastion ébéniste, demeure exclue pour le moment des mesures de pacification, tout comme les lignes de front séparant le Beyrouth chrétien du Beyrouth musulman, secteur dans lequel les combattants demeurent sur le pied de guerre. A ce stade de l'opération, la Syrie paraît avoir voulu donner satisfaction aux sunnites de la capitale et reprendre pied symboliquement, par le truchement de ses observateurs militaires, dans la partie ouest de la capitale libanaise, d'où ses troupes avaient été chassées par l'invasion israélienne de 1982, tout en laissant aux chiites, et notamment à leur principal mouvement Amal, la pleine liberté d'action et de mouvement dans son fief de la banlieue sud.

D'un autre côté, le camp chrétien essaie lui aussi de mettre un peu d'ordre dans ses rangs, mais n'y est

pas encore parvenu. La décision de regrouper au sein d'une même structure les effectifs militaires et de sécurité des Kataëbs (phalanges) et des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées), annoncée lundi soir, demeure toute théorique. Cette décision est d'ailleurs présentée différemment par le parti et par les Forces libanaises.

Le premier affirme qu'il ne s'agit que de coordonner très étroitement l'action du parti et des FL, coordination qui serait facilitée prochainement par la nomination de deux représentants phalangistes au sein du Comité exécutif des milices chrétiennes. Celles-ci pour leur part proclament que la décision prise porte sur la « fusion » de toutes les forces militaires et de sécurité phalangistes dans le cadre des structures des Forces libanaises.

En réalité la rivalité et la tension entre les FL et les Kataëbs avait atteint dernièrement un seuil explosif et devenait de plus en plus perceptible sur le terrain. L'annonce de la « fusion » permet sinon de rétablir l'entente et la cohésion dans le camp chrétien, du moins d'y faire baisser quelque peu la tension à l'heure où le camp islamique, lui aussi déchiré entre ses différentes composantes, est censé se réunifier sous la bannière syrienne.

ROGER GEHCHAN.

Iran

La date de l'élection présidentielle est fixée au 16 août

L'élection présidentielle, la quatrième depuis la révolution islamique en février 1979, se tiendra en Iran le 16 août prochain, a annoncé mardi 17 juillet le vice-ministre de l'intérieur, M. Abbas Akhoundi. Les candidats devront parvenir au ministère de l'intérieur au plus tard le 22 juillet. Elles seront examinées et approuvées ou rejetées, par le Conseil des gardiens de la Constitution, qui est chargé de veiller à l'orthodoxie islamique de l'ensemble de la législation iranienne et qui fera connaître la liste définitive des candidats une semaine après la clôture des candidatures. Le résultat du scrutin devra être connu le 9 septembre.

On pense généralement que le président Khatami sera le principal candidat et devrait être réélu. Cependant, cette élection pourrait déboucher sur des changements politiques importants car en inaugurant son mandat de quatre ans le nouveau président doit, aux termes de la Constitution, désigner un nouveau gouvernement.

La semaine dernière, le quotidien d'expression anglaise *Téhéran Times* évoquait dans un éditorial remarqué la possibilité que le président du Parlement islamique, l'hojjatoleslam *Hachemi Râsfandjani*, occupe de nouvelles fonctions, lui permettant d'agir plus efficacement pour une réforme de l'économie dans le sens d'une plus grande participation du secteur privé. Cet éditorial, signé par un journaliste proche de celui qui est l'une des personnalités-clés de la République islamique, est interprété dans les milieux politiques et diplomatiques comme annonçant une importante évolution politique, avec la possible désignation au poste de premier ministre de l'hojjatoleslam Râsfandjani.

A Moscou, les *Izvestia* ont justifié mardi le récent départ d'Iran des experts soviétiques engagés dans des projets économiques par « le manque de sécurité » dû à l'aggravation du conflit irano-irakien. Le quotidien du gouvernement soviétique résume « les accusations infondées » portées le 8 juillet par le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, selon lesquelles l'URSS viserait par ce geste à créer des difficultés économiques à l'Iran.

« Les spécialistes soviétiques seront naturellement disposés à regagner l'Iran et à continuer leur travail dans le cadre de la coopération soviéto-iranienne dès que des conditions normales auront été créées », indiquent les *Izvestia* qui réaffirment le « caractère inchangé » de l'attitude de Moscou à l'égard de Téhéran.

Plusieurs centaines de techniciens soviétiques engagés dans divers projets ont quitté l'Iran avant la reprise de la « guerre des villes » en mai dernier, selon des informations en provenance de Téhéran. — (AFP, Reuters)

EUROPE

URSS

Nouveaux remplacements de ministres et de hauts fonctionnaires

Plusieurs remplacements de ministres et de hauts fonctionnaires ont eu lieu en URSS ces derniers jours, faisant suite à ceux qui ont accompagné la dernière session du Soviet suprême (le *Monde* du 12 juillet). M. Alexei Iachine, responsable de l'industrie des matériaux de construction depuis 1979, a été libéré de ses fonctions. En juin, M. Gorbatchev avait dit de lui : « Notre pays ne peut être la même que celle de dirigeants qui comptent à nouveau entraîner le pays dans des dépenses énormes et injustifiées ». Il a été remplacé par M. Voenouchkine, titulaire du même portefeuille dans le gouvernement de la fédération de Russie.

De même M. Elionine, ministre de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, a été mis à la retraite à l'âge de soixante-dix-huit ans, et remplacé par M. Iagouline, membre correspondant de l'Académie des sciences et recteur de l'Institut chimique Mendeleev de Moscou. M. Elionine était le plus ancien des ministres de l'URSS, puisqu'il avait été nommé à ce poste il y a plus de trente ans, en 1954. Toutefois, le véritable doyen était et reste, outre M. Tikhonov, toujours chef du gouvernement à soixante ans, M. Efim Slavski, âgé de quatre-vingt-sept ans, qui, sous l'appellation anodine de ministre des « constructions mécaniques moyennes », dirige la fabrication des ogives nucléaires soviétiques sans discontinuer depuis 1957.

Par ailleurs, M. Assanbai Askarov, premier secrétaire du parti pour la région de Tchékent au Kazakhstan depuis 1978, a été destitué de ses fonctions pour « sévères insuffisances », en fait pour corruption : dès le mois de mars dernier, et à nouveau dimanche 14 juillet, la *Pravda* avait critiqué ce fonctionnaire pour « manque de principe envers ceux qui violent la discipline du parti et d'État » et dénoncé les gaspillages et fautes en écriture sévissant dans la région. M. Askarov, qui est membre du comité central du parti depuis 1966, est le premier chef régional du parti qui ait été limogé avec critiques publiques depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev.

Enfin, M. Soloviev, qui vient d'être promu chef du parti pour la région de Léningrad et exerçait auparavant les fonctions de ministre de la construction industrielle de l'URSS, a été remplacé dans cette dernière fonction par M. Tchepetnikov, qui détenait jusqu'ici le même portefeuille dans le gouvernement ukrainien.

La publicité, seule, ne suffit plus.

Aujourd'hui, le public est sur-réinformé mais sous-informé. Coupable, la pub à la papa. Bien-sûr ça marche encore. A coups de kilo-francs dans les médias.

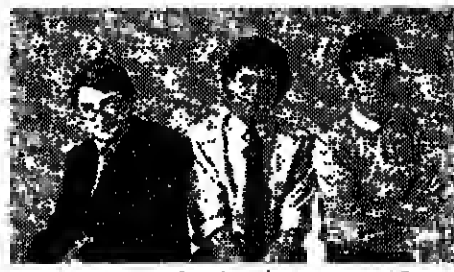
Mais pour tous les annonceurs frappés de réalisme économique. Il est temps d'inscrire la communication dans une nouvelle voie. Constat : aujourd'hui, la publicité, seule, ne peut prétendre remplir tous les objectifs assignés à la communication. Constat, encore : les techniques traditionnelles de la publicité ne se sont pas renouvelées depuis l'âge d'or de la croissance. Leur efficacité s'estompe sous les coups d'une conjoncture économique et d'une concurrence de plus en plus dures.

Constat, enfin : la montée au pouvoir de nouveaux groupes d'influence, infléchissant l'opinion par leurs prises de position, nécessite une approche nouvelle. Dyade a été créée sur une idée forte : la communication globale. Publicité et information, articulées autour d'une

même stratégie, complémentaires et indissociables, permettent de maîtriser tous les paramètres de la communication moderne. Une nouvelle conception où l'innovation devient une pratique marketing. Au niveau social, industriel, produit, communication.

Pour Dyade, les résultats ne se sont pas fait attendre. L'agence, créée par trois publicitaires d'expériences complémentaires (annonceur, relations publiques, création), a su convaincre quelques-uns des groupes les plus représentatifs du marché. Ainsi, la BRED, les Laboratoires Valdor, Reynolds Aluminium, Sunbeam, Atal, DGT, Assigraph, Hachette-

Filpacchi/CEP sont venus rejoindre chez Dyade ceux qui, les premiers avaient compris que la Communication Globale était plus qu'un simple concept : CBS Loisirs, la Chambre Syndicale des Déménageurs, PRIME Computer, Samson Data. Pour ceux-là comme pour Dyade, c'est une réussite et une confirmation.



G. KREMER / G. BOUTÉ / N. DEROUYN

Dyade

L'AGENCE DE LA COMMUNICATION GLOBALE

CONTACT : GILLES BOUTÉ, GILLES KREMER • DYADE • 13, RUE CHARLES-LECOCO 75015 PARIS • TÉL. 828.84.94

AFRIQUE

L'OUA confrontée au drame de la faim

(Suite de la première page.)

Cette année encore, la tentation va être grande, pour certains, de faire porter l'essentiel de la responsabilité des maux structurels, qui assaillent l'Afrique, à l'Occident et aux pays industrialisés accusés de réduire leur aide publique au développement ou de « piller » les richesses du continent. Le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu, a donné le ton en faisant lire, devant le conseil ministériel de l'OUA, une déclaration soulignant que « l'absence d'une volonté politique de la part des pays développés constitue le principal obstacle à la recherche de solutions à ces problèmes ».

De même, le président en exercice de l'OUA, M. Julius Nyerere, soulignait récemment : « L'Ouest profite de la crise pour exploiter les pays en développement obligés les chefs africains à faire face aux émeutes, à la famine et aux meurtres ». Le chef de l'Etat tanzanien, qui est partisan d'un moratoire unilatéral des dettes extérieures des pays africains, ne devrait pas, cependant, rencontrer beaucoup d'écho, à Addis-Abeba.

Depuis le vingtième sommet, les chefs d'Etat n'ont, dans leur majorité, pris conscience qu'ils ont d'abord à « balayer devant leur porte » et qu'ils ont, individuellement et collectivement, le devoir de tenter de résoudre leurs difficultés actuelles, sans tout attendre des pays occidentaux ? A l'évidence, les partisans du réalisme en ce domaine sont de plus en plus nombreux. Les chefs d'Etat affirmeront donc que l'Afrique doit honorer ses dettes, au moins « dans la mesure du possible », tout en soulignant la responsabilité des pays riches et des pays pauvres quant à l'ampleur du phénomène.

Le comité directeur du conseil ministériel qui a précédé la conférence a, d'ores et déjà, préparé maintes recommandations qui seront soumises aux chefs d'Etat. Il sera question de l'organisation d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique, du soutien, exprimé par tous, d'obtenir des bailleurs de fonds (les Etats comme les organisations internationales), des périodes plus longues de réajustement de la dette, d'un moratoire de cinq ans pour les remboursements d'intérêts, voire de la transformation pure et simple de

créances en dons et de l'obtention, par les pays les plus pauvres, de crédits à très faibles taux d'intérêts. Bref, il s'agit de définir le « plan de sauvetage économique » pour l'Afrique qui n'avait pu voir le jour en mars dernier lors de la conférence ministérielle de l'OUA.

Un « système d'alerte »

On parlera aussi, dans la capitale éthiopienne, de « stratégie alimentaire », en révisant un « plan d'action » de Lagos qui, en 1980, prévoyait la création d'un marché commun africain d'ici à la fin du siècle et l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique. Las ! le commerce inter-africain représente aujourd'hui moins de 5 % du total des échanges du continent. Alors, conscients du caractère irréalisable du projet de Lagos, les chefs d'Etat se rabattent sur une proposition plus raisonnable : la mise en place d'un « système d'alerte » des situations de famine. Il est temps : selon le « comité des sept », si, en 1980, l'Afrique a converti par sa production 86 % de ses besoins alimentaires, ce taux devrait tomber à 70 % à la fin du siècle, si la tendance n'est pas inversée.

Mais les chefs d'Etat seront d'abord confrontés à la crise financière de leur propre organisation. L'OUA est en effet en état de quasi-banqueroute, les arriérés de paiement des contributions des Etats membres dépassant 40 millions de dollars...

Sans le Maroc ni le Zaïre

L'ordre du jour du sommet évite tout problème qui serait de nature à ouvrir un contentieux ou à réveiller une querelle d'ordre politique. Même s'ils ne le disent pas, les chefs d'Etat d'Addis-Abeba ne sont sans doute pas mécontents de ce propos de l'absence du Maroc et de son allié le Zaïre, bien que cette situation ne fasse guère honneur à une organisation qui entend œuvrer pour l'unité africaine. Mais le « sauvetage » de l'OUA est probablement à ce prix.

En novembre dernier, lors du vingtième sommet, l'organisation panafricaine était proche de l'écroulement. La République arabe sahraïenne démocratique devenait dans les faits le cinquante et unième membre (le principe de son admission avait été acquis en février

1982), ce qui provoquait le départ du Maroc, bientôt suivi par le Zaïre, qui suspendait sa participation par « solidarité ».

Depuis, rien ou presque rien n'a changé : Rabat a construit un cinquième « mur de défense » dans le désert, le Front Polisario, qui bénéficie du soutien actif de l'Algérie, poursuit sa guerre des sables, et les deux parties n'ont évidemment pas engagé de « négociations directes » comme l'OUA les avaient « encouragées » à le faire.

Le problème du Sahara occidental n'étant donc plus d'actualité (en tout cas à Addis-Abeba), restait celui du Tchad. Là aussi, les positions, diplomatiques comme militaires, se sont figées. Les troupes libyennes sont toujours aussi nombreuses dans le nord du Tchad et, faute d'un soutien logistique agissant de la France, le président tchadien n'a pas la capacité opérationnelle de reconquérir durablement une partie importante de son territoire. Au silence des armes ont succédé les « petits pas » de la négociation ou, pour les optimistes, de la « réconciliation ». Des regroupements se sont produits entre les multiples tendances de l'opposition tchadienne depuis le dernier sommet de l'OUA. Mais, outre qu'aucun chef de faction n'est prêt à reconnaître à M. Hissène Habré la qualité de chef du Tchad - que l'OUA ne lui dénie pas, force est de constater que toute cette agitation n'a pas abouti à grand-chose.

Reste la « diplomatie secrète », telles la « rencontre » entre M. Hissène Habré et M. Goukouni Oueddei à Bamako ou la médiation entreprise par le roi Hassan II. Le précédent médiateur, le président congolais Sassou Nguesso, investi de cette mission par l'OUA, tente de réunir le plus grand nombre possible de chefs de tendance à Brazzaville, afin de présenter un bilan enfin positif de son action à ses pairs africains. Mais, faute de sérieuses raisons d'espérer, les chefs d'Etat parviennent au mieux à la situation de la faim.

En revanche, cette année plus que jamais, la situation en Afrique australe va permettre que s'élabore un

facile consensus. Les participants au sommet d'Addis-Abeba vont dénoncer l'« occupation illégale » de la Namibie par la République sud-africaine, l'installation d'un gouvernement « intrinsèque » par Pretoria à Windhoek, les récents raids sud-africains en Botswana et en Angola, le soutien apporté aux maquisards de l'UNITA et, au Mozambique, à ceux de la RNM. Ils passeront sans doute sous silence les pactes de « non-agression » ou de « bon voisinage » conclus par Maputo et Luanda avec le « diable » sud-africain, ne souhaitant pas insister sur la brèche ainsi ouverte dans ce qui fut la solidarité des pays de la « ligne de front » face au pays de l'apartheid, même si les pactes en question, chacun en convient, sont devenus des chiffons de papier.

A l'inverse, tout le monde rendra hommage au combat que mène le SWAPO, l'organisation indépendantiste namibienne, à celui du Congrès national africain (ANC, mouvement anti-apartheid), ainsi qu'à la volonté politique opiniâtre et au courage de Nelson Mandela, toujours emprisonné dans les geôles sud-africaines.

En coulisse, le sommet va, comme toute réunion de ce genre, donner lieu à de grandes et de petites manœuvres politiques. Pour l'élection du nouveau président en exercice - mais le choix du président sénégalais, M. Abdou Diouf, semble acquis, en dépit d'une éventuelle candidature du colonel Kadafi, - et aussi pour celle du secrétaire général.

On assistera, d'autre part, à une offensive de charme du président égyptien, M. Hosni Moubarak, désireux de se rapprocher de l'Afrique noire en général et de l'Ethiopie en particulier, en raison notamment des bonnes relations qui semblent se nouer entre le nouveau régime soudanais et Tripoli, lesquelles ne peuvent qu'inquiéter Le Caire. Mais ce sont là, en fin de compte, des péripéties au regard de l'enjeu principal de ce sommet : aider l'Afrique à surmonter le drame de la faim.

LAURENT ZECCHINI.

SELON UN HAUT RESPONSABLE DES NATIONS UNIES

Plus de la moitié de la population du Soudan est directement touchée par la famine

New-York (Nations unies) (AFP, Reuters). - Une « catastrophe absolue » menace toute la partie occidentale du Soudan à la suite de l'effondrement, il y a quelques jours, d'une voie ferrée constituant la principale voie d'acheminement des secours alimentaires aux 2 à 3 millions d'habitants de cette région, la plus frappée par la famine au Soudan, a déclaré, mardi 16 juillet, un haut responsable des Nations unies.

Dans l'ensemble du Soudan, dont la moitié de la population (22 millions) est maintenant directement touchée par la famine, la situation est « quasi désespérée », a ajouté ce haut responsable, M. Maurice Strong, directeur exécutif de l'Office des secours d'urgence de l'ONU à l'Afrique, en affirmant que la géographie internationale faiblissait.

M. Strong, qui s'est déclaré « très inquiet », a noté que les besoins portaient moins sur l'aide en aliments d'urgence que sur l'aide financière. Peu de pays riches ont accepté de faire des dons en espèces et de contribuer au relèvement de l'infrastructure routière et ferroviaire, qui constitue le problème « numéro un » au Soudan.

Depuis quelques jours, la province de Darfour - la plus touchée du pays, - dont les 2 à 3 millions d'habitants sont répartis sur un territoire grand comme la France, est presque totalement isolée. Minée par des pluies torrentielles, la voie ferrée, qui constituait le principal lien entre cette province et les secours venant de Kosti, dans le centre du pays, s'est effondrée en plusieurs endroits.

Cet accident de chemin de fer pourrait être le plus tragique de toute l'histoire », a déclaré M. Strong. Il a estimé que les réparations de la voie ferrée demandent

ront au moins une semaine ou peut-être même plusieurs semaines. Si les pluies redoublent dans les semaines à venir, l'Ouest soudanais connaîtra une « catastrophe absolue », a-t-il dit, en indiquant qu'elles mettraient totalement hors service les pistes routières, qui servent d'appoint à l'accès de la région.

M. Strong a comparé la situation désespérée du Soudan à celle de l'Ethiopie, où une amélioration certaine a été constatée. Les pays riches ont mis plus de temps à s'intéresser au Soudan qu'à l'Ethiopie, dit-il, en remarquant que le problème était en partie dû à l'inaction du gouvernement de l'ancien président Gaafar Nimeiry. « Maintenant, près de la moitié des 22 millions de Soudanais sont concernés », a-t-il dit, en ajoutant que 1,3 million de personnes réfugiées au Soudan étaient aussi durement touchées.

Depuis la fin mai, la Communauté économique européenne (CEE) a intensifié le transport aérien de nourriture vers Darfour à partir de Khartoum, mais la capacité journalière de ce pont aérien ne dépasse pas 140 tonnes, ce qui ne représente que 10 % des besoins. Les responsables de l'ONU sur le terrain prévoyaient dans les jours et les semaines qui viennent une « explosion » de la malnutrition, les stocks existants dans cette province ayant été consommés depuis longtemps. Les populations ne survivent que grâce aux plantes sauvages qui deviennent de plus en plus rares.

Seul rayonnement d'espoir dans ce tableau particulièrement sombre, les populations chrétiennes du sud du Soudan, qui sont en lutte depuis de nombreuses années avec le pouvoir central à Khartoum, recevront peut-être prochainement des secours alimentaires à leur tour.

République sud-africaine

La Haye menace de rappeler son ambassadeur à la suite de l'arrestation d'un de ses ressortissants

De notre correspondant

Amsterdam. - Le gouvernement de La Haye a exigé, mardi 16 juillet, que le gouvernement sud-africain fasse reconduire un citoyen néerlandais, M. Klass de Jonge, à l'ambassade des Pays-Bas de Pretoria d'où il avait été évacué manu militari par la police. Si Pretoria n'obtempère pas dans les quarante-huit heures, les Pays-Bas rappelleront leur ambassadeur en Afrique du Sud, M. Carsten.

Tel est le contenu de l'ultimatum que le ministère des affaires étrangères à La Haye a formulé mardi matin 16 juillet. Un porte-parole a ajouté que le gouvernement n'avait reçu aucune réponse à ses exigences : le retour sans condition de l'anthropologue néerlandais Klass de Jonge à l'ambassade, des sanctions contre ses ravisseurs et les excuses officielles sud-africaines à la suite de la violation de l'ambassade (le Monde du 13 juillet).

M. de Jonge a été arrêté il y a trois semaines à Johannesburg. Il est soupçonné par les autorités sud-africaines d'avoir aidé l'ANC (Congrès national africain).

Lors d'une conférence de presse, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. » Botha, avait fait exhiber des armes et des munitions que M. de Jonge aurait transportées pour le compte de l'ANC. La Haye avait réagi en disant que le fait de montrer des armes ne constituait pas une preuve de la culpabilité de M. de Jonge. M. Botha avait, en outre, affirmé que les relations avec les Pays-Bas ne pouvaient guère se détériorer davantage « parce qu'elles se trouvent déjà à un niveau

très bas ». Cet état de chose est dû, selon M. Botha, « à la politique véhémente des gouvernements néerlandais successifs qui ne reflète pas cependant les sentiments de la majorité de la population aux Pays-Bas ».

Verbalement, le gouvernement et le Parlement néerlandais sont vivement opposés à la politique de l'apartheid. Sur le plan concret cependant, la Haye a moins bien que les récentes prises de position du Congrès américain à l'égard de l'Afrique du Sud. Peu après l'arrestation de M. de Jonge, l'ancienne épouse de celui-ci fut également arrêtée à Johannesburg, dans le cadre des lois de sécurité.

RENÉ TER STEEGE.

● La FIDH réclame des sanctions contre Pretoria. - La Fédération internationale des droits de l'homme, dans un communiqué, demande « aux Etats entretiens avec l'Afrique du Sud des relations dans les domaines militaire, nucléaire, industriel et commercial, sous quelque forme que ce soit, de se rompre sans délai ». Rappelant « les engagements assumés par M. Fabius à l'issue du Colloque international sur les libertés et les droits de l'homme, organisé à Paris les 30 et 31 mai », la FIDH a décidé de lancer, avec la Ligue française des droits de l'homme, « un appel pour que soient prises en France par voie législative, dès la prochaine session parlementaire, des sanctions économiques concrètes contre l'Afrique du Sud ».

Maroc

Rabat accuse l'Algérie d'avoir entraîné un commando terroriste

Le ministre marocain de l'Intérieur, M. Driss Bassi, a accusé, mardi 16 juillet, les services de la sécurité militaire algérienne d'avoir entraîné en Algérie « un groupe de terroristes marocains dont la mission était de commettre des actes relevant du terrorisme collectif : destructions, sabotages, assassinats ». Au cours d'une conférence de presse tenue à Rabat, M. Bassi a indiqué que deux ressortissants marocains membres de ce groupe, MM. Hakim Abdallah et Hakim Belkacem, avaient été arrêtés dans la nuit du 10 au 11 juillet alors qu'ils venaient de traverser la frontière algéro-marocaine, porteurs d'un important lot d'armes et de munitions.

« Depuis deux mois a-t-il précisé, les services de sécurité [marocains] avaient appris qu'une action subversive se préparait contre le Maroc. Ces deux hommes, dont des complices avaient également été arrêtés, « faisaient partie d'un groupe de ressortissants marocains ayant subi sur le territoire algérien un entraînement pour l'utilisation des explosifs et le maniement des armes individuelles de différents calibres. Ils étaient encadrés par des officiers de la sécurité militaire algérienne ».

Le ministre a indiqué que parmi les armes saisies figuraient notamment des mitraillettes et des pistolets automatiques, ainsi que des explosifs.

A Alger, le ministre des affaires étrangères a démenti, mardi, les accusations marocaines, affirmant qu'elles sont « dénuées de tout fondement » et a nié « toute implication algérienne » dans cette affaire. « La déclaration marocaine ne peut que viser des objectifs incriminés et prend dès lors un relief particulier qui amène l'Algérie à suivre avec la plus grande attention l'évolution de la situation dans la région ». Le ministre des affaires étrangères exprime, en outre, son « étonnement qu'une telle déclaration ait pu être faite alors que les plus hautes autorités marocaines savent mieux que quiconque, comme en témoigne le passé, que la politique de l'Algérie se fonde sur des principes qui excluent le recours à de telles méthodes ».

De son côté, l'agence officielle algérienne APS a qualifié les affir-

mations de Rabat de « mensonge grossier », ajoutant qu'à cette occasion de chaque sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), le Maroc « s'ingénie, par un artifice grossièrement monté », à « détourner l'attention des dirigeants africains des problèmes de décolonisation et de développement économique ».

L'allusion faite par le ministre algérien des affaires étrangères au « passé » fait sans doute référence à un incident entre les deux capitales qui remonte à mars 1973. A l'époque, le correspondant de l'agence Associated Press à Rabat, faisant état de sources diplomatiques, avait annoncé que les autorités algériennes avaient procédé à l'arrestation de quelque quatre cents « éléments subversifs marocains » infiltrés de Libye et qui se trouvaient sur le territoire algérien. Ces éléments auraient été en relation directe avec les membres d'une bande armée dirigée par M. Mohamed Benouna et séjournant alors dans le Moyen-Atlas. Les autorités algériennes avaient « démenti catégoriquement » ces arrestations de plusieurs centaines de ressortissants marocains. - (AFP, Reuters, AP, UPI.)

● L'accord Club Méditerranée-Maroc « engage la France ». - Le quotidien national algérien El Moudjahid revient, dans ses éditions du 16 juillet, sur le récent accord conclu entre le président-directeur général du Club Méditerranée, M. Gilbert Trigano, et les autorités marocaines, concernant l'implantation d'un centre touristique et hôtelier à El-Azou, au Sahara occidental (le Monde du 14-15 juillet). El Moudjahid souligne notamment : « La tentation est grande de penser que les fonctions officielles de M. Trigano (délégué auprès du premier ministre, chargé des « formations nouvelles ») engagent d'une manière ou d'une autre les autorités françaises ». D'autre part, M. Mohamed Ould Sidiat, secrétaire général de la présidence de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD), a affirmé, mardi, que ce projet constitue « une escalade dans la politique d'hostilité pratiquée par le gouvernement français envers le peuple sahraoui ».

(Publié)

PRESERVER L'AVENIR EN GUINEE !

Sans vouloir le moins du monde nous imposer dans les affaires intérieures de la Guinée, mais plutôt convaincus que certains principes fondamentaux doivent être défendus, quelles que soient les circonstances, nous, Travailleurs Intellectuels et Artistes Africains en France, exprimons publiquement notre vive émotion à la suite des déclarations du ministre guinéen des affaires étrangères, M. Fassiné Touré, indiquant qu'il n'y aurait pas de procès pour les auteurs de la tentative de coup d'Etat du 5 juillet, et que tous ceux qui avaient participé au putsch le paieraient de leur vie.

Propos que nous rapprochons des déclarations maintes fois répétées du chef de l'Etat guinéen, le général Lansana Conté, assurant que les Droits de l'Homme seraient désormais respectés en Guinée quoi qu'il en coûte.

Cette promesse qui avait, en son temps, suscité beaucoup d'espoir, il nous paraît important de l'avoir à l'esprit si l'on entend préserver l'avenir et sauvegarder l'unité nationale.

En conséquence, nous, soussignés, demandons solennellement au chef de l'Etat guinéen de se mettre résolument au-dessus de la mêlée et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que :

- soient respectés les droits de la justice ;
- soit organisé un procès équitable pour juger les conjurés ;
- et soient bannis et réprimés tous les débordements attentatoires à la dignité et aux conditions de vie d'une ethnie particulière qu'on tiendrait pour responsable de l'égarement de quelques individus.

Ont signé :

Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'O.U.A., professeur de science politique ; Bachir Touré, artiste dramatique ; Kotto Essomé, professeur agrégé de philosophie ; Bonga Kuenda, compositeur-interprète ; Emile Ologoudou, écrivain-journaliste ; Elisia Mbokolo, professeur agrégé d'histoire ; Lydia Ewandé, artiste dramatique ; Mengé Bakombo, chargé de recherches au CNRS ; Anne-Marie Seka, artiste dramatique ; Paulin Joachim, écrivain-journaliste ; Thérèse Kuoh Moukouri, romancière-essayiste ; Kifé Besset, essayiste ; Mohamed Samanthar, ancien ambassadeur de Somalie, poète-historien ; Tola Koukou, acteur-metteur en scène ; Bruno Gaudens Dagnon, sociologue ; Léon Cézar Codo, politologue ; Sidiki Bakaba, acteur ; Abbie Mukoko, acteur ; Thomas Ngoran, juriste ; Jacques Rabemananjara, ancien ministre des affaires étrangères de Madagascar, poète-essayiste ; Gérard Essomba, acteur ; Chantal Petterson, journaliste ; Iwiyé Kelo Lobé, écrivain-journaliste ; Benoît Ngom, président de l'association des juristes africains (AJA) ; Polycarpe K.B. Johnson, ancien ministre de l'information du Togo, écrivain-journaliste.

M. Emile Ologoudou, 28, rue du Bois, 92000 Nanterre - Tél. : 729-18-83

FLORENT GABORIAU

Théologie Nouvelle

Ouvrir le débat

170 p. 30 F

30, rue Madame - 75006 Paris

Diff. Tequi

University Studies in America, Inc.

Importante organisation américaine fondée dans de grandes universités US. Etudes tous niveaux jusqu'à votre diplôme (baccalauréat à doctorat). Stages linguistiques : d'été, semestriel, annuel. Prise en charge à Paris et simplification des formalités. Documentation contre 5 timbres.

USA-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre.

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'OPINION ET LA MALADIE DU PRÉSIDENT A cheval, ne serait-ce qu'une minute !

Correspondance

Washington. — Comme en 1981, après la tentative d'assassinat dont il avait été victime, le président Reagan doit bénéficier du mouvement de sympathie qui lui permet de se présenter au Congrès, un difficile compromis sur le budget. Et cela non pas tant avec les démocrates de l'opposition qu'avec les leaders de son propre parti, dont le sénateur Dole, chef de la majorité républicaine au Sénat, qui estime que le chef de l'Etat l'a abandonné en faisant des concessions, notamment en faveur des bénéficiaires de la Sécurité sociale. Le président a capitulé, aurait-il dit, il s'est résigné à accepter un énorme déficit budgétaire. En tout cas, de son lit d'hôpital, M. Reagan a déjà commencé sa campagne de persuasion. « Il est extrêmement efficace au téléphone », a dit le sénateur Simpson, leader adjoint de la majorité. Enfin, la président a, une fois encore, de la chance. En dehors du budget, en effet, aucun problème important n'est de nature à retarder son extension d'ici aux vacances parlementaires. Néanmoins, son entourage assure qu'il recevra lui-même la semaine prochaine le premier ministre chinois. Et il est prévu que, exceptionnellement, les deux hommes ne seront pas debout, mais assis, lors de la traditionnelle cérémonie d'arrivée.

Comme beaucoup de ses prédécesseurs, à commencer par Roosevelt, le président Reagan doit, comme en 1981, canaliser à son profit la sympathie sponta-

née des Américains pour ceux qui souffrent d'un handicap physique et, surtout, qui le surmontent. Mais, étant donné sa personnalité charismatique par excellence, M. Reagan, qui a bâti son image de marque autour du sourire permanent, de la plaisanterie facile et de l'entrain, se doit de ne pas permettre de paraître affecté par une maladie exigeant des soins réguliers. Son optimisme naturel l'aide dans cette tâche, mais son entourage en a rajouté, renchérissant sur les conclusions optimistes des médecins en soulignant qu'il est un malade difficile, impatient de reprendre une activité normale, bref, que, de sa chambre d'hôpital, il resta le « patron ».

Néanmoins, le personnage le plus important dans les prochaines semaines sera Donald Reagan, chef d'état-major de la Maison Blanche, organisant le travail plus réduit du président, préparant d'éventuelles décisions.

En définitive, il apparaît que M. Reagan sortira politiquement renforcé de l'épreuve. A court terme, en tout cas, et à condition qu'il maintienne son image d'homme robuste — voire un peu « macho » —, plein de vitalité. Et surtout si, comme un de ses médecins l'a laissé entendre peut-être trop rapidement, il remonte à cheval ne serait-ce que quelques minutes dès le 14 août dans son ranch de Californie.

HENRI PIERRE.

Le gouvernement demande à la Cour suprême de réviser sa décision autorisant l'avortement

Washington (AFP). — Le gouvernement, après des années de critiques contre la légalisation de l'avortement, a demandé à la Cour suprême de modifier sa jurisprudence de 1973, qui déclarait constitutionnel le droit à l'interruption volontaire de grossesse. Le document, préparé par les experts du département de la justice, estime que la décision de 1973, intitulée « Roe contre Wade », — du nom des deux parties en cause, — a une portée trop générale et empêche les administrations locales de réglementer l'avortement.

Si la Cour revenait sur sa décision, le droit à l'avortement, constitutionnellement établi, disparaîtrait. Les Etats seraient libres d'introduire les limites qu'ils souhaitent, y compris l'interdiction pure et simple de l'avortement, sauf si la vie de la mère est en danger. Le président Reagan, hostile à l'interruption vo-

lontaire de grossesse, a approuvé personnellement l'initiative du département de la justice, a indiqué mardi 16 juillet le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

La décision du gouvernement a été favorablement accueillie par les organisations opposées à l'avortement, particulièrement virulentes au cours de ces deux dernières années. « Pour nous cela représente un premier pas dans le processus visant à nous débarrasser de la décision désastreuse de la Cour suprême », a déclaré M. Douglas Johnson, directeur de la commission nationale du droit à la vie. La présidente de l'organisation féministe NOW (National Organisation of Women) a estimé quant à elle que la décision du gouvernement est « déraisonnable et prévisible. C'est une attaque tous azimuts sur les droits de la femme ».

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• MENACES DE MORT CONTRE LE PROCUREUR GÉNÉRAL. — Le procureur général au procès des neuf dirigeants de l'ancienne junte militaire, M. Julio Strassera, a déclaré mardi 16 juillet qu'il avait reçu des menaces de mort. Ses assistants ont reçu deux appels téléphoniques dont les auteurs se qualifiaient de « vainqueurs de la guerre contre la subversion ». L'agence argentine TELAM précise que ces menaces émanent d'un « commando tricolore », jusque-là inconnu, qui a menacé de tuer M. Strassera dans les quarante-huit heures. C'est la première fois depuis le début du procès, le 22 avril, qu'un magistrat est ainsi directement menacé. — (Reuters.)

Japon

• UN CORRESPONDANT DE TASS SOUS-PONNÉ D'ESPIONNAGE QUITTE TOKYO. — Un correspondant de l'agence soviétique Tass, M. K. Probozhenko, soupçonné d'être un espion du KGB (les services secrets soviétiques) a quitté Tokyo pour Moscou, mardi 16 juillet, après avoir refusé de répondre à un interrogatoire, a annoncé la police. — (AFP.)

Liechtenstein

• LE PRINCE FRANZ-JOSEF HOSPITALISÉ. — A la suite d'un malaise cardiaque, le prince Franz-Josef II de Liechtenstein a dû être hospitalisé lundi à Grabs, en Suisse. On précise à Vaduz, dans l'entourage du souverain, que ce dernier « se porte à présent nettement mieux ». Agé de soixante-deux ans, le prince régnait sur le Liechtenstein depuis 1939, mais a transmis, l'an dernier, ses pouvoirs à son fils Hans-Adam. (Le Monde daté 26-27 août 1984). — (AFP.)

Nicaragua

• JEUNE-RELAIS POUR SOUTENIR LE PÈRE D'ESCOTO. — En signe de solidarité avec le Père Miguel d'Escoto, le ministre des affaires étrangères du Nicaragua, qui observe depuis le 7 juillet à Managua une grève de la faim pour « agir en faveur de la paix et contre l'agression des Etats-Unis », un jeune-relais vient d'être décidé par plusieurs organisations françaises, réunies dans un collectif d'information sur le Nicaragua.

Ce jeune-relais, qui a commencé mardi 16 juillet à midi, se tient dans une salle paroissiale de l'église Saint-Merri, rue de la Verrerie à Paris. Pendant une semaine, des militants s'y relaieront tous les jours jusqu'à la fin du jeûne du Père d'Escoto. Parmi les organisations qui sont à l'origine de cette manifestation figurent le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), la CIMADE (service œcuménique d'entraide), Terre des hommes, Frères des hommes, peuples solidaires.

Philippines

• ARRESTATION D'UN ANCIEN MINISTRE DE L'INFORMATION. — La police a arrêté, mardi 16 juillet, l'ancien ministre de l'information M. Francisco Tatad, accusé de corruption, a-t-on appris officiellement à Manille. Agé de quarante-cinq ans, M. Tatad a été pendant plus de dix ans porte-parole du président Marcos, avant d'être limogé en 1980, à la suite d'un différend politique avec le chef de l'Etat. Il a depuis mis sur pied un parti d'opposition, et il écrit des éditoriaux contre la politique gouvernementale. — (AP.)

Tunisie

• AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN. — Les autorités tunisiennes ont annoncé, mardi 16 juillet, une augmentation du prix de deux sortes de pain, respectivement de 10 % et 15 %. Le pain de 700 grammes passe de 90 à 100 millimes, et la baguette de 300 grammes de 60 à 70 millimes. Depuis les « émeutes du pain », en janvier 1984, qui avaient fait quatre-vingt-neuf morts et neuf cents trente-huit blessés, et qui avaient contraint le président Bourguiba à annuler sa décision de doubler le prix du pain, les autorités de Tunis ont procédé à une première augmentation des tarifs du pain, en juillet 1984, de 10 millimes (12 centimes).

Turquie

• 71 PEINES DE MORT REQUISES DANS UN PROCÈS DE MILITANTS D'EXTREME GAUCHE. — Un procureur militaire a requis 71 peines de mort dans le procès de 924 militants de la principale organisation clandestine d'extrême gauche turque, Dev-Yol (la Voie révolutionnaire), qui se poursuit depuis quatre ans devant un tribunal d'Etat de siège d'Erzurum (est de la Turquie). Ce procès est le plus important instruit par la justice militaire depuis le coup d'Etat de septembre 1980. Dans son réquisitoire, le procureur a demandé en outre 10 réclusions à perpétuité, 49 peines de dix à vingt-quatre ans de prison et 428 de cinq à quinze ans de prison. Les accusés, qui appartiennent à divers groupes de Dev-Yol actifs en Anatolie orientale, sont poursuivis pour de nombreuses actions terroristes perpétrées avant le coup d'Etat. — (AFP.)

هذه صان الاصل

ASIE

Laos

L'épuration des cadres de l'ancien régime se poursuit

Correspondance

Bangkok. — En juin 1984, deux fils du prince Souphanouvong, président de la République populaire et démocratique du Laos, furent arrêtés. Kansay et Vievann étaient, comme beaucoup d'autres avant eux, accusés de « crimes économiques ». Ils sont toujours en prison.

Quelques mois plus tard, en novembre, plusieurs hauts fonctionnaires, dont M. Oudone Pholsena, vice-ministre des finances, et M. Champhong Bouanaphone, vice-ministre du commerce, furent à leur tour incarcérés pour corruption.

On reprochait notamment à M. Oudone d'être impliqué dans une sombre affaire de tracteurs d'occasion défectueux achetés « neufs » à une compagnie thaïlandaise. La fraude portait sur des millions de dollars.

Déjà, en mai 1983, un autre vice-ministre, de la construction cette fois, M. Sengkhom Phinit, avait été mis en prison, accusé lui aussi de corruption. Une cinquantaine d'autres fonctionnaires avaient connu le même sort, précipitant, comme à chaque purge du genre, la fuite vers

la Thaïlande d'une partie de leurs collègues.

De son côté, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Soubanh Sritthirath, un ancien de Saint-Cyr considéré comme le plus brillant élément de son département, a été envoyé il y a deux mois en « séminaire » à Hanoi. « S'il comprend rapidement ce qu'on attend de lui, son séjour au Vietnam ne durera que quelques mois et pourrait aboutir à une promotion », nous a expliqué un ancien membre de l'administration communiste laotienne. Dans le cas contraire, le séjour du ministre pourrait se prolonger pendant deux ou trois ans...

Devenu république socialiste le 2 décembre 1975, le Laos, à la différence du Vietnam, ne connaît pas l'isolement économique. Au contraire de la République populaire du Kampuchéa, il n'est pas un pays diplomatique.

Mais la plupart des observateurs estiment qu'à l'approche des fêtes qui vont dans cinq mois célébrer le

dixième anniversaire de la venue au pouvoir du Parti révolutionnaire du peuple laotien (Parti communiste), les autorités locales, peut-être sous la pression du Vietnam, veulent « nettoyer » leur administration d'un certain nombre de fonctionnaires issus de l'ancien régime.

Dans l'orbite de Hanoi

Un effort particulièrement important est fait depuis plus d'un an pour contrôler plus strictement le commerce extérieur et l'épargne privée. Ce qui a, en 1984, entraîné l'arrivée en Thaïlande de plus de 18 000 réfugiés. Un chiffre impressionnant quand il est comparé à celui des deux années précédentes. En 1982 le haut commissariat aux réfugiés des Nations unies dénombrait 5 019 départs élandestins. L'année suivante, près de 7 000 Laotiens avaient traversé à sens unique le Mékong.

Depuis la signature en juillet 1977 du traité d'amitié et de coopération et le renforcement des « relations spéciales » avec le Vietnam voisin, le Laos est entré de plus en plus étroitement dans l'orbite de Hanoi. Le premier ministre, M. Kaysone Phomvihane, fut dès 1946 membre du Parti communiste indochinois, ancêtre du Parti vietnamien. C'est pourtant le vice-président du conseil des ministres, M. Nouheh Phoumsavanh, qui est censé représenter aujourd'hui la tendance pro-Hanoi au bureau politique. Le Vietnam entretient au Laos une armée estimée entre 50 000 et 60 000 hommes. Elle comprendrait six divisions d'infanterie et deux divisions du génie auxquelles il faut ajouter deux régiments autonomes.

Les activités d'une résistance anticomuniste disparate mais source de soucis pour les autorités locales ainsi que le désir du Vietnam de pouvoir rappeler une partie de ses troupes stationnées au Laos en cas de pression accrue de la Chine a amené le Laos à développer considérablement sa propre armée populaire.

Depuis 1984 on assiste à une vaste campagne de recrutement. Les provinces peuplées devant fournir 1 000 jeunes gens, les autres 600 seulement. Près de 5 000 étudiants ont eux aussi été enrôlés. Ce qui aurait

permis, l'an dernier, la mise sur pied de cinq nouvelles divisions d'infanterie. Le but final étant de porter l'effectif total de l'armée laotienne à 70 000 hommes.

Les futurs officiers sont entraînés surtout au Vietnam. Les plus doués, après trente-six mois de formation, deviendront commandants de compagnie de bataillon. Cette conscription plus ou moins volontaire a eu comme autres effets de précipiter le départ vers la Thaïlande de centaines de jeunes.

Parallèlement, et suivant de très près l'exemple du Vietnam, le Parti communiste laotien vient de rationaliser son contrôle sur l'armée. Si la chaîne de décision, qui trouve son origine dans le bureau politique et le comité central, est renforcée, les commandants militaires, par la grâce du système dit « du commandement unique », jouiront désormais de plus de responsabilités sur le terrain. Par le passé, les conflits étaient fréquents entre officiers politiques et personnel strictement militaire.

La hausse

du prix du riz

L'effort de « purification sociale » touche, quant à lui, tout particulièrement le secteur du commerce extérieur, des petites entreprises privées (pas moins de 4 670 personnes ont fait enregistrer leur commerce pour la seule municipalité de Vientiane), ainsi que les marchands d'or et de bijoux. Ces derniers doivent acquitter des frais de « licence » prohibitifs et sont frappés de taxes si élevées qu'elles ne peuvent avoir d'autre but que la disparition à court terme de ce genre d'activités.

Si on y ajoute une baisse de la production de riz, un taux d'inflation évalué à 30 %, et un budget qui dépend essentiellement de l'aide extérieure, on comprend que le parti communiste du Laos soit lui-même d'un optimisme des plus modérés. L'incapacité de très nombreux cadres est admise, mais, dans la mesure où les fonctionnaires de l'ancien régime sont progressivement éliminés, on voit mal comment le pays pourra s'en tirer dans l'immédiat, sinon en glissant encore un peu plus dans la sphère d'influence vietnamienne.

JACQUES BEKAERT.

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. NAKASONE EN FRANCE

Le vieux professeur et la « forte tête »

M. Nakasone, premier ministre du Japon, a quitté Marseille mardi 16 juillet pour l'Italie, où il poursuivait une visite en Europe qui le conduira ensuite à Bruxelles, où il sera reçu par différents

hauts responsables de la Communauté européenne. M. Nakasone était arrivé à Paris samedi matin, et avait quitté lundi la capitale pour la Provence.

De notre correspondant

Marseille. — En dehors de ses aspects officiels (visite-déclat des usines de la SNIAS à Marignane et réception à la mairie de Marseille) ou touristiques (visite de l'atelier de Céramique au musée de Granat à Aix), le séjour de M. Yasuhiro Nakasone en Provence aura été marqué par deux moments d'émotion.

Le premier a eu pour cadre l'hôtel du Roy René, à Aix, où le premier ministre du Japon avait passé la nuit, et où il avait donné rendez-vous, mardi, aux premiers heures de la matinée, à une famille de Pau, M. et Mme Lafontaine accompagnés de leur fille Valérie, âgée de seize ans. Jean-Marie, leur fils, était mort récemment à l'âge de vingt-deux ans, M^{me} Lafontaine avait pris sur elle d'écrire au premier ministre du Japon pour lui dire combien le jeune homme admirait la civilisation japonaise, et lui demander, pour perpétuer son souvenir, quelques objets d'un pays où il n'avait jamais pu se rendre.

Voilà quelques mois, la famille Lafontaine recevait une réponse, par l'intermédiaire de l'ambassade du Japon en France, lui indi-

quant que le premier ministre les rencontrerait personnellement à l'occasion de son voyage officiel, et leur remettrait les cadeaux demandés. En fait, ce fut un échange : M^{me} Lafontaine, bouleversée, a seulement pu dire qu'elle était « le moment le plus important de sa vie », en remettant à M. Nakasone une photographie de son fils ainsi qu'un livre sur le Béarn et une bouteille de liqueur. Elle a reçu une estampette, dédiée par le premier ministre japonais, ainsi qu'une photographie des vaines Honda et un coffret de modèles réduits.

Un peu plus tard dans la journée, aux Baux-de-Provence, c'est l'heure des retrouvailles : au célèbre Oustau de Beaumanière, un homme de soixante-quatorze ans, très ému, attend son élève qu'il n'a pas revu depuis plus de quarante ans. M. Jean-Pierre Hauchecorne était professeur de lettres au lycée supérieur Shizuoka, proche du mont Fuji, à 300 kilomètres de Tokyo, au moment où la future femme d'Etat y était élève.

Le professeur avait sous le bras un cahier où figuraient des

signatures et des dessins de ses anciens élèves, dont plusieurs étaient dus à la plume du jeune Nakasone. Le professeur décrit son élève comme « travailleur et autonome », et aussi comme une « forte tête » qui osait braver l'occupant américain au lendemain de la guerre en faisant sa première campagne électorale sur un vélo blanc et rouga aux couleurs du Japon. Quand il s'est fait élire député, à vingt-huit ans, il a été ensuite licencié, après vingt-trois ans d'enseignement, par l'occupant français. Il a connu mardi une belle revanche puisque, peu avant le déjeuner, le secrétaire général du Quai d'Orsay lui a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

JEAN CONTRUCCI.

• Les maires francophones à Kinshasa. — L'Association internationale des maires francophones (AIMF) tiendra sa cinquième assemblée générale du jeudi 18 au samedi 20 juillet à Kinshasa, sous la présidence de M. Jacques Chirac. Cette association, créée en 1979 à Québec à l'initiative du maire de Paris, qui en est le président, regroupe 41 maires de capitales ou de métropoles représentant 26 pays du monde entier. MM. Jean Pelletier, maire de Québec, et Nicolas El Amm, vice-président du conseil

municipal de Beyrouth, en assurent la vice-présidence. L'AIMF permet, grâce à son organisation, des échanges entre villes tels que stages, colloques, expositions et manifestations culturelles, afin d'établir un dialogue entre les pays industrialisés et les pays en développement. Lors de la réunion organisée dans la capitale zaïroise, les recettes municipales, le logement social, l'organisation administrative et l'informatique constitueront les thèmes des travaux des commissions. — (AFP.)

• PRÉCISION. — La liste des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, publiée dans nos éditions datées du 16 juillet, comportait une omission. Parmi les personnalités promues officiers, au titre du ministère des relations extérieures, aurait dû figurer le nom de M. Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France à Athènes (et dont le Monde daté des 12-13 mai dernier a publié la notice biographique).

**LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS
D'ORDINATEURS ONT MAINTENANT
À LEUR DISPOSITION
LE MICROPROCESSEUR LE PLUS PUISSANT
SUR LE MARCHÉ MONDIAL.**

Un ordinateur peut vous étonner par sa mémoire, vous enchanter par son graphisme et vous surprendre par sa vitesse, mais derrière cette puissance, le cerveau de cet ordinateur est son microprocesseur.

Le MC68020 de Motorola est le plus puissant microprocesseur pour ordinateur actuellement disponible sur le marché mondial.

Cette stupéfiante puce "32-bits" permet d'accéder à plus de 4 milliards d'octets de données. Avec plus de 2,5 millions de commandes par seconde, sa capacité de traitement est également prodigieuse. Totalement compatible avec notre unité antérieure de 16-bits, elle complète l'évolution de la famille des microprocesseurs Motorola: le 8-bits, le 16-bits et maintenant le 32-bits! Ceci permet aux responsables de la conception des équipements d'augmenter les capacités des produits existants sans subir les conséquences d'une nouvelle conception.

Le MC68020 est promis à un grand avenir. Il jouera très probablement un rôle déterminant dans les applications de la robotique de la prochaine génération. Ses capacités de graphisme ultra-rapide et de résolution d'équations mathématiques complexes le rendent idéal pour le traitement de données de grand volume, la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CAO) ainsi que pour les ordinateurs à usage multiple de la prochaine génération.

Nous sommes convaincus que ce microprocesseur peut apporter une contribution significative dans la participation déjà importante de la France à "l'ère de l'information" dans laquelle nous avons un intérêt vital.

A Toulouse, nous avons une grande usine de production de semiconducteurs, tandis qu'à Angers nous construisons des modules électroniques pour l'automobile. En France, Motorola a 15 agences commerciales pour assurer le service auprès de sa clientèle.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires globale de 52,8 milliards de francs est active sur six continents dans le domaine des télécommunications (phonie et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun : le service auprès de nos clients.



MOTOROLA Un Leader Mondial dans l'Electronique de Pointe.

هكذا من الأصل

politique

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

A SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Le gouvernement insiste pour que le Sénat débâte sans délai des congés de conversion

Après avoir entendu sept délégations des organisations patronales et syndicales, vendredi 12 juillet, et le ministre du travail, l'emploi et de la formation professionnelle, M. Michel Delebarre, la commission des affaires sociales du Sénat a décidé, mardi 16 juillet, par 22 voix (celles des sénateurs de l'opposition, majorité au palais du Luxembourg, et celles des élus communistes) contre 2 (PS), de demander au gouvernement de reporter à la session d'automne la discussion du projet de loi sur les congés de conversion. Mais le gouvernement refuse d'accorder ce délai aux sénateurs. Or ceux-ci avancent quatre raisons pour justifier ce report de la discussion :

- 1) La rédaction « imprécise et allusive » du texte ne permet pas de connaître « le domaine d'application des allocations de conversion », ni « le partage réel de la charge qui en découle entre le Fonds national de l'emploi (FNE) et les entreprises », dit la commission. Elle affirme que « aucune étude sérieuse » n'a permis à M. Delebarre d'établir son affirmation selon laquelle le texte ne concernerait que 25 000 bénéficiaires en 1985 et 70 000 en 1986.
- 2) Le financement n'est pas assuré, estime la commission, qui juge « hâtant » et « inadmissible » le silence du texte sur la « charge notable » pour le FNE et pour le régime général de sécurité sociale qu'entraînera le dispositif proposé. La commission observe que, pour 1985, les crédits du FNE (plus de 24 milliards de francs) ainsi que les reports de crédits de 1984 (soit 3,4 milliards de francs) seront intégralement épuisés à la fin de l'année. Aussi s'interroge-t-elle sur les possibilités de financement des congés de conversion dont le coût a été évalué par le ministre du travail à 250 millions pour 1985 et à 1,4 milliard pour 1986.
- 3) La commission des affaires sociales conteste l'urgence qu'il y aurait à adopter le projet de loi puis que, « pour les grands secteurs industriels connaissant des problèmes de conversion, les dispositions de reclassement ont déjà été prises (sidérurgie, chantiers et réparations navales) ». Tout en relevant que l'une des finalités du projet vise à une atténuation de « l'impact statistique des licenciements économiques », elle signale la crainte exprimée par les organisations patronales d'un « ralentissement sensible du nombre des licenciements en cours des prochains mois » par la « combinaison » de l'autorisation administrative des virements économiques et des congés de conversion.
- 4) La quatrième raison avancée par la commission pour justifier ses réserves sur le projet gouvernemental tient à une critique plus globale. Le texte, selon elle, « tente de substituer à l'action des partenaires sociaux une intervention hâtive de l'Etat ». Pour la commission, les contre-propositions présentées par FO pourraient constituer une base de négociations entre les partenaires sociaux, une négociation qui pourrait reprendre, dit-elle, d'ici la fin du mois de juillet.

L'intervention hâtive de l'Etat

L'ensemble de ces observations ont conduit la commission, à la demande de son rapporteur, M. Jean Madelain (Un. cent., Ille-et-Vilaine) à souhaiter que le gouvernement se livre à un examen plus approfondi du coût, du contenu et du champ d'application des congés de conversion, et ne lui impose pas « un examen superficiel et accéléré » de ces mesures. Le projet, qui figure à l'ordre du jour de la présente session extraordinaire du Parlement, n'a pas encore été inscrit au calendrier des travaux du Sénat. La conférence des présidents, convoquée pour le 18 juillet, pourrait toutefois le faire.

A. Ch.

La modernisation de la police

LA COMMISSION DES LOIS S'OPPOSE AUX NOUVEAUX TAUX DES CONTRAVENTIONS

Le Sénat, qui devait examiner, mercredi après-midi 17 juillet, le projet de loi sur la modernisation de la police, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 12 juillet), devait se voir proposer par M. Pierre Salvi (Un. cent., Val-d'Oise), rapporteur de la commission des lois, plusieurs modifications. La commission accepte le principe de la programmation, mais elle est hostile à l'article prévoyant un code de déontologie, à la fois pour des raisons juridiques (une telle initiative relève, selon elle, soit des ordonnances, soit du domaine réglementaire) et pour des raisons d'opportunité (la question ne peut être réglée à la sauvette, estime-t-elle, et doit faire l'objet d'un accord unanime entre toutes les parties concernées).

La commission sénatoriale des lois approuve le dispositif permettant aux appelés du contingent de faire leur service comme auxiliaire de la police, et elle propose une réforme des structures de la police nationale. Elle repousse, surtout, les articles relatifs aux contraventions : d'une part, nombre de sénateurs considèrent qu'on ne peut gager à ce point la modernisation de la police à l'augmentation de la production des amendes ; d'autre part, certains observent que l'Assemblée nationale a déjà examiné un projet de loi modifiant le code de procédure pénale et le système de recouvrement des amendes. Ils estiment qu'il n'est donc pas souhaitable de voir ainsi deux textes se chevaucher sur le même problème. Enfin, la commission a décidé de présenter à l'approbation du Sénat deux articles additionnels destinés à clarifier les contrôles d'identité en créant une carte nationale d'identité infalsifiable et en autorisant les contrôles d'identité préventifs.

● **Tout le PS sur Minitel.** — A compter de la fin de l'été, il sera possible d'interroger le PS par l'intermédiaire d'un Minitel. « PS-Info Télématique », disponible sans abonnement, en composant le 550-32-99, remplacera, en offrant beaucoup plus de service, l'ancien bulletin quotidien écrit du PS, PS aujourd'hui (le Monde daté 7-8 avril).

Plusieurs rubriques seront disponibles sur PS-Info Télématique : politique intérieure, étrangère, économique et sociale, jeunesse, sociétés et culture. Les informations pratiques proposées se composent notamment d'un agenda, d'un « Who's who socialiste », d'une rubrique « le PS et ses élus », qui donneront la liste des fédérations départementales et de leur premier secrétaire, des députés, sénateurs et conseillers généraux socialistes. Il sera possible de sortir toutes ces informations sur imprimante.

Selon le porte-parole du parti, M. Jean-Pierre Desrues, ce journal télématique constitue le premier élément d'un « projet global » qui sera mis en œuvre dans un « futur proche ».

UN AN DE GOUVERNEMENT FABIUS

M. Marchais : quel gâchis !

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a réaffirmé, mardi 16 juillet sur TF1, que « la stratégie du PS est une stratégie de l'échec ». La cohabitation, a-t-il ajouté, c'est « (...) un faux débat, car c'est une question d'ores et déjà réglée. Le PS considère qu'il a perdu les législatives et il envisage d'aller dans l'opposition pour tenir de sa refaire une santé en vue de l'élection présidentielle de 1988 (...) ». Quel gâchis, quatre ans seulement après une élection qui fut un triomphe, voilà le PS qui dit aujourd'hui : c'est fini, nous sommes battus. Et le président de la République dit : c'est la droite qui gèrera les affaires du pays.

Pour le secrétaire général du PCF, la cohabitation du président de la République avec la droite ne posera pas « un gros problème ». M. Mitterrand, M. Marchais « ne voit pas comment on peut (...) se prétendre un homme de gauche, dire qu'il faut combattre le capitalisme, restaurer le socialisme et dans le même temps être président de la République et cohabiter avec la droite qui exerce les fonctions gouvernementales ». M. Marchais estime que le président ne doit pas démissionner, mais « tenir un autre langage ». Pour lui, « rien n'est joué » à condition de « mettre en œuvre une autre politique qui corresponde aux intérêts des Français et des Françaises ».

M. Marchais, d'autre part, s'est déclaré « choqué » par l'intervention de M. Fabius à l'AFP, car « à aucun moment, il n'est question des grands problèmes qui concernent les Français et les Françaises ». Le secrétaire général du PCF a relevé

que les mots « chômage » et « pouvoir d'achat » ne figurent pas dans les propos recueillis au cours de cette interview. « La seule chose que je retiens, a-t-il ajouté, c'est que le premier ministre reconnaît (...) que l'accroissement considérable des profits capitalistes (...) ne s'est pas traduit par un accroissement des investissements dans l'industrie, mais par la spéculation financière » (1).

Si, a-t-il dit à propos de son parti, des électeurs « nous font porter la responsabilité de la profonde déception qu'ils éprouvent », les choses « commencent à bouger ». « Je trouve », a ajouté M. Marchais, qu'il y a actuellement une prise de conscience. Nous le ressentons nettement (...), même si cela ne se traduit pas encore dans les sondages. Des gens se disent : « Les communistes, eux, ne nous ont pas trompés ».

Interrogé, d'autre part, sur la « filiation » dans laquelle il s'inscrit M. François Mitterrand par rapport à la Révolution française, M. Marchais, après avoir hésité, a dit : « C'est très difficile », puis il a répété par trois fois : « Pas de gauche ! ».

(1) Le secrétaire général du PCF fait allusion à une phrase dans laquelle M. Fabius disait : « Le mouvement des investissements industriels est en train de reprendre. Et, cependant, nous éprouvons en France une difficulté spécifique, liée au fait que les investissements purement financiers sont aujourd'hui plus rémunérateurs que les investissements de production. Il y a là un vrai problème ».

M. Toubon (RPR) : le grand anesthésique

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a commenté en ces termes, mardi 16 juillet, le premier anniversaire du gouvernement de M. Laurent Fabius : « On connaît un animateur de radio surnommé « le grand sympathique » : M. Fabius, lui, c'est le grand anesthésique ».

« Sa méthode de gouvernement consiste à ne pas gouverner : privilégier en permanence l'apparence par rapport à la réalité, étudier les problèmes, décider d'un grand renfort de publicité des actions à long terme à la charge de la future majorité, camoufler les convictions, s'il en reste, et les objectifs réels, qui n'ont pas changé ».

« Ce qu'attendent les Français du premier ministre, c'est qu'il agisse. Mais, par définition, agir

inexistence des adhérents et des élus dans les départements, l'absence de l'activité politique locale, la défaillance dans le combat politique national ». Les anciens responsables de l'UJFP, qui s'inquiètent de la situation actuelle du mouvement fondé en 1965, ont récemment créé une structure, le Clnb 20. (le Monde du 5 juillet).

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHEQUES DE LA VILLE DE PARIS
Adultes — Jeunesse
LIVRES — DISQUES — CASSETTES
Ouvertes du mardi au samedi
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4^e) — tél. : 274.22.82

Fin de la « guerre du gazon »...

Saint-Pierre. — Il semble que la « guerre du gazon » soit terminée. Le sénateur apparenté socialiste de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Marc Plantegenest, président du conseil général, et son ami Albert Pen, député apparenté socialiste, maire du chef-lieu et conseiller général, laissent entendre que la hache de guerre est définitivement enterrée dans le conflit qui les opposait depuis plusieurs jours, après le prélèvement sauvage opéré par le premier nommé — pour un usage personnel — de deux cents mètres carrés de gazon écologique sur l'île de Langlade (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Cette « affaire », qui avait dégénéré en crise politique, serait définitivement close.

Au cours d'une nouvelle réunion de l'Assemblée départementale, trois des quatre conseillers généraux qui s'étaient démis de leurs fonctions sont revenus sur leur décision (le quatuor est en vacances au Canada). Parmi eux figure d'ailleurs M. Pen lui-même ainsi que le principal instigateur de la campagne écologique, M. Michel Borotra.

Ces démissions avaient été provoquées par le revirement de M. Plantegenest, qui avait, dans un premier temps, annoncé qu'il se démettait de ses fonctions après avoir été accusé d'avoir transplanté ledit gazon sur sa propriété, puis n'avait pas donné suite à cette affirmation. Dans un communiqué commun co-signé par MM. Plantegenest et Pen, les conseillers généraux viennent de souligner qu'ils regrettent l'erreur de leur président et le « malentendu » provoqué par la « réaction brutale » de leur député, qui avait démissionné à son tour de l'Assemblée territoriale pour protester contre le revirement du président du conseil général.

Les conseillers réclament, d'autre part, au gouvernement des moyens supplémentaires pour renforcer l'appareil administratif de l'assemblée locale et ont décidé la constitu-

Correspondance

tion, autour du président, d'un bureau au pouvoir collégial, afin de renforcer leur cohésion d'élus locaux et de décharger le président du conseil général, accablé de tâches depuis l'application de la décentralisation. Pour M. Pen le président du conseil général est désormais « un préfet bis ». S'ajoute à cela — innovation dans l'île — l'annonce que le président du conseil général est desai des dossiers de l'urbanisme et de l'environnement au profit de M. Borotra, homme-orchestre de la dernière campagne pour la protection de l'environnement et spécialiste de ces problèmes.

M. Dijoud candidat ?

Pour l'instant cette nouvelle péripétie politique n'a guère troublé la sérénité des habitants de l'archipel et n'a provoqué que quelques frémissements chez les adversaires de MM. Pen et Plantegenest. Pour M. Georges Poulet (UDF), il s'agit d'une mini-tempête. « Après grand vent, grand calme », a-t-il déclaré. M. Victor Reux (Renouveau démocratique), l'autre chef de file de l'opposition politique, a néanmoins estimé que l'on « se moque de la population » et que la majorité actuelle a peur de nouvelles élections. Selon M. Pen qui a rencontré à l'Elysée le 2 juillet le président de

la République, le gouvernement a mis son veto à la dissolution de l'assemblée, qui avait été envisagée en pleine polémique, il y a quelques jours. En fait, dans une déclaration télévisée, M. Pen s'est dit prêt à renoncer à se présenter lors des prochaines législatives de 1986. Il prétend que s'il retournait au Sénat, où il siègea de 1968 à 1981, il lui serait plus facile de s'acquitter de sa charge de maire de Saint-Pierre. En ce sens, M. Pen a d'ailleurs proposé récemment aux conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon la candidature à la députation dans l'archipel de l'ancien secrétaire d'Etat aux DOM de Valéry Giscard d'Estaing, M. Paul Dijoud. Il estime que M. Dijoud, dont il apprécie la personnalité, est en meilleure position qu'un Saint-Pierrais pour suivre de près dans les ministères parisiens les dossiers difficiles de l'archipel et défendre ainsi au mieux les intérêts des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le conseil général se prononcera en septembre prochain sur cette proposition qui, émanant d'un député apparenté PS, a de quoi étonner l'observateur politique métropolitain non initié. Mais pour le moment, dans l'île, où la personnalité d'un candidat importe au moins autant que son appartenance politique, cette « nouvelle donne » n'a pas encore défrayé la chronique.

● **Le conseil général du Val-de-Marne a élu son bureau.** — Le conseil général du Val-de-Marne, que préside M. Michel Germa (PC), a désigné, lundi 15 juillet, les membres de son bureau. Sept vice-présidents communistes, trois vice-présidents et un questeur socialistes ont été élus. Les conseillers généraux d'opposition n'ont pas participé à cette réunion de l'assemblée départementale, qui se tenait sans condition de quorum. L'élection du bureau du conseil général du 22 mars dernier, obtenue en

l'absence du quorum nécessaire, avait été annulée par le tribunal administratif de Paris, et les onze vice-présidents avaient préféré démissionner plutôt que de faire appel. Réunie une première fois le 11 juillet, l'assemblée départementale du Val-de-Marne n'avait pu élire son nouveau bureau : après de vifs affrontements avec les élus communistes, les conseillers d'opposition avaient quitté la séance et le quorum n'avait pu être atteint (le Monde du 13 juillet).

ETHIOPIE: OÙ IRONT VOS 300 F?

Soligner : Un médecin, trois infirmières, une importante équipe de médecins éthiopiens sont prêts à agir dans un hôpital et un dispensaire pour lutter contre les conséquences de la faim et les trop nombreuses pathologies tropicales.

Nourrir : 1000 enfants par jour pendant un an dans un centre nutritionnel pour les moins de 5 ans et leur mère. 50 tonnes de nourriture seront distribuées par mois permettant en six semaines de remettre sur pied des enfants qui, sans votre aide, sont condamnés à mourir.

Produire : 50 tonnes de semences et des outils à distribuer pour préparer les prochaines récoltes.

Ce programme qui reçoit déjà l'aide de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, débute le 1^{er} mai. Il faut aller vite. Avec 200 F, 300 F, 500 F, 1000 F, vous pouvez encore les sauver.

Oui je désire porter secours aux éthiopiens en participant à votre action d'urgence.

AICF

ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ 1000 F ☐ et plus
M. Mlle _____ prénom : _____
Adresse : _____

Code Postal _____
Ville : _____

Envoyez votre chèque ou vos dons à : A.I.C.F. 156, rue de Rivoli 75001 Paris CCP 2820 W Paris.

Ces dons sont déductibles localement de vos revenus imposables dans la limite de 1 %

société

PLACÉE SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE

Christine Villemin est sortie de prison

Nancy. - Peu avant 19 heures, précédée par un véhicule de la gendarmerie, la voiture de M. Henri-René Garaud est sortie de la prison de Metz. Aux côtés de l'avocat parisien se trouvait Christine Villemin. Trois heures auparavant, à Nancy, la chambre d'accusation de la cour d'appel, présidée par M. Jacques D'Alvergne, avait rendu son arrêt. Après seulement vingt-quatre heures de délibéré, les trois magistrats avaient décidé la mise en liberté, sous contrôle judiciaire, de la mère de Grégory.

M. Garaud a donc remporté une incontestable victoire. Christine Villemin a été libérée. Douze jours après que M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, lui eut signifié son inculpation pour l'assassinat de son fils et eut ordonné son incarcération. Quelques jours après la cessation de sa grève de la faim, l'ordonnance de rejet de la demande de mise en liberté, prise le 8 juillet dernier par M. Lambert, a été infirmée en appel par les trois magistrats nancéens. Pour autant la victoire de Christine Villemin et de ses avocats, M. Garaud, Chastant et Moser, reste partielle. Les demandeurs, après avoir fait valoir à l'audience de la chambre d'accusation « qu'il n'existe d'encontre de leur cliente aucune charge », avaient demandé « sa mise en liberté pure et simple ». Ils ne l'ont pas obtenue. La chambre d'accusation, en effet, a assorti son arrêt de mise en liberté d'une mesure de placement sous contrôle judiciaire.

Les magistrats précisent, en effet, dans un long arrêt, quinze pages, que Christine Villemin « a dû les circonstances imposées des sa sortie la plus grande réserve » sera « astreinte » plus précisément aux obligations suivantes : elle ne devra pas sortir des limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle où elle réside, dès ce mardi soir, chez sa grand-mère, à Petitmont, ou

De notre envoyé spécial

n'en sortir qu'avec l'accord du juge d'instruction. Elle devra « répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée désignée par le juge d'instruction ». Elle devra enfin « se soumettre à des mesures d'examen, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation ».

Cet ensemble de conditions - la dernière n'étant pas la moins ambiguë quand, dans leur arrêt, les magistrats précisent « que des expertises psychiatriques et psychologiques sont en tout cas indispensables » - devra donc être respecté. A charge, la précision n'est pas neutre, pour le commandant du groupe de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle d'y veiller.

L'absence de mobile

Les magistrats de la chambre d'accusation, en ordonnant la mise en liberté sous contrôle judiciaire, ont donc rejeté à la fois la thèse de la défense (absence de charges) et l'ordonnance du juge d'instruction (charges suffisantes). Leur arrêt, soigneusement balancé, un décalage très serré de toute l'affaire et, à l'évidence, non improvisé, peut d'une certaine manière se résumer à deux attitudes. Ils sont très proches des réquisitions prises par M. Claude Renaud à l'audience de la chambre d'accusation.

Comme l'avait indiqué l'avocat général, les charges existent. La chambre d'accusation le confirme : « Attendu que, selon les éléments de l'information exposés (...), il existe, en l'état du dossier, à l'encontre de Christine Villemin, qui, selon les témoignages, aurait disposé, bien que dans un créneau d'horaires extrêmement serré du temps nécessaire à l'accomplissement du crime, des charges, certaines troublantes (son passage selon des témoins à 17 heures devant la poste de Léopold, la découverte chez elle de cordelette

semblable à celle utilisée par l'assassin), d'autres sérieuses (la similitude d'écriture relevée par les experts avec les écrits anonymes), permettant d'envisager sa participation à cet acte ».

L'avocat général avait aussi souligné que ces charges méritaient « d'être soigneusement vérifiées » et insistait notamment sur l'absence de mobile. La chambre d'accusation est allée plus loin encore dans ce sens : « Attendu qu'il n'apparaît que, raison de l'absence de tout témoin direct la mettant en cause, des insuffisances des indices matériels, des imprécisions concernant les horaires, de la constance, à ce jour, de ses dénégations, faute aussi, en l'état d'un mobile cohérent, rien ne permettant d'entrevoir le motif d'un tel acte, le couple paraissant uni, y compris dans l'épreuve, et l'enfant l'objet d'affection, il subsiste, pour une inculpation aussi grave, de nombreuses et importantes interrogations auxquelles l'information doit encore s'efforcer de répondre ».

En somme l'arrêt pourrait se résumer en ces deux phrases : les charges existent, mais en l'état du dossier, elles lui sont apparues insuffisantes. Les trois magistrats, vu « l'existence de ces nombreuses et importantes interrogations », demandent donc d'approfondir l'information.

A partir de là, ils ont considéré que la maintien de Christine Villemin en détention ne s'imposait plus. Sur ce point, les trois juges de la chambre d'accusation ont avancé, dans leur arrêt, plusieurs arguments. D'abord le fait que l'inculpée, « bien qu'elle soit la cible constante de certaines orgues de presse et même accusée par une fraction de l'opinion », n'a cherché « ni à se soustraire à l'action de la justice, ni à faire pression sur des témoins, ni à faire disparaître des preuves » (...).

Second point : le trouble à l'ordre public. Les magistrats ont estimé que « si les faits reprochés ont sous aucun doute causé un trouble à l'ordre public, la détention, en raison même des interrogations qui se posent encore, n'est pas de nature à le diminuer ».

La chambre d'accusation a ensuite rappelé l'état de santé de Christine Villemin, enceinte de six mois : « Si la détention n'est pas médicalement incompatible avec cette situation, elle n'apparaît pas cependant comme le moyen le plus apte à favoriser l'épanouissement de l'enfant qu'elle porte ».

Un désaveu du juge Lambert ?

Enfin, dernier attendu, les motifs de sécurité. La chambre en convie : « En raison des passions soulevées par l'affaire, il n'est pas exclu que des problèmes de sécurité se posent ». Mais, précise l'arrêt : « Outre que Christine Villemin semble vouloir les assumer, il apparaît que, s'agissant d'une inculpée, selon la loi présumée innocente et de plus enceinte, sa protection doit pouvoir s'assurer en dehors du cadre d'une prison ».

A la gendarmerie de veiller donc. Et à chacun de faire enfin preuve « de calme et de sérénité, condition indispensable d'une bonne justice ». La cour le rappelle, « les paroles de sagesse » prononcées le jour de l'inculpation de Christine Villemin par M. Gérard Welzer, avocat de Marie-Ange Laroche.

Au-delà, chacun appréciera s'il s'agit, dans cet arrêt, d'un désaveu par le juge d'accusation du travail et des décisions du juge Lambert. M. Garaud et ses adjoints n'en doutent pas qui parlent de « décision sanctionnée ». M. Lambert, le juge d'instruction, lui, s'est borné à indiquer : « S'agissant d'une décision de l'autorité judiciaire, le silence s'impose. Chacun a pris ses responsabilités ». Il a précisé aussi qu'il n'entendait pas demander son dessaisissement du dossier.

Enfin la partie civile, celle des grands-parents Villemin, a publié elle aussi un communiqué. M. Paul Lombard, après avoir souligné « la leçon de dignité donnée, avec détermination et courage, par le grand-père et la grand-mère de Grégory », a affirmé : « A partir d'aujourd'hui, pour la partie civile, l'affaire commence ».

Si seulement...

PIERRE GEORGES.

SEPT NATIONALISTES CORSES DEVANT LA COUR D'ASSISES DU RHÔNE

Tueurs ou justiciers ?

De notre envoyé spécial

Lyon. - En retirant, le 18 août 1984, au tribunal d'Ajaccio le soin d'instruire le dossier ouvert contre sept militants de l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse), impliqués dans l'opération de commando menée le 7 juin 1984 à la prison de cette île, pour le confier à celui de Lyon, la chambre criminelle de la Cour de cassation n'a pas fait à ce dernier un cadeau très enviable. Pourtant, le procès consécutive à cette instruction et qui s'est ouvert mardi 16 juillet devant la cour d'assises du Rhône ne semble pas, du moins dans l'immédiat, devoir faire des remous excessifs.

Ils sont donc entrés sans émoi. Ils ont adressé des sourires à leurs familles, venues leur apporter le réconfort d'une présence. Le président, M. André Cerdini, en bon psychologue, s'est bien gardé de les contraindre dans leur défense. Cette première journée s'est déroulée sans incident majeur.

Cette défense est simple. Pierre Albertini, Pantaloni Alessandrini et Noël Pantaloni étaient tous trois des amis de Guy Orsoni. L'enlèvement de ce dernier, le 17 juin 1983, sur la route d'Ajaccio à Portofino, et dont il ne fait pas de doute aujourd'hui qu'il se soit terminé par un assassinat bien que le corps n'ait jamais été retrouvé, fut toujours, à leurs yeux, une affaire politique. L'idée avancée par les enquêteurs qu'elle ait pu avoir un caractère criminel, qu'elle ait été l'épilogue d'un règlement de compte entre gens du milieu corse, leur est insupportable. Selon eux, l'instruction ouverte à Ajaccio n'a pas voulu d'emblée retenir leur thèse, il convenait donc que justice soit faite.

C'est pourquoi, au petit matin du 7 juin 1984, Albertini et Pantaloni, en uniformes de gendarme, et Alessandrini en combinaison bleue et la tête sous une capote, sont entrés dans la maison d'arrêt d'Ajaccio où Leccia et Contini, inculpés dans l'affaire Orsoni, se trouvaient enfermés. Ils ont immédiatement tiré six balles par Contini « parce qu'il n'était pas Corse mais Sarde », trois balles seulement pour Leccia. Par la même occasion on pouvait bien tenter de libérer deux militants amis, Noël Luciani et Paul Jean Cerdini, qui se trouvaient eux en détention provisoire pour avoir prêté leurs concours à quelques attentats locaux.

La seconde partie de la mission échoua car l'alerte avait été donnée et la prison se trouvait encerclée avant qu'ils n'eussent pu en repartir. Vers 11 h 30, après négociation avec le préfet, M. Robert Broussard, c'était la reddition.

Aujourd'hui, il faut juger. Lyon n'est pas très loin de la Corse par avion. En esprit, c'est évidemment autre chose. Alors, aux jurés lyonnais, il convenait d'expliquer la

Pour les jurés, cinq femmes et quatre hommes, il s'agira essentiellement de savoir, et surtout de dire, au bout du compte, si les trois accusés principaux (ils sont sept au total) Pierre Albertini, Pantaloni Alessandrini et Noël Pantaloni, qui entrèrent dans cette prison pour y accomplir une double mission - tuer Jean-Marc Leccia et Salvatore Contini, inculpés alors dans l'affaire de l'enlèvement et de la disparition de Guy Orsoni, et tenter de libérer deux autres militants du mouvement insulaire - furent des tueurs ou des justiciers. L'accusation les tient pour des tueurs. eux se présentent en justiciers.

MM. Robert Broussard et Joseph Franceschi, ce dernier en sa qualité d'ancien secrétaire d'Etat à la sécurité publique au moment de l'affaire Orsoni, ont cité l'un et l'autre par la défense ? On ne sait.

En attendant, c'est Pierre Albertini qui a exposé aux jurés du Rhône les malheurs de la Corse, les raisons de la révolte « après deux siècles de colonialisme ». Il a abimé longuement paré d'une politique qui « a mis en péril notre histoire, notre langue et notre culture ». Il a exposé le sentiment des Corse « de se trouver étrangers sur leur propre terre ». Il a ajouté : « Nous répondons à la violence d'Etat, nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des résistants », en saluant au passage « les résistants canques, les résistants basques et les résistants irlandais ». Les autres se sont associés sans réserve à ce préambule. Le président Cerdini a laissé dire, ce qui était assurément l'attitude d'un sage.

Action collective

Il aurait bien aimé, en revanche, quelques précisions sur les faits. Mais ces précisions, Albertini, comme Alessandrini et Pantaloni, l'ont dit tout net : « Nous ne leçons pas à en apporter ». Finalement, dans ces conditions, se contenter de ce qui, à leurs yeux, devrait être un aveu suffisant : « Nous sommes tout à fait responsables. Nous reconnaissons que nous sommes entrés dans la prison et qu'il y a eu deux morts. Mais la seule raison à cela, c'est qu'il y avait l'affaire Orsoni ».

M. Cerdini a insisté : « Vous n'êtes quand même pas entrés par hasard ? ».

« Non, c'était bien dans le but d'exécuter le responsable qui dirigeait la bande de truands qui bénéficiaient d'une impunité totale de la part des services de police. Ce responsable, Leccia, avait dirigé l'enlèvement de Guy Orsoni, il avait participé à son interrogatoire au chalumeau, ordonné son exécution et Salvatore Contini, spécialiste du rapt en Sardaigne, avait exécuté notre ami ».

Dans cette prison d'Ajaccio, qui fit donc exactement ? Qui tua Leccia, qui tua Contini dans leur cellule ?

« C'était collectif. »

« Vous n'avez tout de même pas tenu l'arme tous les trois en même temps ? »

« Nos avons été tous les trois les exécutants d'un ordre du FLNC. »

Car ils ont consenti quand même à le dire. Il y eut bien auparavant une réclamation au sommet. Mais eux, simples militants de base, n'eurent aucune responsabilité dans la décision qui fut prise. « Elle a été le fait de tout le mouvement nationaliste », dit Alessandrini.

Furent-ils alors volontaires pour l'exécution ?

Albertini précise : « La direction a pensé à nous parce que nous étions des amis intimes de Guy Orsoni. Nous n'aurions pas laissé courir le risque à d'autres sachant qu'il y avait 70 % de chances de ne pas s'en sortir ».

C'est précisément parce qu'ils ne purent pas « s'en sortir », l'alerte ayant été donnée et la prison se trouvant encerclée, qu'ils profitèrent de ce supplément de temps pour aller interroger, après avoir tué Leccia et Contini, deux autres détenus également impliqués dans l'affaire Orsoni, Jean-Simon Alfonsi et Paul Andréani. Un interrogatoire dont ils tirent, aujourd'hui, parti pour justifier leur opération : « Andréani nous a bien dit que lui et son équipe étaient couverts au niveau national par des personnalités. Il nous a confié que c'était bien Leccia qui avait dirigé l'enlèvement ».

« Vous ne l'avez encore jamais dit, remarque le président. »

Non, mais nous pouvons le dire à l'audience. »

Paul Andréani devrait venir le confirmer. Pour la défense, c'est le témoin majeur, celui qui, en somme, justifiait, après coup, le « bon droit » de l'équipe.

Mais, dans ce procès, il semble que les témoins seront rares. Ainsi, par exemple, les deux surveillants qui furent ligotés et séquestrés par le commando ont produit des certificats médicaux pour dire qu'ils étaient, encore aujourd'hui, dans l'incapacité de venir déposer étant donné le traumatisme psychologique subi et qui, pour eux, en dix mois et même des années, n'a pas cessé.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SCIENCES

LE VOL CONJOINT APOLLO-SOYUZ A DIX ANS

Un pont cosmique en or massif

Il est des noms que l'on n'oublie pas comme l'agente, premier homme à avoir volé dans l'espace, ou comme Armstrong, premier homme à avoir posé le pied sur la Lune dans la partie sud-ouest de la mer de la Tranquillité. Et puis, il en est d'autres que la mémoire enfouit quand elle ne les oublie pas. Qui se souviennent encore de ce que Thomas Stafford, Vance Brand et Donald Slayton, pour les Américains, et Alexei Leonov et Valeri Koubassov pour les Soviétiques ont bien pu faire il y a dix ans, en cette fin d'après-midi du 17 juillet 1975 ? En fait, rien d'autre que de se serrer le main par-delà les frontières pour sceller de manière spectaculaire une certaine amitié retrouvée entre les Deux Grands.

Personne ne fut dupe, en effet, du peu d'intérêt scientifique que ce rendez-vous américano-soviétique réalisé entre un vaisseau spatial Apollo, symbole de la conquête de la Lune et de la confiance retrouvée des États-Unis dans la doctrine spatiale, et une capsule Soyuz, reflet des grandes premières spatiales effectuées, entre 1957 et 1963, par les Soviétiques au grand dam d'une Amérique humiliée par la mise en orbite du Spoutnik. Ce 17 juillet donc, la compétition fit place pour un temps à la coopération. Mais à quel prix, si l'on en juge par les 500 millions de dollars investis à l'époque dans cette poignée de main en or massif.

Que restait-il de ce pont cosmique de l'amitié américano-soviétique ? fait « au nom de l'aventure de l'humanité » ? Bien peu de choses au plan politique et guère plus au plan technique. Tandis que la guerre froide déclinait un peu, les Deux Grands continuaient leurs activités dans une indifférence apparente. Les uns multipliaient les missions et

l'envoi d'hommes dans l'espace pour de très longues durées avec leurs Soyuz et leurs stations orbitales Salout, tandis que les autres devaient attendre la mise en service de leur navette en avril 1981. Mais de coopération point, et ce d'autant plus qu'en juin 1982, à la suite de l'affaire de Pologne, les États-Unis décidèrent d'interrompre l'accord bilatéral signé en 1972.

En fait, la position des deux pays ne fut pas aussi dure qu'on voulait bien le dire comme en témoignent l'utilisation du réseau pour recueillir les données fournies par les sondes soviétiques Vega-1 et 2 sur la comète de Halley ; la participation, en compagnie des Français, des Américains et des Soviétiques au système de sauvetage par satellites (Sersat-Cosmos) ; l'échange d'informations à caractère médical sur l'adaptation de l'homme à l'espace et les récentes décisions prises outre-Atlantique. En octobre de l'année dernière, le président des États-Unis s'en, en effet, signé une résolution appelant à un renouvellement de la coopération spatiale entre les deux pays.

Les thèmes de discussion ne manquent pas et vont de l'éventualité d'un rendez-vous entre la navette et une station orbitale soviétique à un retour sur la Lune en passant par une mission habitée conjointe en direction de Mars (le Monde du 22 juin). C'est sur ce dernier point que les Américains ont proposé aux Soviétiques de les rencontrer à Washington. Une manière délicate de fêter, en compagnie des deux équipes d'Apollon-Soyouz, ce dixième anniversaire du premier vol habité américano-soviétique.

J.-F. A.

Mélange

La remise en liberté de Christine Villemin est une décision claire. On ne saurait en dire autant de l'argumentation des magistrats de Nancy qui ont, révérence parler, mêlé les torches et les serviettes.

Pourtant les principes sont limpides. Lorsqu'il existe contre quelqu'un des charges graves, le juge d'instruction peut prononcer une inculpation. C'est parfois une obligation pour ne pas entendre comme témoin - sans avocat - quelqu'un qui est l'objet de soupçons.

Si, d'autre part, le magistrat craint que l'inculpé n'entrave le déroulement normal de la procédure - parce qu'il conserve sa liberté d'aller et venir (et de parler...) - il a la faculté d'ordonner l'incarcération. Ce n'est jamais une obligation.

L'un et l'autre de ces décisions (dites « ordonnances ») doivent être motivées, le premier par rapport aux indices de culpabilité, la seconde par rapport au comportement éventuel de l'inculpé. Dans un cas, c'est l'article 427 du code de procédure pénale qui sert d'épine dorsale à la procédure ; dans l'autre, le magistrat est tenu par les dispositions de l'article 144, qui énumère limitativement les causes d'incarcération avant jugement.

L'examen critique auquel procèdent ensuite les magistrats d'une cour d'appel doit être théoriquement à cette distinction.

Les réactions des avocats

M. Garaud, Chastant et Moser, défenseurs de Christine Villemin ont publié le communiqué suivant : « Christine Villemin est libre. L'injuste incarcération a cessé. Les défenseurs ont été entendus. Après une étude approfondie du dossier, cinq heures de débats et vingt-quatre heures de délibéré, les trois magistrats de la cour d'appel de Nancy ont sanctionné la décision du juge d'instruction (...).

« La défense de la liberté ne passe pas par le débat contradictoire devant le magistrat instructeur mais par l'application rapide du double degré de juridiction. »

« Cette décision redonne à Christine et Jean-Marie la confiance en

la justice qu'ils avaient perdue. Leurs défenseurs vont mettre tout en œuvre pour que soient ordonnées les investigations nécessaires à la manifestation de la vérité, et qu'intervienne pour Christine Villemin un non-lieu. »

M. Lombard, Bourdelle et Lagrange, avocats des grands-parents Villemin, partie civile, ont publié le communiqué suivant : « Nous n'avons pas à commenter une mise en liberté sous contrôle judiciaire à laquelle, au nom de la famille Villemin, nous ne nous étions pas opposés (...).

« A partir d'aujourd'hui, pour la partie civile, l'affaire commence (...).

« Nous sommes tous responsables. Nous reconnaissons que nous sommes entrés dans la prison et qu'il y a eu deux morts. Mais la seule raison à cela, c'est qu'il y avait l'affaire Orsoni ».

« Non, c'était bien dans le but d'exécuter le responsable qui dirigeait la bande de truands qui bénéficiaient d'une impunité totale de la part des services de police. Ce responsable, Leccia, avait dirigé l'enlèvement de Guy Orsoni, il avait participé à son interrogatoire au chalumeau, ordonné son exécution et Salvatore Contini, spécialiste du rapt en Sardaigne, avait exécuté notre ami ».

« C'était collectif. »

« Vous n'avez tout de même pas tenu l'arme tous les trois en même temps ? »

« Nos avons été tous les trois les exécutants d'un ordre du FLNC. »

Car ils ont consenti quand même à le dire. Il y eut bien auparavant une réclamation au sommet. Mais eux, simples militants de base, n'eurent aucune responsabilité dans la décision qui fut prise. « Elle a été le fait de tout le mouvement nationaliste », dit Alessandrini.

Furent-ils alors volontaires pour l'exécution ?

Albertini précise : « La direction a pensé à nous parce que nous étions des amis intimes de Guy Orsoni. Nous n'aurions pas laissé courir le risque à d'autres sachant qu'il y avait 70 % de chances de ne pas s'en sortir ».

C'est précisément parce qu'ils ne purent pas « s'en sortir », l'alerte ayant été donnée et la prison se trouvant encerclée, qu'ils profitèrent de ce supplément de temps pour aller interroger, après avoir tué Leccia et Contini, deux autres détenus également impliqués dans l'affaire Orsoni, Jean-Simon Alfonsi et Paul Andréani. Un interrogatoire dont ils tirent, aujourd'hui, parti pour justifier leur opération : « Andréani nous a bien dit que lui et son équipe étaient couverts au niveau national par des personnalités. Il nous a confié que c'était bien Leccia qui avait dirigé l'enlèvement ».

« Vous ne l'avez encore jamais dit, remarque le président. »

Non, mais nous pouvons le dire à l'audience. »

Paul Andréani devrait venir le confirmer. Pour la défense, c'est le témoin majeur, celui qui, en somme, justifiait, après coup, le « bon droit » de l'équipe.

Mais, dans ce procès, il semble que les témoins seront rares. Ainsi, par exemple, les deux surveillants qui furent ligotés et séquestrés par le commando ont produit des certificats médicaux pour dire qu'ils étaient, encore aujourd'hui, dans l'incapacité de venir déposer étant donné le traumatisme psychologique subi et qui, pour eux, en dix mois et même des années, n'a pas cessé.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

سنة من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MILES Davis

L'ESPRIT DU JAZZ



Avec son concert
du parc de La Villette
(« Banlieues 89 » :
fêtes et forêts),
Miles Davis
boucle sa tournée
de l'été.
Impérial et canaille.
Le groupe n'a jamais
mieux tourné
qu'animé
par son énergie
désinvolte.

« Je voudrais enregistrer
bientôt en public », disiez-vous
à Antibes l'an passé (1).
Reprenez donc sur ce point :
votre dernier disque (You're
Under Arrest), sophistiqué,
impeccable, poétique, est tout le
contraire d'un enregistrement
en direct. « Live »...

« Nous verrons. Si j'ai du
matériel d'avance, je le ferai.
Pour le moment, nous n'avons que
deux morceaux. J'en ai encore
composé un l'autre jour, il y a
environ un mois. « Live », oui,
bien sûr, il faut voir. Avec Vince
Wilburn, mon neveu, à la batterie,
on peut enregistrer en studio pour
le même résultat. Parce qu'il n'est
pas de ces batteurs qui perdent le
tempo. En public, vous êtes portés
par tout un tas de choses, par le
lieu, par le public, par l'énergie
instantanée. En studio, un batteur
ordinaire laisse se défaire le
tempo, le tempo. Mon tempo à
moi est parfait. Il est en moi. Je
ne sais pas si c'est une chance ou
une calamité. Chaque fois que,
avant de moi, j'entends le tempo
tomber, se défaire, je ne peux plus
jouer. Souvent, les batteurs de
jazz ne gardent pas le rythme. Ils
se laissent vivre. Ils sont trop
confortablement installés dans
leurs habitudes. Les gens installés
ne tapent sur le système.

« La différence avec mon
neveu, c'est qu'il ne connaît aucun
des clichés des années 40 et 50.
Ça m'a pris deux ans, parfois,
pour obtenir d'un batteur ce que
je voulais qu'il fasse. Jack DeJohn-
nette, par exemple, je lui donnais
des disques de Buddy Miles, le
batteur de Jimi Hendrix. Je lui
disais de tenir ce rythme, simple-
ment et de le placer de temps en
temps. Buddy peut jouer
n'importe quel morceau, il fait la
même chose, mais chaque fois

qu'il joue un air, c'est comme s'il
venait de l'entendre. Art Blakey,
c'est pareil. Il peut jouer exacte-
ment les mêmes choses que dans
les années 40, mais il les joue
comme si quelqu'un venait de les
lui montrer et que ça lui avait plu.
Comme si Jésus était venu le voir
et lui avait dit : « Allez, j'ai ça
pour toi, joue-le. » Un batteur
change le son d'un orchestre. Mon
neveu, je lui dis des petites trucs :
je ne peux pas lui dire tout d'un
coup. Des trucs comme : « ne
commence pas fort, va doucement,
puis monte, joue plus fort, et ne
laisse pas tomber le tempo,
soutiens le même rythme ».

« La plupart des batteurs pen-
sent que, en tapant fort, ils font
quelque chose, ils pensent qu'ils
jouent. Mais quand un batteur
joue fort, les mains sont inégales :
il ferme l'autre main, comme les
boxeurs, et c'est toujours le même
vieux rythme : il n'a plus de
garde, plus de réserve.

« Quand je joue très haut, je
ne fais pas ça. On peut jouer une
note très haute. Les batteurs ont
du mal à suivre sans forcer. J'ai
deux hernies. L'une ici, l'autre là.
Vous savez d'où elles viennent ?
Des batteurs. Vous voyez la diffé-
rence ? Depuis trente ans, je porte
une ceinture. Hernie à l'aîne droite,
là : Philly Joe Jones. L'autre, de
l'autre côté : Jimmy Cobb. Hier soir,
en Grèce, j'ai oublié ma ceinture et je l'ai
ressenti.

« No sex. L'amour, mais pas
de sexe. Je ne peux pas m'envoyer
en l'air et jouer de la trompette.
C'est comme ça. A la première
mesure, je suis capable de dire ce
qu'a fait mon batteur la nuit pré-
cédente. S'il n'a pas dormi, il ne
lui reste rien. L'entraîneur de Joe

Louis disait à sa femme que s'il la
voyait traîner près de la salle, il la
tuait... Un boxeur peut s'entraî-
ner comme un fou pendant six
mois et batifoler la dernière nuit,
il est fêlé. Les filles sont toujours
là pour piquer la force des musi-
ciens. Elles sont menaçantes. Et
d'un autre côté, ce sont elles qui
ont vraiment le feeling pour la
musique. Plus que quiconque. Elles
nous font écrire les chansons
d'amour. Toutes ces chansons
d'amour, toutes sont différentes,
ce sont elles...

« Mon neveu est un sacré musi-
cien. Vince Wilburn, vous verrez.
Pour ses sept ans, ma sœur ne
savait que lui acheter. Je lui ai
dit : « Achète-lui une batterie. »
Elle achète n'importe quoi. Bien.
Noël suivant, elle me demande à
nouveau. Je lui dis : « Achète-lui
donc une batterie. » Même scéna-
rio. Noël suivant... Finalement, je
lui en ai acheté une... Il joue bien,
mais il deviendra un grand bat-
teur.

« Ce thème, Jean-Pierre,
qui est devenu un de vos succès
de scène, depuis 1981, vous le
glissez déjà dans un chorus
sur Walkin, en 1960, dans un
concert en Suède avec Col-
trane.

« J'ai toujours Jean-Pierre
dans la tête. C'est une berceuse
française. « Tu te rappelles quand
tu as écrit ça ? » m'a dit un jour
Gil Evans. On a travaillé autour.
C'est une berceuse que je jouais à
l'époque pour endormir Jean-
Pierre, le fils de ma femme. Je
repréente ce thème constamment.
Le public réagit bien.

« Vous venez de quitter
Columbia, CBS ?

« J'ai quitté Columbia parce
qu'ils n'ont pas sorti Time after

Time, la composition de Cindy
Lauper, l'an dernier. Je l'ai jouée
partout, je l'ai enregistrée, le
public en redemandait, et j'ai pré-
venu le producteur de CBS. Ça
tombe juste après le vidéo-clip
de Cindy Lauper, et pour moi
c'était important : je pouvais faire
de l'argent. Mais à cette époque,
les producteurs étaient trop
occupés avec Wynton Marsalis.
Plus tard, l'un d'entre eux,
George Butler a rappelé après
mon concert de Montreux :
« Cette ballade, Time after Time,
il faut l'enregistrer, sortir le dis-
que... » On était en juillet 1984.
Pour l'enregistrement, c'était fait.
Le disque vient de sortir, il y a
seulement deux mois.

« Les producteurs construisent
des images. C'est tout ce que les
Blancs savent faire : construire
des images et poser des éti-
quettes : ça, c'est du jazz, ça ne se
vend pas ; ça, c'est du rock, etc.
Wynton Marsalis, on lui fait enro-

gistrer du classique. A moi, il peut
me dire : « J'en ai marre. » Fais
donc ce que tu as envie de faire.
Si tu ne veux pas jouer de musi-
que classique, laisse tomber.
Quand tu joues cette musique de
Blancs, elle sonne bien. » Par-
fois, répond-il, j'ai l'impression
d'être moi-même un interprète
blanc. Ça me trouble. Pour moi,
ma musique ne ressemblera
jamais à une musique de Blancs.

« Quand j'annonçais à mes pro-
ducteurs que j'allais jouer des bal-
lades, ils s'imaginaient je ne sais
quoi, que j'allais jouer Stardust
ou des vieux machins. Ce qui m'in-
térêtait, c'est ce que j'entends
aujourd'hui, ce que j'aime
aujourd'hui. Time after time...
les chansons des Beatles, les stan-
dards d'aujourd'hui...

« Après, ils m'ont cherché,
prêts à me donner ce que je dési-
rais. Je n'irai plus avec eux.
Même s'ils me donnent n'importe

quoi. Même s'ils me changent en
Blancs...

« Vous arrive-t-il d'être
plus ou moins satisfait après
un concert ? Qu'est-ce qui
varie ?

« L'espace. Le lieu. Quelque
chose que j'ai fait. Quelque chose
qu'ils n'ont pas fait. Mais j'ai
répété avec mon groupe au point
qu'il doit tourner à 80 % de ses
possibilités. Alors, même si ça ne
me plaît pas, ça reste bien quand
même. La musique va dans des
directions différentes chaque
soir. »

Propos recueillis par
FRANCIS MARMANDE

★ Le 22 juillet à 22 heures au
parc de La Villette. Auparavant,
Miles Davis est encore au Festival
de Nice, le 17 juillet, puis à Nîmes
le 19.

(1) Le Monde du 25 juillet 1984.

Planète Tanner

LE CINÉASTE DE L'UTOPIE

LES études se
multiplient,
en français,
en anglais, et les
hommes consacrés au cinéaste
suisse Alain Tanner. Nous n'avons
pas oublié le dossier très personnel
qu'avait rassemblé en 1974, sous
le titre le Milleu du monde où le
cinéma se joue, Tanner (éditions
L'Age d'homme, Lausanne), Michel
Bouvier. Un livre tout récent, Tan-
ner, dû à son compatriote Christian
Dimiteriu (éditions Henri Veyrier),
complète intelligemment notre
vision d'un artiste peu réductible
aux catégories établies. L'auteur a
le mérite d'abord son sujet pres-
que sur le ton de la confidence,
pour mieux nous rapprocher d'une
œuvre insolite, indéfectiblement
hébraïque, située à un moment et
en un lieu précis, en même temps
ouverte à tous les vents du large.

Christian Dimiteriu parle un peu
comme un camarade, peut-être
disciple par certains côtés comme
Mick dans Les Années-lumière,
nourri du même esprit de recherche
et de contestation permanente, à
un autre camarade. En même
temps qu'il assure les aspects les
plus subjectifs du travail d'Alain
Tanner, il n'oublie pas, selon une
exigence qui s'enrichit aujourd'hui,
un peu toute la recherche histori-
que en matière de cinéma, de
débusquer la théorie derrière la
pratique, la méthode à travers les
méandres du moi. Il réussit son
portrait parce que, pour le
cinéaste, pour l'homme à la
caméra, dès les premiers pas, dès
les premiers tours de manivelle,

soi-même, il suffit de remonter aux
sources.

Alain Tanner naît à Genève. Il y
a un peu plus de cinquante-cin-
quante ans, d'une mère actrice et d'un
père artiste peintre. Ascendance
cosmopolite, hongroise, française,
autrichienne, comme il va de soi
pour ce citoyen type de la Confé-
dération helvétique. Un semblant
d'études universitaires, section
économie, puis l'affrontement avec
la réalité : réalité rêvée, pas tout à
fait respectable, déjà marginale.
Deux directions, brièvement la
marine au long cours, bouillonnant
sur les côtes de l'Afrique occiden-
tale, puis le cinéma, pour la vie.

Une première virée à Londres,
quand l'Angleterre se réveille, mal,
de son rêve impérial, et qu'une
nouvelle génération va à l'assaut
des vieilles forteresses, au théâtre,
autour du Royal Court Theatre de
George Devine et du Workshop
Theatre de Joan Littlewood, et en
finistère. Alain Tanner rejoint la
capitale britannique, et les jeunes
Turcs, Lindsay Anderson, Karel
Reisz, Tony Richardson, venus,
pour les deux premiers, de la revue
Sequence, qui s'approprient à lancer
le mouvement du Free Cinema. Il
habite chez Lindsay Anderson,
pendant la journée il travaille au
British Film Institute, le soir il
découvre, bien avant la France,
vingt ans plus tôt, Ozu et Satyajit
Ray. Dès qu'il peut, il travaille au
montage artisanal de Nice Time, un

moyen métrage réalisé avec Claude
Goretta, son copain du ciné-club
universitaire de Genève, lui aussi
établi sur les rives de la Tamise.

Nice Time, tourné vers 1955-
1956 aux alentours de Piccadilly,
garde encore aujourd'hui sa fraî-
cheur, reflète une époque, un mou-
vement social, révèle une attitude
face au réel et aux individus qu'on
retrouvera plus tard dans toute la
production d'Alain Tanner : malgré
une inclination naturelle vers le
théâtre, la réflexion théorique, l'idéologie, le réalisateur de Charles
muet ou vit n'a jamais jusqu'à
sacrifier ses histoires ou ses per-
sonnages sur l'altel de la doctrine
dogmatique politique. Gauchiste
dans l'âme bien avant 1968, sans
le moindre tentation droitiste, il
restera, sinon gauchiste, en tout
cas homme de gauche irréductible-
ment, soupçonné de toujours analy-
ser, expliquer, d'être à l'écoute
attentive du monde mal embouché
où nous vivons.

Regarder, écouter, témoigner,
cela signifie inévitablement partir
de quelque façon du documentaire.
Il est vite fasciné par les Maîtres
fous de Jean Rouch, auquel il
consacre une longue étude dans
Sight and Sound, en 1958. Mais le
documentaire qu'il admire alors,
aussi bien chez Rouch que chez ses
amis anglais du Free Cinema, n'a
rien à voir avec une tradition scé-
narosée, rigidifiée, encore à la mode
des deux côtés de la Manche.
C'est tout naturellement que, à tra-
vers les exemples d'Ozu et de
Satyajit Ray, l'approche documen-
taire de base aboutit à une exalta-
tion de la fiction, à une dilatation

du temps qui remet en cause toute
acceptation bête du monde et de
la société tels qu'ils fonctionnent.
Voyage à Tokyo et Pather Panchali
sont les dates pour toute l'équipe
du Free Cinema.

En 1959, quand Alain Tanner
quittait l'Angleterre pour la France,
le Free Cinema est déjà du passé.
Pour Lindsay Anderson et Karel
Reisz, la documentaire, même
exaltée, sublimée, n'est qu'une étape
pour tenter d'entrer dans l'indus-
trie. Le corollaire de Nice Time
s'arrête dans notre capitale à la
grande époque des Cahiers du
cinéma, juste avant l'explosion de
la Nouvelle Vague. Il regagne sa
patrie en 1960, invité par Franck
Jottrand, responsable du supplé-
ment littéraire de la Gazette de
Lausanne. De leur collaboration
résulta en 1961 Ramuz, passage
d'un poète. En 1964, Tanner réa-
lisa son premier long métrage,
dans la droite ligne du Free
Cinema, et d'abord de We are the
Lambeth Boys : les Apprentis. Une
ville à Chandigarh (1966), sur le
travail de Le Corbusier en Inde,
marque le début de sa collabora-
tion avec le critique et écrivain
anglais John Berger, bien connu à
Londres dans les années 50, et qui
sera son complice dans trois longs
métrages de fiction, la Salamandre
(1971), le Milleu du monde (1974)
et Jones qui aura vingt-cinq ans en
l'an 2000 (1979).

Charles murt ou vit, second film
de long métrage de Tanner, mais
sa première œuvre de fiction, nourri
de notre mai 1968, éclate à
Cannes, à la Semaine de la critique

en mai 1969, comme une petite
bombe. Un merveilleux comédien,
le fils de Michel Simon, François,
nous fait presque croire que la
révolution est au coin de la rue, et
que les capitalistes, du moins sur
les rives du Léman, sont tout prêts
à faire amende honorable. Nous
découvrons l'accent suisse,
l'humour suisse, la nonchalance
hébraïque. Deux ans plus tard,
nous serons transportés par ces
mêmes qu'ilhies dans la Salaman-
dre, où, autour de Bulla Ogier, ven-
deuse de magasin, s'agitent deux
étranges hurluberlus incarnés par
Jacques Denis et Jean-Luc Bideau.
De 1973 à 1978, le Retour d'Afri-
que à Messidor, en passant par le
Milleu du monde et Jones qui aura
vingt-cinq ans en l'an 2000, Alain
Tanner chante l'utopie, puis
l'échec de l'utopie. Il se veut un
peu la tête charcheuse, le baromètre
d'une société confite dans la
succès matériel, les valeurs bour-
geoises, incapable de libérer vrai-
ment l'individu.

Il rompt brusquement avec son
pays, ses montagnes étouffantes,
son cocon protecteur, dans deux
ouvrages charnières, appelés à
d'autres voyages, à d'autres
découvertes : les Années-lumière
(1981), tourné en Irlande et en
anglais, langue qu'il maîtrise par-
faitement, et Dans la ville blanche
(1983), multilingue, mais centré
autour de Lisbonne, d'un Portugal
mythique, de sa capitale perdue
dans le passé mais ouvrant vers
l'avenir. Ces années de maturité, de
mise au point, sont en même
temps un retour à la case de
départ, aux sources : la vraie vie

Un livre et une rétrospective
pour Alain Tanner,
avant que l'on découvre
son nouveau film,
No man's land,
à la Mostra de Venise.

est ailleurs, non seulement sur les
rives illimitées de l'imaginaire, mais
au contact des vécus inconnus, de
paysages autres.

No man's land, son tout dernier
film, ouvre peut-être un troisième
chapitre : il a pour cadre cet
espace incertain entre deux
mondes, deux cultures, la frontière
entre la France et la Suisse y
acquiert une valeur plus large,
devient symbole. Tout le chemine-
ment d'Alain Tanner, c'est d'abord
un voyage à l'intérieur du moi,
témoignage de son effort inlassa-
ble pour comprendre un mal qui
n'est plus seulement celui de la
jeunesse, mais embrasse l'époque.
C'est le qu'ilhies sansuelle d'images
de plus en plus belles, le refus de
jouer au petit soldat, mais derrière
soi l'écou d'une œuvre qui nous a
posé tant de questions brûlantes à
nous Occidentaux. A nous pas seu-
lement Suisses, mais aussi Fran-
çais, Anglais, Américains. Tout
nous invite, et d'abord les plus
jeunes, à voir et à savoir des films
qui sont autant de « romans de for-
mation », comme on dit en alle-
mand, de bouteilles jetées à la mer
pour crier qu'on peut encore, mal-
gré les prophètes de malheur,
croire à la vie, à l'amour, à l'aven-
ture.

LOUIS MARCORELLES.

★ Tanner, par Christian Dimi-
teriu. Editions Henri Veyrier,
135 F, 134 pages.

★ Rétrospective des films à
partir de ce mercredi 17 juillet au
14-Juillet Parnasse.

Au Théâtre municipal d'Avignon, il a joué « l'île des morts » de Strindberg, mis en scène par Hans-Peter Litscher. Alain Cuny, un grand acteur métaphysique.

Cuny, acteur étoile d'Avignon

STRINDBERG RACONTE LA MORT JOYEUSE

UN homme mort revenu à la vie prend une plume et écrit ce qui lui est arrivé lorsqu'il est passé de la vie à la mort. Il raconte aussi des choses dont il se souvient de l'autre côté du passage — il est resté de cet autre côté quelques heures ou un peu plus.

Telle est l'expérience d'August Strindberg que Hans-Peter Litscher présente au Théâtre municipal d'Avignon. Le texte de Strindberg, appelé *l'île des morts*, traduit par Carl-Gustaf Bjurström et André Mathieu, se réfère lui-même à certaines pages de Platon, Plutarque, Goethe et du théosophe Swedenborg.

Avant d'en venir au récit très discret d'un suicide (il ne prononcera pas ce mot), Strindberg commence par « décamarrer » la vie elle-même, en nous expliquant que, d'après un certain nombre d'épreuves qu'il a connues, il est convaincu que les actes accomplis par les vivants pendant leur sommeil, dans leurs rêves, ne sont pas seulement de l'imagination pure mais qu'il existe, quelque part, une réalité de ces actes.

Réalité ressentie en fait par chaque personne, au point que les actes commis la nuit nous poursuivent quand le jour est revenu. Strindberg ajoute que seule cette réalité des actes nocturnes explique des satisfactions, des allants éprouvés le matin et, au contraire, des inquiétudes, des remords. En particulier, la manie de la persécution est déterminée, selon lui, par des répétitions d'échecs subis dans le sommeil.

Après cette préface nocturne, Strindberg fait appel à Swedenborg qui, lui, rend compte d'expé-

riences qu'il a traversées le jour quand il était bien éveillé. Expériences au cours desquelles il était même, dit-il, plus réveillé que de coutume. Swedenborg a connu des espaces de temps pendant lesquels il éprouvait que son âme était détachée de son corps. Alors, encore une fois tout à fait réveillé et calme et maître de ses réflexes,



il a vu des « esprits », il les a touchés, il a parlé avec eux. Par « esprits », Swedenborg entend des femmes ou des hommes déjà libérés de la « prison » du corps et qui ont ainsi récupéré l'ensemble des facultés de leur âme.

Tout aussi réveillé et conscient, Swedenborg raconte que, au cours de promenades à pied, il lui est arrivé de se trouver « dans un autre lieu » : il quittait tout à coup son lieu de promenade, il était ailleurs, il traversait une route, entrait dans une maison, parlait avec quelqu'un, autant de lieux ou de personnes réels et nouveaux pour lui, et, tout à coup, il

se retrouvait là où il était dix minutes plus tôt, à 100 mètres de chez lui. Ayant ainsi déstabilisé certaines frontières, Strindberg arrive au compte rendu d'une interruption volontaire de la vie qui consiste à se donner la mort au moyen d'émanations de cyanure de potassium. Strindberg note les phénomènes physiques

causés par l'acide cyanhydrique : étranglement léger de la gorge, goût particulier et désagréable dans la bouche, paralysie des biceps, douleur à l'épigastre.

Mais l'essentiel, dit-il, n'est pas là. L'essentiel est que ces douleurs ne sont rien à côté d'une sensation non pas d'extinction lente, comme lorsqu'il s'endormait, mais de dissolution. Le contraire, précise encore Strindberg, de l'approche du sommeil puisqu'en quittant la vie le mourant gagne en lucidité. Ici, brève parenthèse de Strindberg sur des cas connus de personnes mortes qui ont été ramenées à la vie lors d'accidents ou

autres. Cela, afin d'expliquer sa présence encore parmi nous. Puis, Strindberg en vient à la description de l'après-vie. Ici, il mêle de nouveaux les propos de Swedenborg aux siens propres.

Empruntant une image, Strindberg évoque une « chambre de déshabillage » où les morts, aussitôt après le décès, sont débarassés des « vêtements » qu'ils ont été contraints de porter par la société et par leur famille.

Par « vêtements », Strindberg entend évidemment « des conduites, des façons d'agir ». Et il cite Goethe, qui avoue que « tout simplement, pour pouvoir vivre, il a dû faire taire ses opinions, seindre de penser du bien de tout le monde et surtout dire du bien de tout le monde ». « Une longue vie, continue Goethe, implique que les rôles ainsi multipliés risquent de s'embrouiller ». Et Strindberg ajoute : « Malheur à celui qui s'est embrouillé à tel point qu'il ne connaît plus aucun rôle par cœur : il lui faut rester à la maison ».

Libéré par la mort de ses dégoûts mensongers, le sujet atteint l'île des morts, c'est-à-dire, selon Swedenborg et Strindberg, « la forme supérieure de l'existence ».

Béatitude entière. Le corps est formé de substances plus fines. Les aliments, tous d'origine végétale, sont si subtils qu'ils sont consumés sans le mécanisme de la digestion, finies la digestion et ses circonstances déplorables, le corps ne rejette que des vapeurs d'eau et des gaz purs. L'air est d'une autre composition, ainsi que les lois de la pesanteur : c'est par la respiration seule que le sujet se

déplace à sa volonté. Les hommes habitent des cases simples aux toits ouverts sur la marche des étoiles. Ils vivent par couples, hommes et femmes ; il n'y a pas d'enfants. Les ensembles de cases forment une station qui flotte dans l'air ou dans l'eau.

Strindberg note : « Cette station est une station transitoire, une station de repos, comme si c'était la dernière d'un voyage. La première mort et les jours y semblent brefs comme une fête ». Strindberg parle alors de « la fête de mourir ».

Comment ne pas remarquer, en passant, que Swedenborg et Strindberg anticipent sur plusieurs aspects de l'habitation de l'espace par les techniques d'aujourd'hui. D'ailleurs, plus loin, dans cette description de l'après-vie, Strindberg dit : « J'ai quitté la terre » et il évoque un « au-delà de la gravitation terrestre ». Cela, au cours d'un compte rendu très curieux des effets de l'eau sur les phénomènes de communication non corporels. Strindberg a expérimenté par lui-même que des relations télépathiques ne peuvent avoir lieu qu'au-dessus d'une surface d'eau. « Le fluide, qui se volatilise au-dessus de l'eau, dit-il, est conducteur des plus fins courants de l'âme à haute fréquence ».

Strindberg remarque que, avant l'expérience de la mort, il n'a éprouvé une béatitude du même ordre que par le moyen des bains de mer mais à la condition de courir vers l'eau et d'y plonger tout de suite la tête la première. Puis, une fois entièrement immergé, de se retourner et de faire la planche en regardant le ciel au-dessus. Strindberg flotte

alors entre l'eau et le ciel, il a « quitté la terre ». Au contraire, il explique qu'entrer lentement debout dans l'eau est une action pénible. La poitrine est oppressée, « quelque chose d'impur monte des pieds vers la poitrine et menace la tête ». C'est, pour lui, presque un cauchemar.

Strindberg associe l'acte du plongeon immédiat, suivi de la flottaison bienheureuse, à l'acte du suicide, de la mort volontaire, alors que l'entrée progressive et douloureuse debout dans la mer, accompagnée d'un sentiment de cauchemar, est pour lui la préfiguration de la mort obligée, de la mort naturelle.

Quoi qu'il en soit, la bienfaisance spirituelle de l'eau et ses pouvoirs de relation avec les êtres absents expliquent que Strindberg, revenant parmi les vivants, ait décrit les « grandes vacances » de l'au-delà comme une « fête », un séjour enchanteur qui baigne dans l'eau.

Ces pages saisissantes de Strindberg, Hans-Peter Litscher les a fait dire à Avignon par l'un des plus grands acteurs français, l'un des plus purs et des plus spirituellement habiles : Alain Cuny.

Alain Cuny est resté presque immobile dans une pénombre, cependant que, dans le lointain du théâtre, des formes indistinctes, à travers un écran de voile, paraissent accomplir ce qui ne serait que la tâche, très définie. Et l'on songeait à une remarque de Swedenborg à propos des morts qui sortent de la « chambre de déshabillage » : « Les anges savent alors à qui ils ont affaire, ce qu'ils ont à faire ».

MICHEL COURNOT.

MAIRIE DE PARIS
THEATRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE
Arènes de Lutèce, 48, rue Minge (5^e) - Métro : Monge
du 16 au 21 JUILLET 1985
Soirées à 20 h 15 - Matinées les 20 et 21 à 15 h
TOURNOI DE CHEVALERIE
(version nouvelle)
Jackie VENON et les Cascadeurs Associés
Prix des places : 35 F - Tarifs réduits : 25 F
Renseignements : 277.19.90

STAGES 85/86
Production culturelle et artistique
• Explorer les courants de la création contemporaine
• Concevoir, élaborer, mettre en œuvre
• Saisir les conditions de la vie artistique
CONTACT : Festival d'Avignon - Maison du Théâtre
PROGRAMMES SUR DEMANDE :
Association Technique pour l'Action Culturelle
19, rue du Renard, 75004 Paris - Tél. (1) 277.33.22

XXIV^e FESTIVAL INTERNATIONAL
J.-S. BACH
DROME SAINT-DONAT FRANCE
23 JUILLET - 11 AOUT 1985
Marie-Claire ALAIN, orgue
I Solisti Veneti - Dir. : Claudio SCIMONE
Gustav LEONHARDT et les KUIJEN
Daniel ROTH, Christophe MANTOUX, Michel CORBOZ
WIENER BLOCKFLOTTENENSEMBLE
The Northern Synfonia of England
Vladimir SPIVAKOV
AACHENER BACHVEREIN
Rue Pasteur, 26260 Saint-Donat - Tél. : (75) 45-10-29



IMAGES accrochées, images projetées, images manipulées, images à vendre ou à échanger, images commentées, louées ou décriées, images rêvées, images méprisées, images invisibles, images éblouissantes ou pétards mouillés. Pendant une semaine, à Arles, pour ces seizièmes Rencontres internationales de la photographie, l'image a fait flot, et parfois flop. Tellement incommensurable, démultipliée et ressassée qu'elle devient un peu comme un mot dont on se remplit la bouche pour le rechercher, une fois qu'on l'a vidé de son sens, penaud et absurde, ou au contraire glorieusement énigmatique de non-venant, à force de l'avoir répété à toute allure. Comme on ne sait plus si l'image prend deux « m », si elle est nuage qui nage ou mage qui met les points sur les « i », on ne sait plus si on doit la regarder à l'envers, l'enrober de silence et de mystère, de bimbeloterie de fête foraine, de musique d'église, de texte sacré ou trivial, si on doit la présenter toute nue et pauvre, humblement ou avec arrogance. Si elle a mérité ces sifflets, si ces gloses ne l'ont pas trahie.

On est tout tourné par l'assaut et la demande des images, par leur bataille rangée ou anarchique. Que quelqu'un coupe le régime, débranche la prise d'alimentation (c'est Denis Roche cette année qui nous a fait la farce), c'est la panique. On souffre au on est ébloui de la surabondance des images mais, tout à coup, un liséré blanc autour d'un

cadre noir sur un écran blanc-noir dans la nuit, et une voix qui raconte ce vacillement bizarre de la recherche d'une image qu'on a pressentie mais à laquelle peut-être on ne voudra pas donner le jour, ça devient la mort, un crime de lèse-corporation, une fureur. La fourmière parcourue par sa rumeur cherche un traître à démasquer. Vous comprenez, les images sont si bonnes, si faciles à vivre, elles se laissent si gentiment ou méchamment prendre, quelle injustice ce serait de leur interdire un procès de mots, de les dénuier de leur belle évidence et de leur aptitude au rendement — capital et réel.

Chaque année, ces Rencontres de la photographie jouent le rôle du symptôme à tête de Turc. Voilà pourquoi on leur tape dessus, voilà pourquoi on leur est fidèle. On crie à l'inflation des images, mais leur suspension ou leur mise en doute devient épidémiquement offensante. Trop tard pour faire marche arrière. L'aboyeuse image est reine, elle claque si bien aux yeux, elle s'imprime avec tant d'efficacité sur les rétines et sur les consciences que c'est avec condescendance qu'elle va chercher ses parents appauvris, la vieille littérature désuète, la présomptueuse peinture, la pétaradante musique, elle, la cousine enrichie, pour se redonner un brin de lustre, pour gagner des opposants, des adorateurs floués, des exégètes accablés. Cette année, par exemple, à Arles, la photographie a feint un recul, une défaite passagère, elle a bien voulu faire croire qu'elle perdait du terrain, qu'elle devait lâcher son lest, son historicité et sa spécificité, pour reprendre un essor. Les films ont empiété sur les traditionnels montages audiovisuels. Sur sept des soirées de

cette « fête de l'image », qui s'est déroulée pendant une semaine au théâtre antique, cinq films ont été projetés : l'inspection du Sud-ouest Lennart Nilsson dans les mécanismes de la procréation, un long métrage de Mary Ellen Mark sur la prostitution enfantine, une séquence hallucinante de David Hockney, qui a bricolé un objectif pour que l'image soit directement morcelée à la prise de vues, un curieux document de Christine Lombard sur un photographe chinois narcissiquement cinglé, une rétrospective au bannière produite par le Centre de la photographie du photographe social américain Lewis Hine.



Ultra-symptomatique aussi que la meilleure des vingt-deux expositions proposées, pendant tout l'été aux visiteurs de passage à Arles soit celle d'un peintre, David Hockney. Utilisant la photographie de façon primitive, presque amateuriste (Polaroid de sujets familiers, Ektachrome de vacances), David Hockney se permet de surcroît de reprendre les grands thèmes de la photographie américaine — le canyon, la voiture du reporter et son dépaysement — pour les morceler par un traitement théorique sur la perspective et les fonctionnements du regard. Puis, poliment, l'air de rien, sur un tempo magistral de conférence universitaire, il nous assène une déflagration du cadre et de l'objet

Ville de la photographie, foire aux images. Seizièmes rencontres internationales d'Arles, une semaine de fête et tout l'été pour les vingt-deux expositions. La meilleure : celle d'un peintre, David Hockney.

photographiques. Ultra-symptomatique enfin qu'une autre des expositions, comme un gag un peu louche, nous ait présentés des pastiches des chefs-d'œuvre de la photographie. Comme si elle était parvenue à un summum de non-retour dans son histoire et dans l'avènement de sa production, qui lui ordonnerait de faire marche arrière, ou de s'interrompre.

Mais la photo continue. Elle a ses arrièrès, ses juges, ses commentateurs ; et Arles, pendant cette semaine intruse, fonctionne bien comme une ville de la photographie, à ses mesures et à ses obsessions, avec son théâtre, son tribunal, son commissariat, ses alcôves et ses oubliettes. Pas de manifestation de cette sorte sans une découverte. Pour nous, ce fut celle de Christine Spengler, reporter à l'agence-Sygma, qui a eu le courage d'avouer, dans un montage intitulé *Le Deuil d'Eric*, son goût, son amour de la mort. Les reporters, d'habitude, nous disent : c'est affreux mais ce serait encore plus criminel de fermer les yeux. Christine Spengler nous a dit : moi, je les ouvre de toute façon parce que c'est cela que j'aime, voir, avec horreur autant qu'avec bonheur ; d'ailleurs regardez comme les photos intimes que je peux prendre en appartenant entre deux points chauds correspondant à celles du monde entier.

HERVE GUBERT.

Braque



Arles

هكذا من الأصل

ignon

Nuit

« MAHABHARATA », MODE D'EMPLOI

Les trois pièces qui composent
« le Mahabharata »
font les beaux soirs du Festival
d'Avignon, à la carrière Callet.
Mais chaque fin de semaine,
c'est la nuit entière qui abrite
le plus grand livre du monde.
Comment vit-on une telle expérience ?

L'après-midi — les Indiens le pensent — que les dieux aiment les premières fois, préfèrent ce moment où les choses, les plantes, les êtres, les aventures en sortent « au commencement ». Le commencement, c'est un joli mot. Au commencement, dit-on, était le Verbe.

De fait — sans doute aucun — les dieux, les esprits, et quantité de djins bienveillants s'étaient donné rendez-vous, pour le premier des trois cycles, dans la carrière, cette nuit numéro un initiale, initiale du Mahabharata (1) tel qu'il s'est déroulé du samedi 13 juillet à 19 h 45 précises au dimanche 14 à 6 heures du matin. Les deux autres nuits prévues (2) sauront-elles être aussi belles ? Il est probable que la dernière, le 31 juillet, sera diaboliquement nostalgique dans le registre « plus jamais ». Car enfin certains miracles peuvent être reproduits à l'envi : tant qu'il y a du monde pour y croire. Bien des gens sont tout désolés de n'avoir trouvé de place pour aucun des « rings » de Boulbon. Complet. Plus une seule marche de libre. Impossible. Sans compter qu'il y a resquille : le lieu est si ouvert que certains se faufilent sans ticket.

Le spectacle Brook-Carnegie a un seul problème : un succès monstrueux. C'est-à-dire qu'il ne doit pas faire oublier tout à fait Paris, où, face à des propositions de musées plutôt en dessous de ce qu'elles pourraient être, des galeries finissent, plus tard qu'il n'y a pas mille deux cent places ?

N'extrapolons rien ni na gageons à l'avance, par exemple, que, pris séparément, les épisodes numéro un et numéro deux risquent de se vendre mieux que le numéro trois, intitulé la Guerre. Car la guerre, c'est la guerre. Les

héros, lorsqu'ils se font combattants, ont moins la liberté, moins le temps tout bêtement de raconter des histoires...

Mais, après tout, la conflit entre les Pandaves et les Kauraves, avec ses millions de morts, ne dure-t-il pas dix-huit années ? Logique, dès lors, que sa représentation semble se prolonger un

La guerre, dans la durée de la nuit du Mahabharata, tombe à pic, entraînant les comédiens, les musiciens, dans des paroxysmes physiques où leur énergie se ravivore, se trempe et redouble avant la dernière ligne droite. Les spectateurs sont laissés dans une sorte de vide mental, où il leur suffit de maintenir les yeux



peu — peut-être vingt minutes de trop aux yeux de certains spectateurs. La guerre, c'est la guerre, on se demande toujours si ça va finir.

Nous, ça ne nous a pas gênés, pas du tout, ce laps de nuit où il a fallu attendre un peu patience. D'autant moins qu'il s'est éteint aux alentours de 4 heures, cette période précise où il est à la fois si tard que l'on oublie la veille, l'état de veille, et si tôt que le matin reste encore inimaginable ; 4 heures : ceux qui naviguent connaissent ce point creux, cette région de la nuit où parfois la tourmente effleure.

ouverts, sans besoin de réfléchir à l'écho en eux des mots, aux chemins des paroles échangées... puisque les personnages n'échangent plus que des conversations raréfiées, faites de réparties catastrophes, de points de vue stratégiques, de regrets sur les pertes en hommes. C'est comme ça, les guerres, chacun se répète secrètement, « c'est dommage » et personne n'est capable de penser à autre chose.

4 heures du matin, frontière où les forces nocturnes luttent contre l'aurore à naître : point de résistance, plexus de la nuit.

4 heures, l'heure du froid accordée à l'effroyable.

Mais vers 4 h 30, ici, entre samedi et dimanche derniers, il faisait encore tiède, une de ces fraîcheurs sereines des plus beaux étés — à peine besoin d'une petite laine. Alors, il n'y a eu que quelques personnes seulement pour abandonner en route l'épopée. Il fallait être vraiment épuisé d'avance ou bien carrément insensible pour quitter ce théâtre-là. Dernier sandwich rapide à la buvette où, à 2 heures du matin on avait été gratifié d'une



PHOTO BRUNETTE ENGLISHMAN

après la flûte de Kudsi Erguner. Insistant, prémonitoire à cette césure précise où la page sanglante tournée, la poésie remonte par vagues. Un ravissement. Les éclairages de Jean Kalman, de sublimes qu'ils étaient, sont devenus magiques, jouant avec le jour. On boudait la boucle avec le premier acte, durant la crépuscule où la lumière du soleil disparue n'était pas encore éteinte. Les grillons avaient alors succédé aux cigales puis, une chouette au loin, bien plus tard, avait dû se demander pourquoi les parois rocheuses, les pierres aux stries abruptes, restaient ocre ou blanches comme en plein midi, ou bien semblaient par instants agitées de frissons de clarté, et quels étaient ces chiens et loups artificiels. Les prodiges de Kalman allaient jusqu'à donner la vertige aux dames blanches, aux effraies, aux hulottes.

Nous n'avons pas bâillé une seule fois, pas une seule au long de ce marathon, pas même réprimé le moindre clignement d'yeux. Une nuit de présence absolue, intense et importante, où il n'était plus question de réalité.

A 5 h 45, le dernier lampion mouché, toute l'assistance s'est levée comme se serait mis debout un seul homme respectueux du mystère, amoureux de la beauté. Ce furent dix minutes d'ovations. Nul ne songeait à se dire : « Je sors vite, pour éviter les encombrements. » Après avoir été merveilleux neuf heures de rang, le public restait là abasourdi.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Lire l'article de Michel Cournot dans Le Monde du 11 juillet.
(2) Les 22 et 31 juillet.

Braque, Laurens, Brancusi

ET UN PETIT COUSSIN DE TISSU JAUNE

La sculpture de Braque se prend dans la main.
Celle de Laurens se caresse avec la paume.
Celle de Brancusi s'effleure du bout des doigts lorsqu'elle est en pierre, ou bien on n'y touche pas.

Le marathon des vernissages de l'été, plutôt épuisant pour la santé de regard, ne doit pas faire oublier tout à fait Paris, où, face à des propositions de musées plutôt en dessous de ce qu'elles pourraient être, des galeries finissent, plus tard qu'il n'y a pas mille deux cent places ?

N'extrapolons rien ni na gageons à l'avance, par exemple, que, pris séparément, les épisodes numéro un et numéro deux risquent de se vendre mieux que le numéro trois, intitulé la Guerre. Car la guerre, c'est la guerre. Les

La sculpture de Braque, c'est une sculpture de peinture qu'il faut prendre pour ce qu'elle est, un dérivatif, une chose sans prétention véritable, faite pour soi, sur le geste de l'artisan. D'abord par la force des choses : le manège de toiles et de couleurs pendant la dernière guerre. Braque, alors à Varengeville, ramène de la plage des débris, récupère de la craie broyée et taille Hymen, deux figures face à face, rattachées par le cou et par une sorte de beret plat. Il sculpte des stamèdes en plâtre, puis la grande Tête de cheval crénellée (1943), des petits chevaux, des chariots qui seront plus tard coulés en bronze. Puis



Braque : « Contre » (1945). Cr.-dessins « Hesperis ».

viendront les oiseaux, les poissons, des pots à figure animale, des plats grossièrement modelés au doigt. Rien on presque que des objets domestiques, fausement utilitaires, qui tiennent dans la main, à serrer entre le mur et les dessins incisés dans le plâtre noir (qui rappellent la technique des vases antiques à fond sombre) et la numismatique, entre gravure et sculpture, où s'exprime la fascination que le monde hellénique exerce sur Braque, mais, là, dans sa forme populaire et archaïque.

A propos d'Henri Laurens, Michel Leiris parle : « d'évidence irrésistible, de quelque chose de pur en dehors du rigorisme, de naturel en dehors de tout naturalisme, de gracieux sans affectation, de dense sans lourdeur, de grand sans emphase... » C'était en 1945 (1) ; le cubisme des peintres, de son ami Braque, rencontré en 1911, de Picasso, de Gris, qui a servi de point de départ au sculpteur, est déjà consommé depuis longtemps. Et Laurens, qui a glissé sans crise et sans à-coups, presque naturellement, comme de l'intérieur, vers une sculpture plus classique, s'est rapproché de Matisse plus que de Maillol, pour cette prise de chair, cette recherche de la plénitude des formes et des rondeurs néanmoins fantaisistes. Cela autour d'un unique sujet : le nu féminin, debout, allongé ou accroupi, pensé tour à tour comme déesse, femme-femme, frivole, mère, fille, ter-

rienne, aquatique, aérienne, tourné avec un sens de la retenue, de la concision et de la clarté. Mais en souplesse. Avec sérieux et humour à la fois.

Bien sûr, on peut préférer les collages de la fin des années 10, qui sont de petites merveilles de finesse et d'équilibre ; ou les constructions polyédriques en bois, carton et toile, qui co sont le développement dans l'espace, avant le passage à la ronde-bosse. Il y en a trois dans l'exposition : un Compotier qui ressemble à une tête, une Boutelle qui fait penser à un personnage moustachu attablé à une terrasse de bistrot et qui préfère regarder les passants plutôt que de lire son journal roulé dans sa poche, et une Femme qui serait difficilement identifiable, s'il n'y avait ce petit cône en bouton de sonnette ou guise d'attribut. Chez Laurens, il y a de la gentillesse, de la tendresse, un léger ton moqueur, de l'intelligence et de la sensibilité. Son œuvre force le respect, même si parfois les gros mollets et les seins pointus divergeants agacent un peu.

Et Brancusi à la galerie de France... On ne l'attendait pas ainsi, si peu conforme à l'image habituelle du sculpteur, monumental, abstrait, impersonnel, de

la Colonne sans fin, qu'il faut aller revoir, après, à deux pas de là, sur la piazza du Centre Georges-Pompidou, où l'atelier de l'impasse Ronsin, tel que l'artiste a voulu le préserver, a été reconstruit (2).

L'exposition de la rue de la Verrerie, première, seule et unique exposition Brancusi jamais organisée en France (c'est plutôt navrant de devoir le constater) ne fait pas double emploi. Elle montre un Brancusi arrivé de Bucarest depuis peu avec un diplôme des Beaux-Arts en poche, subissant l'influence de Rodin, avec qui il a même travaillé à l'atelier de Meudon, et cherchant à s'en défaire. Un Brancusi qui, du bout des doigts, modèle tendrement un visage d'enfant blessé, omelette sans doute. C'est encore le Brancusi d'un trait fin de crayon auréolé un visage de femme aimée. Celui aussi des autportraits photographiques dans l'atelier, qui cherche, ou ne cherche pas, à camoufler le fil du déclenchement, ultime cordon qui relie l'homme à l'image de l'œuvre et de l'artiste qu'il voulait donner.

C'est l'enfance du sculpteur, le Brancusi d'un monde qui n'est pas encore tout à fait clos, mais qui est ce trait de se fermer sur lui-même, de se dégarer des modèles, un Brancusi en quête des origines, pris dans ses premiers, et non ses derniers, retranchements. Qui cherche à recueillir la vie dans la forme, à la protéger de l'accidentel. Qui glisse sous la joue de l'enfant (mort ?) un petit coussin de tissu jaune, pour adoucir le contact entre la tête bosselée, griffée, et le socle.

« Délicatesse de Brancusi... » C'est le titre de l'exposition qui apporte de précieux documents susceptibles de contribuer à une vision sensible et informée de l'œuvre, susceptibles aussi de l'en rapprocher. En mettant le doigt sur ce qui peut faire sens et restituer ce que des années de lecture perturbées par le minimalisme à

l'américaine ont évacué : les caux dormantes sous le radicalisme formel.

Délicatesse de Brancusi... six petites sculptures : trois versions de la Tête d'enfant — deux en plâtre et une en bronze, — un Buste d'enfant, de la même année 1906, un Torse qui est, en fait, une hanche (1909) et dans lequel Sidney Geist (3) voit un secret hommage à Cézanne et une version en plâtre du Baiser aux deux figures soudées, œil contre œil, bouche à bouche, ceinturées par

gloire l'ovale parfait d'un visage byzantin. Ces dessins, proches de Modigliani et pas toujours très loin de ceux de Rodin, sont comme une caresse du revers de la main. Tact (et non tactile) de Brancusi, l'homme des photographies, photographe digne de ses amis Steichen, Seigitz et Man Ray, qui n'aura de cesse de polir et de repolir ses volumes essentiels pour que s'y reflète le monde, son monde, l'atelier, sa lumière et ses ombres voulues, sans pathos.

GENEVIEVE BREERETTE.



Laurens : « La grande sirène » (1945).



Brancusi : « M^{re} Pogony » (1920-1921).

les bras. Primitif, pris dans un cube, l'artiste y règle avec humour un double compte : à Rodin et son Baiser naturaliste, et au cubisme tout entier, dont il ne prendra pas la voie.

Délicatesse des dessins. Il y en a une douzaine, fragiles, inaboutis, encore moins connus que les sculptures (à l'exception du Baiser), qui sont tous, ou presque, des portraits en hommage à la femme, des preuves d'amour. Main posée sur la joue de Made-moiselle Pogony, bras galbé comme le ventre de la Maïastra, l'oiseau de légende qui a aussi inspiré Stravinski et d'où est sorti l'Oiseau dans l'espace, profil de camée, cou penché, long comme celui du cygne... courbes tendres qui se frolent, tangentes, ou se développent en ondes concentriques, ou enveloppent d'une double

* SCULPTURES DE BRAQUE, galerie Adrien-Maeght, 42-46, rue du Bac. Jusqu'au 27 juillet.

* HENRI LAURENS, galerie Louise-Leiris, 47, rue de Monceau. Jusqu'au 20 juillet.

* DELICATESSE DE BRANCUSI, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie. Jusqu'au 30 juillet.

(1) Préface à l'exposition de la Galerie Louis-Carré, reprise dans Brèves (Mercure de France).

(2) C'était la condition du legs que l'artiste faisait au Musée national d'art moderne, en 1952, cinq ans avant sa mort. L'atelier est ouvert le jeudi après-midi de 14 h 30 à 17 h 30, autrement dit très peu. Il a besoin de travaux.

(3) Sidney Geist, à qui l'on doit un important ouvrage sur les sculptures et les dessins de Brancusi (New-York, 1975), établit, dans le très beau catalogue de l'exposition, un parallèle entre cette sculpture et le tableau de Cézanne, la Chienne au parc.



Avec l'âge l'art et la vie ne font qu'un

Sélection

CINÉMA

Woody Allen à Prades

Le Festival de Prades (Pyrénées-Orientales), qui avait célébré son vingt-cinquième anniversaire avec l'œuvre de François Truffaut, propose cette année tous les films de Woody Allen. La rétrospective, animée par Robert Benayoun, s'accompagne d'une exposition et de tables rondes consacrées au comique juif américain. Et, comme il est de tradition, le public pradois est invité à récompenser le titre de leur choix parmi la sélection de films en compétition. (Jusqu'au 24 juillet).

ET AUSSI : David, Thomas et les autres, de Lucio Scabbio (un petit village après la guerre). Visages de femmes, de Daria Faccini (trois Africaines gagnent le défilé). Seng pour sang, de Joel Coen (noir, c'est noir). That's dancing, de Jack Haley Jr. (le cinéma des chorégraphes américains). Le docteur, de la femme anglaise, d'Heitor Ballo (le plus beau film des festivals).

THÉÂTRE

Le rendez-vous d'Avignon

C'est à Avignon que le théâtre se passe. La Grande Histoire du monde, de Mehabharata, selon Peter Brooke et Jean-Claude Carrière, neuf heures éblouissantes, est à voir de toute urgence : fractionnée en trois épisodes, d'été jusqu'à l'aube (chaque samedi). Et puis Tadeusz Kantor vient d'arriver avec son théâtre Cricot II, mélangeant à la force ricanante ses visions funestes : un titre ambigu et limpide à la fois : Qu'ils créent, les artistes... Commence aussi, diverse, fourmillante, délectable, la célébration Francis Ponge, proposée par Christian Rist : un hommage quasi intégral et sûrement intégral. Enfin, au Théâtre ouvert, vient la tour de Bruno Bayen, mis en scène par Hélène Vincenzi, dans *Mut d'été*, tandis que les comédiens André Marcon et Laurence Mayer rendent à Faulkner son dû (*Le songe au vieux soleil*...) à la chapelle des Pétrifiés-Blancs. — M. L. B.

MUSIQUE

De Haydn à Berg

Composé en 1991 pour le King's Theater de Londres, *Orfeo* et *Euridice*, de Haydn, a dû attendre 1951 pour être représenté au Mai Florentin, mais n'a pas eu encore les honneurs d'un enregistrement commercial. Parfaitement indé-

rence pour un ouvrage doublement original dans son livret tragique comme dans sa partition, où une place importante est réservée au chœur, était un véritable défi pour Guy Coutance et Cyril Diederich, attachés depuis six ans à faire découvrir le théâtre lyrique de Haydn, d'abord à Carpentras puis, actuellement, à Vaison-la-Romaine. Pour le relayer, ils ont choisi la cadre grandiose du Théâtre antique, comptant bien le remplir les 24 et 26 juillet (tél. : (90) 36-06-25).

Par ailleurs, les nuits de la Fondation Maeght de St-Paul-de-Vence célèbreront le centenaire de la naissance d'Alban Berg le 19 juillet, avec un concert entièrement dédié à ses œuvres, puis accueillera Mauricio Kagel, le 23 juillet, qui présentera *Acustica* et des extraits de *Aus Deutschland* (tél. : (93) 32-81-63). — G. C.

JAZZ

Forts en fête

La part musicale des manifestations de la mission « Banlieues 89 » vient heureusement donner à la région parisienne une activité que l'été lui retire. Au fort d'Aubervilliers, le 22 juillet à 22 h, les groupes de Michel Portal et de Jean-Louis Chautemps offrent la collection des meilleurs musiciens européens : Joachim Kühn, J.-F. Janjy-Clark, Daniel Humier, Janick Top, Robert Persi et André Caccarelli. De conception et de références très différentes, les deux ensembles permettent d'explorer le champ de l'inventivité et de l'improvisation. Sous le signe de la surprise et du travail du caprice, une seule certitude jouée d'avance : le

spectacle ne court pas le risque de l'ennui ou de la morosité. La 22 à 22 heures au parc de la Villette, seul concert parisien de Miles Davis. Officiel à manquer (tél. : (1) 671-07-75). — F. M.

ARTS

Spécial Côte d'Azur

La période pourrait commencer sur les hauteurs de Saint-Paul, à la Fondation Maeght, avec la rétrospective Dubuffet, qui est en soi, déjà, tout un voyage mouvementé sur toutes les arêtes et chemins vicieux de l'art : où l'on peut s'embourber, se perdre, mais aussi découvrir au tournant de l'art un tas de trésors.

Après on fait un saut à Nice, où la ville d'Art, qui a été mise pour l'été à l'honneur, présente les œuvres de quatre critiques d'art de la péninsule : tandis que la galerie des Pontchères fait place aux Lalanne, sculpteurs-animaux donnant dans l'épigramme et l'hippopotame-baignoire, et que la Galerie d'art contemporain, présente à tout bon, le Nipco.

Plus on irait à Antibes, pour le musée Picasso, basé sur le mur, on trouverait aussi pour les tableaux impressionnistes du musée d'Orsay, qui sont exposés : à Biot, où le musée Fernand-Léger accueille une exposition à thème, qui va bien la représentation du travail depuis quatre ou cinq siècles ; à Saint-Tropez, où le musée de l'Ancien-cadée a eu la bonne idée de rassembler trente-cinq tableaux des années fauves de Van Dongen ; et pour ceux qui, à Cannes, ou au musée Festival international de peinture, ont peut-être l'occasion de découvrir quelque artiste venu de loin. — G. B.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf samedi, de 12 h à 22 h ; sans, et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (277-12-33).

HOMMAGE A JEAN DUBUFFET : NON-LIEUX. Jusqu'au 30 septembre. JEAN-PIERRE BERTRAND - DAVID TREMLETT. Dessins. PALERMO. Rétrospective. UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE. - ATELIER POLAROID. Jusqu'au 19 août. Galeries contemporaines.

LUMIÈRES. Je passe à vous. Jusqu'au 5 août. LA MODE EN DIRECT. Jusqu'au 30 septembre. CCI.

LIVRES D'ARTISTES. Jusqu'au 7 octobre. - PARIS AUTREMENT. Jusqu'au 2 septembre. API.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU MAGNIFIQUE. Jusqu'au 26 août. Grand foyer.

LEGO EN LIBERTÉ. Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENDIR. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 2 septembre.

SALON DES INDÉPENDANTS. De la Biennale à nos jours, 3 000 ans d'art. Grand Palais (256-43-08). T.J. de 10 h à 20 h ; mardi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juillet.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et moderne. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf

lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES. Peintures des musées nationaux. - LE DES-SEN À GENÈS DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. PASTELS FRANÇAIS DU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RÉTROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIOVANNI ANSELMO - ANGE LECCIA. Stance - LAWRENCE WEISBERG. Sculptures. Arc, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Costume et ses modes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

LIVRES CONSTRUCTIVISTES. RUSSIES DES ANNÉES 20. Bibliothèque de Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 13 h ; mer., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 juillet.

FÉLICIEN ROPS (1833-1898). Peinture, gravure, illustration. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (240-14-40). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 juillet.

RINSAUD. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre. Poésie de la nature. Serres d'Anteuil, 3, avenue de la Porte d'Anteuil (bois de Boulogne) (651-71-20). T.J. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 4,25 F. Jusqu'au 8 septembre.

RODIN. Cinq photographes contemporains (Drahou, Hailé, Barret, Tassinat, Tassinat). Jusqu'au 30 septembre. - ALAIN KURIL. Jusqu'au 15 septembre. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. dim., 6 F.

BROU. HJDRTH. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 septembre.

ALX-NEUF PEINTRES DU MAROC. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 26 août.

HISTOIRES D'AFRIQUES. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-19-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au fin octobre.

L'AFFICHE SPORTIVE AVANT 1914. Une sélection de Musée du sport. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-30). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ACHILLE DEVERIA, témoin du renouveau parisien. Musée Renoir-Scheffer, 16, rue Chapuis (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au fin septembre.

RANCIAC. Images éditées. YVARRAL. Mosaïque synthétique. Pavillon des

Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 août.

LES GRANDS BOULEVARDS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 octobre.

ARCHÉOLOGIE ET PROJET URBAIN. Musée de Cluj, 6, place Paul-Painlevé (325-62-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. dim. : 4,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

SALVADOR DALI. Deux expositions et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville (633-01-40). Jusqu'au 31 juillet.

VERSAILLES AUX ARCHIVES NATIONALES. Musée de l'Histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au fin février.

LES SIÈCLES ROMAINS EN BASSE-NORMANDIE. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadère (273-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. Jusqu'au 25 septembre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ROBERT LE DIABLE. Opéra, montée par la fapelle (90-52-22). T.J. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 septembre.

L'ÉVENTAIL, miroir de la Belle Époque. Jusqu'au 27 octobre. - ÉVENTAILS CONTEMPORAINS. Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

FONDS RÉGIONAL D'ART CONTEMPORAIN D'ÎLE-DE-FRANCE. Musée de Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-95-00). T.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

Centres culturels

PARIS-I - PARIS-VII. Les arts plastiques à l'Université. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (563-90-35). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

HARTUNG. Hôtel de ville, salle Saint-Jean (276-40-66). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 août.

CHARLES VANDENHOVE. Une architecture de la densité. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

TINTIN. - Ils ont marché sur la Lune - de la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

Galerie

LES NDCE CATALANES. Barcelone-Paris 1870-1970. Artcurial, 9, avenue Matignon (259-16-16). Jusqu'au 31 août.

BRANCUSI - DEGOTTIX. 6/7 Métro-Saint-Pierre. Jusqu'au 27 juillet.

BRACQUE SCULPTEUR. Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac (548-45-15). Jusqu'au 27 juillet.

GENEVIEVE CLAISSE. Les verbaux. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). Jusqu'au 27 juillet.

WILLIAM KLEIN. Photographies récentes. Zabrizki, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

JEAN MESSAGIER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (548-84-38). Jusqu'au 27 juillet.

TAL-COAT. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 27 juillet.

En région parisienne

ASNIÈRES-SUR-OISE. André Masson. Livres illustrés de gravures originales. Abbaye de Royaumont (035-30-16). Jusqu'au 25 juillet.

BRETIGNY-SUR-ORGE. Diderot/Diderot/Trésoreries IV (Aurore, Boudier, Egras, etc.). Centre Gérard-Philippe, rue Henri-Dorval (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

CHARENTAIS. Bourdele dans la maison de Syrie. Parc du château 1458-28-69). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

JOYEUX-EN-JOSAS. Histoire du pot, de Jean-Pierre Raynaud - Natures de rives : Delprat, Delbecq, Le Granelle, Leveque, Noël, Samson. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (956-46-46). Jusqu'au 14 septembre.

PONTOISE. Les sept sacrements d'A. Goya (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée Taverne-Delort, 4, rue Leprieux (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 8 septembre. Peintures néo-impressionnistes. Musée Pissarro, 17, rue du balcon (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

CLUNY. Jean Béraud. Peintures et tapisseries. Ecuries de Saint-Hughes. Jusqu'au 8 septembre.

DION. Sarcophages. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 30 septembre.

DUNKERQUE. Les deux Rijn. Musée d'art contemporain (65-98-00). Jusqu'au 30 septembre.

ÉPINAL. Bernard Venet. Musée départemental des Vosges, 1, place Lagarde (82-20-33).

ÉVREUX. Judith Rept. Peintures 1968-1985. Musée, 6, rue Charles-Corbeau (39-34-35). Jusqu'au 30 septembre.

FLAINE. Peintures éditées de Melodi Quid. Centre d'art (90-85-84). Jusqu'au 31 août.

GORGES. Saura. Peintures 1985. Abbaye de Séanque. (90) 72-02-05. Jusqu'au 14 octobre.

ROIGNY. Écriture-peinture. Atelier Castollet, rue Montau au Palais (62-08-65). Jusqu'au 15 septembre.

LA ROCHELLE. Exposé de voyage de Pierre-Albert. Maison de la culture, 4, rue Jean-du-Pérou. (41-57-79). Jusqu'au 31 août.

LE MANS. Le deuxième voyage. Peintures, architectures, écritures de Robert Talm. Abbaye de l'Épée (84-22-29). Jusqu'au fin septembre.

LYON. Pierre Combet-Descombes (1885-1966). Rétrospective. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (828-07-66). Jusqu'au 15 septembre.

MARSEILLE. Ne collectionnisme, premier regard sur les collections privées d'art contemporain. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91) 54-77-15. Jusqu'au 23 septembre. - New-York 85. Arts, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 31 août.

MEYMAC. Les années 50 : l'art abstrait. Idées de nature : Bonnet, Cilas Louette R. Abbaye Saint-André (35) 95-23-30. Jusqu'au 7 septembre.

MIRMANDE. Hommage à André Lhote. Église Sainte-Foy (75) 63-04-90. Jusqu'au 11 août.

MONTAUBAN. Aspects de l'art en France de 1950 à 1980. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63) 63-16-04. Jusqu'au 6 octobre.

MORLAIX. Maurice Denis et la Bretagne. Musée des Jacobins, rue des Vignes (98) 88-38-96. Jusqu'au 29 septembre.

NANTES. Histoire de sculpture : Anselme, Boudry, Buis, Cragg, etc. Musée d'histoire naturelle, 12, rue Voltaire : Maison de la culture, passage Pommeroy : Ecole des beaux-arts, rue Fénélon : Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 31 août.

NICE. L'Italie d'aujourd'hui : regard sur la peinture de 1970 à 1985. Villa Arson, 20, avenue Stephen-Liégeois (51-30-01). Jusqu'au 15 octobre. C. et F.

CHALON S/SAONE
MUSÉE
NICÉPHORE-NIEPCE
Berceau de la photographie

DE LA VILLE DE MEXICO
A LA VILLE DE PARIS
ANGELA GURRIA :
IMAGES DE SCULPTURE URBAINE
du 18 juin au 27 juillet
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
28, bd Raspail, 75007 Paris
549-16-26

LA CATHÉDRALE DE MEXICO :
TEMPS CAPTIF
du 21 juin au 25 juillet
ORANGERIE DE L'HOTEL DE SULLY
62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - M^e Étoile
TRACES
sculptures - collages - gravures
INGE-LISE KOEFÖD
Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 13 h à 19 h
JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1985 - Entrée libre

PALAIS DES CONGRÈS AIX-EN-PROVENCE
KSENIA MILICEVIC
Peintures
15 juillet - 1^{er} août

1250 من الأصيل

LETTRES

COMMUNICATION

LA MORT DE HEINRICH BOLL

L'honneur de l'homme dans l'histoire

(Suite de la première page.)

Ce poids du passé permet de mieux prendre la mesure de la reconstruction et de la restauration d'un pays, de la renaissance d'une nation. L'histoire, à travers des destins collectifs (les Deux Sacraments, les Enfants des morts) ou individuels (la Grimaux, l'Honneur perdu de Katharina Blum), tisse une trame où les hommes et les femmes perdent, cherchent, retrouvent l'identité qui les associe à l'aventure humaine. C'est en cela que les personnages de Heinrich Böll, au-delà des circonstances de leur vie, appartiennent à la communauté universelle.

La grandeur de l'œuvre tient dans cette perspective intime du partage entre tous d'un bien incommensurable, celui de la dignité humaine (la dignité de Katharina, de Lini, de Hana, de Fried et de Kitz, de Walter

et Hedwig, d'André et d'Olinal, quelles que soient les souffrances et les humiliations subies. En même temps, elle retrace des itinéraires à travers des époques, fixe des instants dans des lieux, saisi des tranches de vie dans des groupes sociaux, relevant ici et là des significations possibles de l'histoire tout en refusant de se compromettre avec elle, hier et aujourd'hui.

Si l'aventure humaine, située dans un temps et une époque, comme pour authentifier le récit, s'inscrit dans le sillage d'une tradition littéraire et religieuse, c'est que le regard que pose Heinrich Böll sur les hommes est de ceux, pour reprendre un mot de Bernanos, qui peuvent remplir « tout le champ de l'âme ».

RENÉ WINTZEN.



PANCHO.

Né le 21 décembre 1917 à Cologne, Heinrich Böll était le fils du statuaire Victor Böll. Après avoir terminé ses études secondaires dans sa ville natale et obtenu l'Abitur (baccalauréat), il devient apprenti dans une librairie et commence, en 1937, à écrire. Mais, à l'automne de 1938, il est enrôlé dans le service militaire obligatoire. Au cours de l'été 1939, il est convoqué pour une période militaire de plusieurs semaines... Elle se terminera six ans plus tard. Pendant la seconde guerre mondiale, il combat sur les fronts de France et de Russie. Il est blessé quatre fois. Fait prisonnier par les troupes américaines, il passe son temps de captivité dans un camp de prisonniers de l'est de la France, avant d'être libéré en 1945. De retour dans Cologne, détruite à 70%, il s'inscrit à la faculté des lettres. Parallèlement, il travaille comme manœuvre dans la menuiserie de son frère et recommence à écrire. Son premier livre, Le train était à l'heure, un recueil de nouvelles - parait en 1949. Dès le début des années 50, son talent est reconnu et il peut vivre de sa plume. Son œuvre, placée sous le signe de la morale catholique et de l'antimilitarisme et du rejet du nazisme, lui vaut de nombreux prix littéraires, dont le plus prestigieux de tous, le prix Nobel, en 1972. Il est le premier écrivain allemand à recevoir une telle consécration depuis Thomas Mann (prix Nobel 1929).

En 1974 l'Honneur perdu de Katharina Blum, qui paraît un mois avant l'ouverture du procès d'Andreas Baader et dénonce « les méfaits d'une certaine presse », « l'hystérie collective qu'elle contribue à créer autour du terrorisme », est un best-seller. Son adaptation au cinéma par Volker Schlöndorff et Margarete Von Trotta bat elle aussi des records de recettes et soulève des polémiques passionnées. Bien qu'affirmant ne pas se reconnaître dans l'expression « écrivain engagé », Heinrich Böll, homme de gauche, a pris à plusieurs reprises des positions politiques, qui lui ont valu, dans les années 70 d'être une des cibles de la droite conservatrice allemande, (notamment lorsqu'il critique la manière dont était menée la lutte antiterroriste). Défenseur des droits de l'homme et de la paix, « aussi bien à l'Est que dans mon propre pays » disait-il, il a pris position en faveur des dissidents soviétiques, en particulier pour Andréï Amalrik et Alexandre Soljenitsyne. En 1974, il accueille dans sa maison de campagne de l'Elbe, Soljenitsyne sur le chemin de l'exil. Après avoir apporté son soutien au SPD et à M. Willy Brandt lorsque celui-ci était chancelier, Heinrich Böll avait rallié les pacifistes et les Verts, en faveur desquels il avait appelé à voter en 1983.

Concert d'éloges en Allemagne

« La conscience de la nation »

De notre correspondant

Bonn. - La RFA, tant littéraire que politique, rend ce mercredi 17 juillet un hommage à l'écrivain Heinrich Böll, « la conscience de la nation, la voix de la résistance ». La photo du prix Nobel de littérature 1972, coiffé du célèbre béret basque bien enfoncé sur sa tête, fait la une de toute la presse ouest-allemande. « La littérature allemande perd avec Heinrich Böll l'un de ses grands hommes. Etranger par nature à tout esprit de cérémonie, attaché à sa vie durant à sa patrie rhénane, il était devenu un représentant spirituel de l'Allemagne », écrit le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, dans un télégramme de condoléances, adressé à la veuve de Heinrich Böll, Anne-Marie, et à ses trois fils. « Heinrich Böll était un défenseur des faibles, et un ennemi du pharisaïsme. Il intervenait pour la liberté de l'esprit, partout où elle était menacée. Ses courages engagés, dévoués, ses convictions sans cesse renouvelées nous manqueront », ajoute le président.

Le chancelier Helmut Kohl, de son côté, a souligné que « Heinrich Böll a apporté une grande contribution à la littérature mondiale. Après Thomas Mann et Hermann Hesse, il fut le premier écrivain allemand à recevoir le prix Nobel. Il n'a jamais revêtu dans son œuvre ses opinions ni ses jugements. Il a pris parti, et n'ignorait pas combien cette franchise était inconfortable (...) Il s'est engagé avec courage aux côtés de ses amis dont les réalisations scientifiques et artistiques étaient opprimées dans des États totalitaires », écrit le chancelier. Au Parti social-démocrate, dont Böll était très proche, la mort de l'écrivain suscite une vive émotion. « Dans ses livres comme dans la vie

publique, Heinrich Böll était la voix de l'humanité », a déclaré l'ancien chancelier Willy Brandt, qui a appris la mort de l'écrivain dans le sud de la France où il passe ses vacances. « Il était incorruptible et indomptable, bruyamment et bruyamment au besoin. Le sujet de son œuvre littéraire et de son engagement politique, c'était la dignité de l'homme », a ajouté M. Brandt.

Son successeur à la chancellerie, M. Helmut Schmidt, estime pour sa part que « l'homme Böll était un combattant au service de l'humanité, un avocat résolument engagé en faveur de la paix ». Sa mort est « une perte irremplaçable non seulement pour les lecteurs allemands mais pour la communauté internationale des lettres, qui s'étend bien au-delà du domaine de la langue allemande. Par exemple, les citoyens soviétiques ont eux aussi perdu un grand esprit, un philosophe de l'humanité ».

Pour le philosophe Walter Jens, Böll était un « homme de la fidélité, qui s'est engagé de façon exemplaire pour l'Allemagne des petites gens et des pacifistes courageux ».

Enfin, pour l'écrivain et journaliste Günther Wallraff, « personne ne pourra prendre la place laissée vacante par Böll. Il fait froid et sombre en plein été. Aujourd'hui, nous sommes plus pauvres ». Wallraff est celui qui avait révélé dans son livre Le Journaliste indétricable, les méthodes d'investigation du journal Bild, après s'être introduit dans le groupe Springer. Böll s'était inspiré de cette expérience pour condamner ces méthodes de journalisme dans son best-seller l'Honneur perdu de Katharina Blum, porté à l'écran par Volker Schlöndorff.

(Indrim.)

La semaine de tous les programmes

A Carcans-Maubuisson (Gironde), au milieu des pins, c'est encore les vacances, mais le 25 août sera déjà la rentrée. L'université d'été, qui débute ce jour-là, pour une semaine, est traditionnellement une sorte de répétition générale pour tous les « témoins » de la communication.

L'exercice revêt cette année une double importance. Comme avant chaque échéance électorale, l'audiovisuel entre dans une période de turbulence renforcée par les nominations, en septembre, des principaux responsables du service public. Et d'ici le 25 août, le gouvernement aura fait connaître ses décisions sur les télévisions privées.

Signe des temps, l'université sera inaugurée le 26 août par M. Hubert Curien, ministre de la recherche, et par M. Jacques Chaban-DeLMas, nouveau président du conseil régional d'Aquitaine. Le 28 août, quatre représentants de l'UDF, du RPR, du Parti socialiste et du Parti communiste débattront de l'épineux problème des rapports de la communication et de l'Etat.

Les débats de Carcans seront consacrés aux programmes. On y traitera de cinéma, des télévisions, du câble, du canal éducatif, de la radio, avec les représentants des ministères de la culture et de la communication et de l'ensemble des opérateurs.

Le 29 août, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, viendra plaider la défense de l'écrit et, en particulier, de la presse. La semaine s'achèvera, le lendemain, avec un débat sur l'informatique en présence de M. Gilbert Trépo, délégué du premier ministre chargé des nouvelles formations, et M. Olivier Marce, PDG de l'Agence pour le développement de l'informatique.

Lieu de confrontations, l'université de Carcans est aussi un lieu de formation. Cinq sessions sont organisées autour de la Betacam, de la programmation de services télématiques, des réseaux câblés, de la réalisation de diadacticiels et des aspects juridiques de la programmation.

Organisée sous le haut patronage de M. Jack Lang, ministre de la culture, et sous l'égide du conseil régional d'Aquitaine, par le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine (CREPAC), l'université est soutenue par une quarantaine de ministères et d'administrations. L'animation des débats est assurée en collaboration avec les journalistes du Monde.

* Inscription et renseignements : CREPAC : 15, rue Rode, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 81-78-40.

CFM A LYON

Depuis ce mercredi 17 juillet, CFM - qui diffuse à Paris un programme en FM stéréo (vingt-quatre heures sur vingt-quatre), sur 89 MHz - est reçu à Lyon sur 100.3 MHz. Après Bordeaux (101.2) et Saint-Nazaire-La Baule (94.8), c'est donc la troisième station décentralisée qui fonctionne en coproduction avec l'émetteur parisien.

Indiquons, par ailleurs, que « Serge Gainsbourg raconte sa vie » sur CFM tout l'été. Il est reçu à l'antenne par Alain Maneval chaque jour à 12 h 45 (sauf les week-ends).

LE MINITEL EST REPARTI

Les Français peuvent à nouveau se servir sans restriction de leur Minitel : selon le ministère des PTT, le réseau Transpac, victime d'un engorgement à la mi-juin, fonctionne maintenant normalement, et la totalité des accès aux services d'informations télématiques a été rétablie.

Depuis le 28 juin, le trafic « Kiosque », destiné aux particuliers, avait été délesté dans la journée, et l'Avenue de Ségur avait été, au début du mois de juillet, de suspendre la distribution des Minitel pendant l'été.

La direction générale des télécommunications a précisé que des mesures allaient être prises pour aborder « dans de bonnes conditions » le dernier trimestre de 1985. Le nombre de 28 autocommunuteurs du réseau Transpac sera porté à 32 en septembre et à 40 en décembre (33 étaient initialement prévus). De plus, certains autocommunuteurs seront entièrement réservés aux serveurs parisiens utilisant la fonction « Kiosque », considérée comme responsable du récent engorgement de Transpac.

A VOIR

Devoirs de vacances

Cric, cracks, croque... vive les vacances ! TF 1 et les éditions Magnard proposent aux écoliers en liberté des cahiers de vacances télévisés, chaque jour aux environs de 16 h 40. Six minutes de petits reportages, d'extraits de films ou de dessins animés, sur un thème précis (la Lune, l'eau...), et quelques questions pour faire réfléchir ces chers bambins et empêcher qu'ils ne se rouillent tout au long de l'été.

Il aura fallu trois ans à Claude Piérol, producteur et présentateur de TF 1, ancien enseignant, pour élaborer cette émission en collaboration avec Louis Magnard, fils du premier éditeur à avoir eu l'idée, en 1933, des cahiers de vacances. Des instituteurs, responsables pédagogiques de ces cahiers, ont aussi travaillé sur ce « Cracks vacances ».

« Nous ne voulons pas donner de leçons, mais simplement rappeler les connaissances acquises (...). Ce n'est pas une compétition, il n'y a pas de classement », explique Claude Piérol, qui qualifie sa réalisation de mélange « des genres éducatifs et distrayants ». Une mesurette, le héros Arsinoé, est là pour alléger les réponses et détendre l'atmosphère du plateau.

C'est une bonne opération commerciale pour les éditions Magnard, qui finance l'émission à 75 %, et qui escompte une importante augmentation de leurs ventes. 500 000 cahiers ont été vendus l'an dernier, la barre des 900 000 pourrait, selon les prévisions, être atteinte cette année : dix jours seulement après le début de l'émission, la tendance se fait déjà sentir.

* « Cracks vacances » dans l'émission « Croque vacances », TF 1, pendant tout l'été, vers 16 h 40.

LE CARNET DU Monde

Mariages

- Louis GABORIT de MONTJOU et Sybil CAYE

sont très heureux d'annoncer leur mariage.

83, rue Pierre-Dumont, 75017 Paris.

Décès

- M^{me} Marie-Thérèse BARADA, Anne et Christophe, M^{me} et M^{me} Yves Guizou, Nicolas et Mario, M^{me} Suzel Barada, M^{me} D'Orléans et Louise-Lili.

ont la douleur d'annoncer le départ, dans la paix, de

M^{me} Rosée-Jeanne BARADA, née Barrié,

dans sa soixante-dix-huitième année.

DÉFENSE

LA PROGRAMMATION MILITAIRE

M. Henu conteste l'analyse de M. Fillon

Interrogé au lendemain du défilé du 14 juillet à Paris, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a contesté, à RTL, l'analyse parue dans le Monde du 13 juillet sous la signature de M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, et consacrée au débat sur la révision de la loi de programmation militaire 1984-1988.

« On me dit, a expliqué M. Hernu, que le budget de la défense ne s'accroît pas suffisamment. J'ai même lu qu'il ne se serait accru que de 0,5 % en volume par an. Je peux affirmer que c'est inexact. L'augmentation est du double. 1 % par an de plus. Qui en a fait autant avant 81 ? De plus, les dépenses d'équipement, celles qui permettent la modernisation des matériels, se sont accrues de 2 % par an en volume, soit un taux de croissance supérieur à celui de la richesse nationale.

« Voilà la vérité, mais il y a plus : les crédits de paiement consacrés aux équipements en 1985 atteignent plus de 71 milliards de francs ; bien supérieurs d'ores et déjà aux 66 milliards que, par exemple, un jeune député, M. Fillon, doute de voir atteints l'année prochaine. Ces doutes ne sont pas fondés.

« En ce qui concerne les avions, il y a eu, contrairement à ce qui a été affirmé par l'apposition, 108 avions livrés entre 1982 et 1983 dont 32 Mirage 2000 contre 81 avions livrés entre 1977 et 1981. Alors je rappelle que la précédente loi de programmation prévoyait la commande de 83 Mirage-2000. Il y a eu combien de commandes ? 48. Je ne veux pas polémiquer, mais je suis bien obligé de le rappeler. Soit 35 avions de moins qu'en 84 et 85. J'ai fait beaucoup plus que mes prédécesseurs et l'armée de l'air possède bien 450 avions de combat en ligne.

RELIGION

L'évêque de Poitiers désapprouve le livre du cardinal Ratzinger

Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers et président de la commission sociale de l'épiscopat français, n'est pas d'accord avec le dernier ouvrage du cardinal Joseph Ratzinger, *Entretien sur la foi* (Payot). Il l'explique dans une interview que publie l'hebdomadaire la Vie daté 18 juillet.

« Je me sens tout à fait libre de parler, affirme l'évêque de Poitiers, car je vis un sentiment très fort de communion avec le pape Jean-Paul II et avec les autres évêques. » Il ajoute : « On peut émettre des points de vue différents, voire des désaccords, sans pour autant détruire la communion en Église. Personnellement, je trouve les constats du cardinal très durs et très systématiques. Toute l'évolu-

tion de l'Église depuis le concile est passée au crible, et il ne voit partout que dérive et perversion. »

Mgr Rozier reconnaît « certaines bavures » que dénonce le prélat de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi. Mais « la vie de l'Église n'est pas là », affirme-t-il : elle est tout autre chose. Depuis vingt ans, on assiste à « un progrès quantitatif de l'Église ».

L'évêque de Poitiers affirme en outre : « Le cardinal va jusqu'à prétendre que les conférences épiscopales n'ont pas de contenu ecclésial. Il y a là, me semble-t-il, une grave question. Je me demande alors ce que devient la collégialité apostolique, qui, pour moi, est une donnée de la foi. »

ÉDUCATION

« Une option - analyse du monde arabe » à Sciences-Po. - Une nouvelle option intitulée « analyse du monde arabe contemporain » sera ouverte à la rentrée 1985 par l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Cette nouvelle filière prépare au diplôme d'études approfondies (DEA) d'études politiques délivré par Sciences-Po depuis plusieurs années. Elle s'adresse aux étudiants de troisième cycle déjà diplômés de l'IEP de Paris, aux titulaires d'une maîtrise d'histoire, de

sociologie, de sciences politiques ou de sciences économiques, ou de diplômes équivalents. Elle vise à former, chaque année, une quinzaine de spécialistes français ou étrangers possédant au départ une bonne connaissance de la langue arabe et une solide formation en sciences sociales.

« L'ancien inspecteur d'académie de Lozère réhabilité. » Le conseil d'Etat vient d'annuler pour excès de pouvoir le décret du président de la République qui, en 1982, avait mis fin aux fonctions de M. Jean Monchambert, inspecteur d'académie de la Lozère (le Monde du 28 décembre 1982), aujourd'hui professeur du lycée technologique Marie-Curie à Marseille. Un grave contentieux avait à l'époque opposé M. Monchambert au Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) qui lui reprochait des « actes d'antisémitisme ». L'éviction de l'inspecteur d'académie avait été annoncée dans le bulletin local du SNI trois mois avant la décision officielle. Dans son arrêt du 8 juillet 1985, le Conseil d'Etat juge que « le comportement de M. Monchambert n'a comporté aucun élément de nature à justifier une sanction disciplinaire ». (Corresp.)

(Publicité)
HABLA USTED ESPAÑOL ?
1^{er} COURS DE LANGUE ESPAGNOLE POUR ÉTRANGERS
De 5 à 30 ans - LARSEN 1985
Les étudiants seront répartis dans des groupes suivant leur niveau de connaissance de la langue. Ils pourront séjourner dans un hôtel résidence universitaire. Activités de loisirs. Excursions culturelles et récréatives.
Information et inscriptions :
Université de Santander
Carrera de Verano, 39005 Santander
Tél. : 942-270-400.
Droits d'inscription et
Coût de la langue Espagnole : 1 447 FF.

(Publicité)
ESOTÉRISME CHRÉTIEN
Pourquoi les hommes sont-ils divisés ? Parce qu'ils ont perdu la PAROLE et qu'ils s'attachent aux apparences de ce Monde de l'Illusion au lieu d'en rechercher l'Essence.
L'Esotérisme peut les aider à retrouver cette Unité Essentielle et les préparer au Retour du Christ.
Dans ce but, l'ORDRE des CHEVALIERS du TEMPLE, du CHRIST et de NOTRE-DAME, qui est chrétien d'inspiration jésuite, propose un enseignement initiatique et diffuse son bulletin mensuel LE BEAUCEANT (exemplaire contre trois timbres lettre).
O + C + T + C + N + D +
BP 12, 78430 LOUVECIENNES

(Publicité)
LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)
Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (7 centres d'enseignement - 230 000 élèves)
Assure :
• Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels)
• Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (enseignants, administratifs, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...) et des collectivités territoriales
• Certaines formations universitaires (DEUG, Capes, etc. en droit, Expertise comptable...)
• Formation dans le domaine de l'informatique
• Des actions de formation continue dans le cadre de la Loi du 18 juillet 1971.
Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 à 600 F.
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A
CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 208/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Des ombres sur La Vie claire

Obstacle final de la première étape pyrénéenne et difficulté inédite du Tour de France, la montée de Luz-Ardiden (13 kilomètres à 7,5 %) a donné lieu mardi 16 juillet à une vigoureuse bataille de grimpeurs, dominée par

L'Espagnol Delgado, qui a résisté au retour du Colombien Herrera. Sur ce secteur décisif, Greg Lemond s'est montré supérieur à son leader Bernard Hinault, qu'il a été contraint de ménager.

Classé dix-huitième, à 4 mn 5 sec. de Delgado et à 1 mn 13 sec. du groupe principal Kelly, Lemond, Zoetemelk, le Breton a cependant conservé le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

et celui-ci n'a pas renoncé à toute ambition.

Tandis que le Breton en difficulté tentait vainement de rétablir le contact dans les lacs de Luz-Ardiden noyés de brouillard, l'Américain, au mieux de sa forme, caracolait à l'avant et convoitait la victoire d'étape. Il dut freiner son action, à la demande du directeur sportif Paul Koechlin, pour ne pas nuire à Hinault. Mais, en contribuant à sauver celui-ci, il sacrifia ses propres chances et laissa sans doute passer une occasion unique de s'emparer du maillot jaune.

En son for intérieur, Lemond estime qu'on a beaucoup exigé de lui et que, si Bernard Hinault s'est tiré d'affaire, il est, pour sa part, le grand perdant de la première étape pyrénéenne. N'a-t-il pas fait un mar-

ch de dupe en quittant Renault pour La Vie claire ? On peut le supposer, même s'il a obtenu des conditions financières très avantageuses. D'aucuns affirment que sous les ordres de Cyril Guimard, son directeur sportif de l'an passé, il aurait remporté le Tour 1985.

Bernard Tapie considère, quant à lui, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Si Hinault gagne le Tour de France devant Lemond, ce dernier sera payé de retour en gagnant le mois prochain le Tour du Colorado devant Hinault. Reste à savoir si les deux épreuves ont le même impact.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Dix-septième étape Toulouse-Luz-Ardiden. - 1. Delgado (Esp.), les 209,500 km en 6 h 57'21"; 2. Herrera (Col.) à 25"; 3. Parra (Col.) à 1'28"; 4. Kelly (Ir.) à 2'52"; 5. Lemond (E.U.) m.t.; - 18. Hinault (Fr.) à 4'52"...

Classement général. - 1. Hinault (Fr.) 91 h 26'28"; 2. Lemond (E.U.) à 2'25"; 3. Roche (Ir.) à 5'; 4. Kelly

(Ir.) à 6'19"; 5. Anderson (Aus.) à 7'28"...

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Deuxième étape de la deuxième partie, Sainte-Marie-de-Campour-Luz-Ardiden. - 1. Cannins (It.), les 54,100 km en 4 h 55'32"; 2. Longo (Fr.) à 9'13"; 3. Wang Li (Ch.) à 9'36"; 4. Boromani (It.) m.t.; 5. Broca (Fr.) à 11'...

Classement général. - 1. Cannins (It.) 14 h 01' plus; 2. Longo (Fr.) 13 h 24' plus; 3. Odin (Fr.) 12 h 51' plus...

FOOTBALL

Les Girondins « roulent » pour un constructeur automobile allemand

De notre envoyé spécial

Pas de grosses surprises sur les stades pour la reprise du championnat de France de football de première division. Toulouse, Paris SG, Lens, Lille, Le Havre et Bordeaux ont pris le meilleur départ. Surprenant, en revanche, le nouveau commanditaire des champions de France en titre : une marque automobile allemande.

Bordeaux. - Le « blitz ». Il y a quarante ans, on éteignait tout. Pour des bombardements. On met aujourd'hui tous les projecteurs en batterie. Changement de lieu et d'époque. Il n'est plus question, à Bordeaux, que de collaboration entre le football et la marque allemande Opel, dont l'emblème est le cercle coupé d'un éclair stylisé, symbolisant le blitz.

Pour la reprise du championnat de France, ce sigle s'étalait sur le maillot des Girondins pour ce qui pourrait bien être le plus beau coup publicitaire de l'année : l'arrivée d'Opel comme commanditaire unique des champions de France. « C'est, en tout cas, le plus gros contrat de sponsoring jamais négocié en France avec un club de football », assure Jean-Claude Darmon, en tant que directeur national de la promotion à la Fédération et à la Ligue de football, et surtout en tant que PDG de la SEP-Media Foot, une société privée spécialisée dans le sponsoring.

L'annonce, au début du mois de juillet, du retrait soudain de Malardeau, le traditionnel partenaire financier des Girondins, avait surpris tout le monde. L'entreprise de bâtiment régionale ne pouvait plus assumer la charge d'une équipe dont le renom dépasse désormais de loin les frontières de l'Hexagone, puisque les champions de France sont aussi allés, la saison dernière, jusqu'en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

« Il a fallu s'engager très vite, explique M. Maurice Kniebiller, un Alsacien de cinquante-six ans, directeur d'Opel en France. D'autres acteurs étaient sur les rangs, notamment des médias, et le championnat reprenait deux semaines après. » Or Opel venait de signer un contrat d'un an avec l'équipe de Toulon, qui évolue également en première division. Tout a été conclu en l'espace de deux jours.

Le contrat liant Opel aux Girondins porte sur trois ans, révisable à la fin de chaque saison par chacune des parties. « Mais quand on se marie, ce n'est pas pour divorcer », commente M. Claude Bez, le président des Girondins, visiblement satisfait d'avoir trouvé ce si peu de temps un nouveau commanditaire de l'envergure d'Opel. Selon M. Bez, le contrat garantirait à son club quelque 5 millions de francs dès la première année. Sans doute plus par la suite. A noter que Malardeau ne s'est pas totalement retiré et se consacrera au soutien des jeunes du centre de formation du club.

Pour Opel, marque allemande sous contrôle de General Motors, le numéro un mondial de l'industrie automobile, l'exemple est venu de l'Europe, où trois prestigieuses équipes, la Fiorentina, Feyenoord et le Standard de Liège portent déjà le « blitz » sur leurs maillots. « Je suis convaincu que mes clients sont dans les stades », affirme M. Kniebiller, qui est le premier industriel de l'automobile, hormis le cas particulier de Peugeot à Sochaux, à investir aussi massivement dans le football.

LES RÉSULTATS

1-0
• Bordeaux b. Nice
• Toulon et Nantes
• Monaco et Sochaux
• Laval et Auxerre
• Lens b. Metz
• Lille b. Brest
• Toulouse b. Nancy
A Reims :
Paris S.-G. b. Bastia
• Strasbourg et Rennes
• Le Havre b. Marseille 1-0

FORMATION UNIVERSITAIRE D'EXCELLENCE (en trois ans)

le MAGISTÈRE RELATIONS INTERNATIONALES ET ACTION À L'ÉTRANGER

nouvellement créé à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne sous la direction du PROFESSEUR RENÉ GIRAULT

recrute sur dossier + entretien + test d'anglais des ÉTUDIANTS titulaires d'un DEUG de droit, d'économie, de langues étrangères, de sciences humaines

Si vous envisagez de vous préparer à ux CARRIÈRES DU SECTEUR INTERNATIONAL

grâce à de nouvelles méthodes d'enseignement et de recherche dispensées par des spécialistes universitaires ET des professionnels. déposez votre dossier de candidature AVANT LE 26 SEPTEMBRE 1985 à

l'UER D'HISTOIRE - UNIVERSITÉ DE PARIS-I 17, rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex 05 - Tél. : 329-12-13, poste 36-43

ATHLÉTISME

Steve Cram dans la légende du 1 500 mètres

Trois jours après les six mètres franchis par le Soviétique Bubka à la perche, une autre grande « barrière » de l'athlétisme a été repoussée, le 16 juillet, à l'occasion du grand prix de Nice : le Britannique Steve Cram a couru le 1 500 mètres en moins de 3 min. 30 sec. Très exactement : 3 min. 29 sec. 67, soit 1 sec. 10 de moins que le précédent record du monde détenu par son compatriote Steve O'Brien depuis le 4 septembre 1983 à Rieti. Cet exploit a été complété par celui du champion olympique marocain du 5 000 mètres Said Aouita, qui, au cours de la même course, est également passé sous le « mur » des 3 min. 30 sec. et aurait pu faire mieux s'il n'avait pas été gêné dans les cinq cents derniers mètres.

Los Angeles, mais il arrache la médaille d'argent.

Il ne manquait à Steve Cram qu'un record pour se situer définitivement dans la lignée des grands coureurs que furent l'Australien Herb Elliott, le Néo-Zélandais Peter Snell et l'Américain Jim Ryun. C'est désormais chose faite. Pour bien mesurer l'importance de la performance accomplie à Nice, il faut considérer que treize ans se sont écoulés exactement depuis que les Hongrois Ibaros et Tabori avaient été les premiers hommes à courir le 1 500 mètres en moins de 3 min. 40 sec.

A. G.

(Né le 14 octobre 1960 à Gatehead, Steve Cram s'impose comme le meilleur miller de la décennie. Athlète à la morphologie idéale pour un coureur de demi-fond (1,84 m et 70 kg), il a été champion d'Europe junior du 3 000 mètres en 1979. Après avoir terminé huitième sur 1 500 mètres, aux Jeux olympiques de Moscou, il n'a plus raté un grand rendez-vous : en 1982 à Athènes, il est champion d'Europe du 1 500 mètres, distance où il s'impose encore à Brisbane lors des championnats du Commonwealth; l'année suivante, il gagne la coupe d'Europe du 1 500 mètres avant de devenir champion du monde à Helsinki; en 1984, blessé au tendon d'Achille, il laisse échapper la médaille d'or à

l'Union soviétique, victorieuse de la RDA par 8 à 7. Au cours de cette épreuve, le Français Philippe Considine, âgé de vingt-quatre ans, a été grièvement blessé à l'aîne par la lame du Polonais Bogdan Zych brisée en essai. Opéré d'urgence, le Racingman, qui a été touché dans des circonstances analogues à celles ayant coûté la vie au Soviétique Vladimir Smirnov en 1982, était hors de danger dans la soirée.

hôtellerie: gestion, management, marketing.

Paris
Genève
New York

L'INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

vous ouvre les grandes carrières de l'hôtellerie internationale de haut niveau

stages à l'étranger dès la première année pratique intensive des langues

bac ou niveau bac financement à 100 % du montant des études

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom _____ MO
adresse _____
code postal _____ téléphone _____
niveau d'étude _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
Institut privé supérieur du groupe IPSA
71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

INFORMATIONS « SERVICES »

LE JEU DU MERCREDI

LE QUIZ

Ces événements ont fait la « une » de l'actualité il y a quelques semaines ou quelques mois. Si vous êtes un lecteur assidu du Monde, vous devriez retrouver sans mal les réponses exactes.

1. A qui ou à quoi Brice Lalonde a-t-il comparé Lionel Jospin pendant la campagne des élections européennes ?
a) A un calife ;
b) A un émir ;
c) A un ayatollah.
2. « Ex-président cherche emploi lucratif. » C'était le titre d'une publicité du magazine américain Newsweek. En dessous on pouvait voir la photo souriante de :
a) Valéry Giscard d'Estaing ;
b) Richard Nixon ;
c) Jimmy Carter.
3. On a beaucoup parlé de Coromet. A propos :
a) D'un produit toxique ;
b) D'un satellite de communication ;
c) De la nouvelle Citroën.
4. Quel chef de gouvernement s'est plaint publiquement d'avoir été censuré par la télévision française ?
a) Bettino Craxi ;
b) Margaret Thatcher ;
c) Felipe Gonzalez.
5. Cette liste conduite par M^{me} Simone Veil, qui n'a aucune compétence en matière européenne, qui n'y connaît rien, a été prononcée en 1979 par :
a) M. Bernard Pons ;
b) M. Jacques Chirac ;
c) M. Jean Lecanuet.
6. Quel homme politique français a eu cette réflexion face à un supporter lui parlant de diriger le gouvernement : « Mon vieux, c'est pas demain la veille, car en ce qui me concerne, j'ai déjà donné. » ?
a) Michel Rocard ;
b) Jacques Chirac ;
c) Jacques Chaban-Delmas.
7. « Les salariés sont des espèces d'esclaves, même si leurs salaires sont élevés. » C'est l'opinion de :
a) Georges Marchais ;
b) Colonel Kadhafi ;
c) Constantin Tchernenko.
8. « Héros de l'Union soviétique. » C'est la récompense bien méritée reçue par :
a) L'avant-centre de l'équipe de football de Kiev ;
b) Le médecin traitant d'Andrei Sakharov ;
c) Le pilote qui a abattu les deux cent soixante-neuf passagers du Boeing sud-coréen.
9. Billet de Claude Sarrault intitulé « Duetistes » en avril dernier. Il racontait les aventures de :
a) Jean Poirot et Michel Sarrault ;
b) Jean Lanzi et Laurent Fabius ;
c) Jean Cermet et Pierre Richard.
10. Vente aux enchères chez Sotheby's à Londres de cerbats pas comme les autres. Leur auteur :
a) Adolf Hitler ;
b) Che Guevara ;
c) Khrouchtchev.

Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU MARDI (A la tribune)

1. mort ; 2. la pragmatisme du quotidien ; 3. gestionnaire ; 4. de l'ultra-droite ; 5. l'anti-égalitarisme ; 6. poitrine ; 7. ce que nous ne faisons pas ; 8. héros ; 9. « de gauche » ; 10. politique ; 11. la bonne nouvelle de ; 12. le peuple ; 13. sans de l'écran et de la chanson ; 14. la gauche et la droite ; 15. vieillir ; 16. bio-péments ; 17. elle-même ; 18. la droite ; 19. pavillon ; 20. ses étudiants ; 21. le peuple de gauche ; 22. plus qu'avant ; 23. des classes ; 24. insupportable.
- 1 à 5 réponses exactes : Vous faites partie de la troisième gauche : celle qui n'a jamais entendu parler de Jean Popper.
- 6 à 10 réponses exactes : Un effort. Mais vous sous-estimez le poids de l'idéologie. Vous risquez d'être sur la pente du dévotionisme. Ne serrez-vous pas prêt à croire à la mort du politique ? Soyez vigilant.
- 11 à 14 réponses exactes : Vous vivez la prise de conscience des masses à la lumière des grands discours. Vous les écoutez attentivement, devant la pensée qui va surgir. Mais votre militantisme sincère ne vous évite pas tous les pièges du question. Un peu plus de cynisme et vous atteindrez votre score.
- 15 à 19 réponses exactes : Les courants du PS n'ont plus de secrets pour vous. Mais, face à l'écume soulevée par le courant A, vous vous demandez encore s'il faut plonger ou faire du surf.
- 20 à 23 réponses exactes : Vous devriez être membre d'honneur du CERES. L'idéologie est une science que vous maîtrisez parfaitement. Mais pour être assez-vieux lancer une nouvelle gauche soviétique, néo-chréventementine. Bon courage.
- 24 réponses exactes : Franchement, un ministre comme vous n'a-t-il pas mieux à faire que les Jeux du mardi ?

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4011

1	2	3	4	5	6	7	8	9

HORIZONTALEMENT

1. Cocos d'Australie. - II. L'eau courante des Pétrorocres. Apportée par un bras droit, mais non par une main gauche. - III. Court sujet. Raccourci pour un transport urbain. - IV. Ils sont généralement rémunérés pour travailler à l'œil. - V. Les petits font parfois de grandes choses. - VI. Etat de rire. On ne le garde pas sans mal, mais on le quitte souvent avec peine. Objet d'une réduction souvent onéreuse. - VII. Mots pour maux. - VIII. Devient caduque avec une majorité. - IX. Se débat parfois longtemps avant d'être arrêté.

VERTICALEMENT

1. Il est traité comme un chien. - 2. Pays cher une invitation à manger. Ses exploits aériens ont soufflé plus d'un. - 3. Soutirer en douceur. Prix de l'argent. - 4. Elément d'un plat. - 5. Un ténébreux personnage. - 6. Tempête sous un jeune crâne. Enragée ou mordue. - 7. Claque pour le chef. Point répété. Lettres en franchise. - 8. Roule les épaules. Se dément sans préavis. Dans ce lieu. - 9. Sacrifices dits vains par celui qui n'a pas la foi. Attend qu'on l'introduise avant de pénétrer dans les lieux.

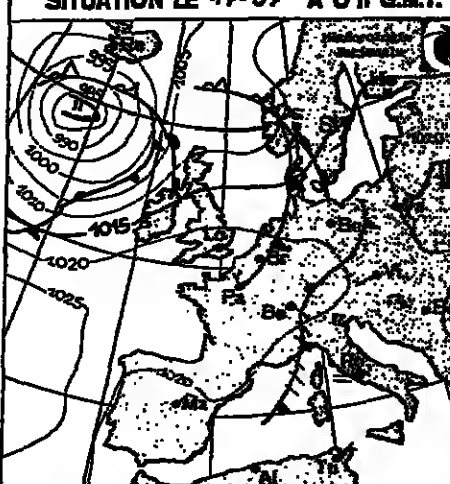
Solution du problème n° 4010

- Horizontalement
I. Tronc. A.O.F. - II. Rut. Ongle. - III. Ame. - IV. Pé. Ashram. - V. En-éte. Ne. - VI. Origine. - VII. Insipide. - VIII. Auer. En. - IX. Ta. Eh! - X. Ere. Ami. - XI. Chamonix.
- Verticalement
1. Trapeziste. - 2. Rumen. Arc. - 3. Ote. Tosa. Eh! - 4. Aérium. - 5. Constipé. E.M. - 6. Hégire. - 7. Agir. Id. Han! - 8. OL. Année. Mi. - 9. Fermée. Noix.

GUÏY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17-07 A 0 h G.M.T.



Evolution probable des temps en France entre le mercredi 17 juillet à 0 heure et le jeudi 18 juillet 1985 à minuit.

Situation générale :
Les hautes pressions prolongées par une dorsale vers la France protègent relativement bien le pays de la circulation perturbée, qui est rejetée au niveau des latitudes tropicales. Un passage frontal jeudi n'aura qu'une faible activité.

Jeudi : Beau temps légèrement brumeux sur la majeure partie de la France. Les températures de l'ordre de 10 à 15 degrés dans l'intérieur et de 13 à 15 degrés sur les côtes atlantiques. Environ 19 à 20 degrés sur les bords de la Méditerranée.

Des nuages passagers aborderont les côtes de la Manche, donnant de faibles ondées éparse.

Au cours de la journée un passage nuageux traversera la moitié Nord dominant de petites pluies éparse au nord-est de la Seine. Une évolution orageuse s'annonce après le midi en soirée. L'arrivée de cette ligne nuageuse sur le nord du Massif Central et des Alpes, des orages locaux vont éclater le soir.

Sur la moitié Sud persistera d'un temps chaud et bien ensoleillé toute la journée.

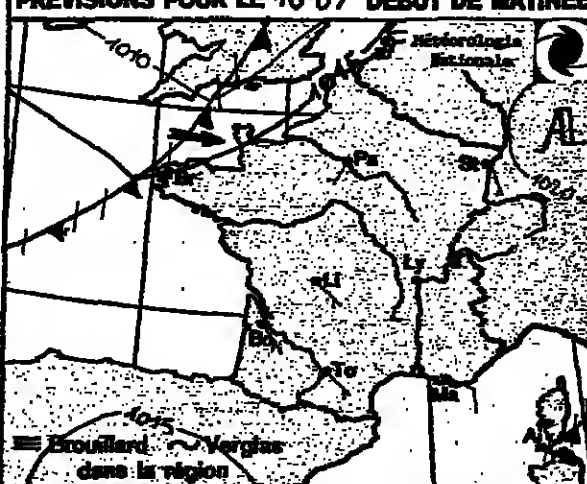
Les températures maximales seront de 20 à 22 degrés près de la Manche, 24 à 25 degrés sur la moitié Nord, 26 à 30 degrés sur la moitié Sud.

Températures : Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 16 au 17 juillet : Ajaccio, 30 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 23 et 11 ; Besançon, 19 et 11 ; Brest, 20 et 9 ; Clermont-Ferrand, 27 et 10 ; Dijon, 23 et 15 ; Dinard, 20 et 9 ; Embrun, 29 et 13 ; Grenoble-St-M-H., 14 (mini) ; Grenoble-St-Geoirs, 27 et 14 ; La Rochelle, 23 et 15 ; Lille, 21 et 11 ; Limoges, 22 et 14 ; Lorient, 20 et 11 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille-Marganne, 30 et 18 ; Nancy, 25 et 12 ; Nantes, 22 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Montsouris, 24 et 10 ; Paris-Orly, 26 et 14 ; Pau, 22 et 17 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 23 et 10 ; Rome, 21 et 8 ; Saint-Etienne, 25 et 12 ; Strasbourg, 21 et 14 ; Toulouse, 25 et 15 ; Tours, 24 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 21 ; Genève, 25 et 13 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 22 et 11 ; Madrid, 34 et 18 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 21 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 18-07 DÉBUT DE MATINÉE



est de la Seine. Une évolution orageuse s'annonce après le midi en soirée. L'arrivée de cette ligne nuageuse sur le nord du Massif Central et des Alpes, des orages locaux vont éclater le soir.

Sur la moitié Sud persistera d'un temps chaud et bien ensoleillé toute la journée.

Les températures maximales seront de 20 à 22 degrés près de la Manche, 24 à 25 degrés sur la moitié Nord, 26 à 30 degrés sur la moitié Sud.

Températures : Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 16 au 17 juillet : Ajaccio, 30 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 23 et 11 ; Besançon, 19 et 11 ; Brest, 20 et 9 ; Clermont-Ferrand, 27 et 10 ; Dijon, 23 et 15 ; Dinard, 20 et 9 ; Embrun, 29 et 13 ; Grenoble-St-M-H., 14 (mini) ; Grenoble-St-Geoirs, 27 et 14 ; La Rochelle, 23 et 15 ; Lille, 21 et 11 ; Limoges, 22 et 14 ; Lorient, 20 et 11 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille-Marganne, 30 et 18 ; Nancy, 25 et 12 ; Nantes, 22 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Montsouris, 24 et 10 ; Paris-Orly, 26 et 14 ; Pau, 22 et 17 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 23 et 10 ; Rome, 21 et 8 ; Saint-Etienne, 25 et 12 ; Strasbourg, 21 et 14 ; Toulouse, 25 et 15 ; Tours, 24 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 21 ; Genève, 25 et 13 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 22 et 11 ; Madrid, 34 et 18 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 21 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 15 et mardi 16 juillet :

DES DÉCRETS

- Relatif à l'Observatoire de Paris.
- Modifient les décrets du 25 juillet 1960 portant réorganisation du concours d'entrée à l'École normale supérieure et réorganisation du concours d'entrée à l'École normale supérieure de jeunes filles.

UN ARRÊTÉ

- Portant modalités d'application du décret du 15 juin 1982 relatif à la liste des centres royaux des candidats à l'admission en 1985 dans les centres régionaux de formation de professeurs d'enseignement général de collège.
- Et au Journal officiel du mercredi 17 juillet :

DES DÉCRETS

- Pris pour l'application de l'article 41 de la loi du 2 août 1984

relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.

- Portant création d'un Institut national des sciences appliquées.
- Relatif au statut particulier des professeurs de sport.
- Relatif au statut particulier des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse.
- Relatif au statut particulier des chargés d'éducation populaire et de jeunesse.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

(par ordre alphabétique)

- ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales)
M^{me} et M^{lle} Sonia Abecassis (70^e), Nathalie Alquier (133^e), Jean-Christophe Amy (69^e), Philippe Anton (164^e), Jérôme Arnaud (85^e), Marie Asselin (33^e), Marielle Atal (142^e), Cyril Aubry (101^e), Marie Aubry (134^e), Marc Augier (96^e), Jean-Thierry Augustin (157^e), Gérard Denis Auzanet (39^e), Christophe Bahale (32^e), François Bachelier (189^e), Catherine Baudin (211^e), Anne Baylac-Martens (60^e), Isabelle Bellais (90^e), Jean-Denis Bellon (80^e), Hervé Belcverre (108^e), Stéphane Benabail (75^e), Arnaud Bernart (57^e), Bruno Bernard (91^e), Sophie Berro (126^e), Jérôme Bert (27^e), Gianni Bianco (198^e), Nicolas Bloch (98^e), Carole Blosat (167^e), Dominique Bonnel (171^e), Magali Bonnet (38^e), Eric Bordes (47^e), Antoine Boudier (123^e), Catherine Bouzou (200^e), Delphine Boy (83^e), Elifonore de Boyss (153^e), Yvan Briery (43^e), Sophie Brugnon (64^e), Alain Brus-Cosme (185^e), Pierre Calvet (46^e), Olivier Calvet (120^e), Olivier Cappellet (124^e), Olivier Carrozz (37^e), Benoît Catherine (77^e), Magali Chabas (34^e), Frank Chabert (79^e), Christine Charron (149^e), Grégoire Cherkov (35^e), Bertrand Clavel (81^e), Etienne Codelia (111^e), Christophe Coudet (124^e), Olivier Covert (212^e), Christophe Corbe (58^e), Pascal Corvolet (28^e), Valérie Courillon (54^e), Sandrine Courmet (173^e), François Cripeux (176^e), Catherine Dahiez (131^e), Emmanuelle Debar (92^e), Eric Delamoy (166^e), Joël Derrier (224^e), Valérie Desnues (149^e), Cyrille Devere (210^e), Stéphane Deyrolle (172^e), Pierre Dhuassy (175^e), Thierry Doré (206^e), Nathalie Douvroux (123^e), Catherine Duzy (168^e), Sandrine Dufour (141^e), Philippe-Guy Duzout (214^e), Thierry Ehlinger (159^e), Eric Eugène (31^e), Jean-Luc Eymer (69^e), Bertrand Faivre (109^e), Jacques Favre (48^e), Olivier Ferry (144^e), Eric Ferry (93^e), Sylvie Fiehl (172^e), Bertrand Finet (23^e), Nicolas Fournier (106^e), Xavier Freynet (61^e), Cécile Fra-Coutaz (42^e), Thibault Fulconis (136^e), Fabrice Galzin (201^e), Patrice Genre (220^e), Franck Girard (135^e), Philippe Guillot (215^e), Serge Grebert (145^e), Nadia Grec (223^e), Pascal Guasp (115^e), Agnès Haegel (100^e), Marc Hauser (125^e), Marc Heller (216^e), Xavier Hermet (29^e), Vincent Hillemeier (117^e), Thierry Holtz (196^e), Bruno Iponchik (147^e), Hélène Irrmann (110^e), Valérie Janier-Dubry (140^e), Cyril Kallion (62^e), Pierre Kallion (177^e), Hélène Kayaasik (76^e), Karim Khalil (163^e), Ron Kirchner (154^e), Denis Klenik (107^e), Christine Lacoite (14^e), Eric Lambert (105^e), Marc Lansonneur (219^e), Jean-Philippe Leraque (181^e), Hélène Lessailly (40^e), Marie-Agnès Lassus (59^e), Elisabeth Laville (44^e), Joëlle Le Breton (16^e), Christophe Le-

carne (5^e), Aymeric Le Coz (195^e), Elisabeth Lefebvre-Finval Salgues (64^e), Anne-Françoise Lefebvre (84^e), Michel Le Gal (119^e), Hélène Legault (96^e), Erwan Le Goff (68^e), Valérie Legrand (71^e), Marie-Pierre Lelièvre (72^e), François Lemaire (170^e), Pierre Le Manh (182^e), Patrick Lemaire (180^e), Claire Lemaire (63^e), Loïc Lherbier (152^e), Claire Ligeron (73^e), Arnaud Loubes (151^e), Bertrand Loy (152^e), Fabienne Mailail (164^e), Patrick Maille (101^e), Laure Malcor Deydier de Pierrefeu (160^e), Frank Malgou (86^e), Erik Mail (129^e), Jean-François Marriat (66^e), Eric Martin (148^e), Isabelle Massa (82^e), Jean-Fabrice Mathieu (217^e), Florence Mayot (22^e), Vann Mercier (24^e), Louis Merino (215^e), Stéphane Mesguiche (179^e), Laurence Michélet (222^e), Guillaume Michélet (26^e), Gérard Monbeig-Andrieu (111^e), Valérie Morel (200^e), Jean-Baptiste Morin (197^e), Philippe Nafat (221^e), Patrick Narmand (207^e), Marie Oppenheim (188^e), Alain Oudéon (74^e), Yvonne Ourliac (222^e), Hélène Parer (55^e), Philippe Peharpe (114^e), Frédéric Pelligier (102^e), Valérie Perotin (143^e), François Perrot (199^e), Cécile Perruchon (103^e), Jean-Nicolas Poisson (178^e), Guillelmo Poirier (189^e), Jean-Baptiste Pons (20^e), Gilles Portail (88^e), Luc Poyer (132^e), Igor Quezel-Perron (21^e), Clotilde Rabier (104^e), Marie-Laure Ragot (99^e), Gérard Raynor (8^e), Philippe Reysier (162^e), Laure Renal (43^e), Richard Rot (190^e), Nathalie Rondet (205^e), Paul de Rosen (156^e), Fabrice Rougnol (112^e), Sandrine Roure (87^e), Jean-Philippe Rousselle (146^e), Valérie Roux (161^e), Sophie Rudant (122^e), Marie-Noëlle Sarocelli (124^e), Barbara Schmidt (39^e), Pierre Sellier (11^e), Philippe Sère (93^e), Jean-Marc Servat (165^e), Olivier Sibony (7^e), Bertrand Soleil (95^e), Marie-Françoise Soleilhoupou (186^e), Pascal Soufard (3^e), Nathan Supper (4^e), Richard Taillford (89^e), Guy Talbourdet (137^e), Sophie Tardivel (204^e), Loti Tassel (78^e), Elisabeth Tessier (179^e), Jean-Christophe Thévenin (41^e), Christophe Thévenon (131^e), Olivier Tholliez (187^e), Frédéric Thomas (209^e), Marie-Laurence Thibaut (121^e), Sandrine Tréguier-Régent (65^e), Marie-Laure Troillet (159^e), Thierry Tron (128^e), Christophe-Alexis Turpault (193^e), Franck Vallée (174^e), Eric Vandamme (25^e), Anne Vaugher (14^e), Franck Vaugher (194^e), Laurence Verbois (19^e), Laurence Vercken (53^e), Thierry Vincent (216^e), Charles Victor (49^e), Line-Laurence Visot (129^e), Isabelle Vizet (207^e), Véronique Waldner (18^e), Valérie Wanquet (2^e), Thierry Weil (113^e), Hélène Zemra (158^e), Charlotte Zwellbaum (158^e).

Par ordre de mérite

- ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE JEUNES FILLES, boulevard Jourdan, section des lettres, groupe S
M^{me} Anne Hermant, Anne Lazarev, Sylvie Laurent, Béatrice Collin, Pauline Grenier, Florence Manboulès, Sophie Courau, Adeline Perrin.
- GÉOGRAPHIE
MM. Mines Gérard Bastide (25^e), Laurence Bernard (20^e), Véronique Bertrand (9^e), Serge Bourget (15^e), Pascal Boytes (11^e), Bernard Cais (5^e), Chantale Cassin (21^e), Sophie Darnall (12^e), Pierre Deniz (4^e), Bertrand Desailly (2^e), Evlyne Dervin (23^e ex), Catherine Girard (31^e ex), Etienne Grien (11^e), Valérie Guyon (32^e), François Guyon (16^e), Sylvie Jaglin (8^e), Gabriel Jaurès (22^e), Hélène Jean (27^e), Jean-François Lelaun (28^e), Marie-Claire Lemaire (29^e), Jean-Marie Malfroy (30^e), Louis Marrou (23^e), Elyzée Mann (13^e), Jean-Pierre Muller (6^e), Anne Ouallet (26^e), David Pierre (11^e), Chantal Porquet (7^e), Alain Raudilly (19^e), Florence Ray (10^e), Yves Roudet (14^e), Bertrand Sajaloli (18^e), François Torrance (31^e), Eric Verjochna (3^e).
- BIOCHIMIE-GÈNE BIOLOGIQUE
MM. Mines Martine Badon née Comte (6^e), Pierre Benichou (7^e), Christophe De La Roche Saint-André (13^e), Catherine Dulac (7^e), Philippe Eymard (15^e), Michèle Haouille (1^e), Agnès Hamer (7^e), Laurent Journot (11^e), Eric Labouze (5^e), Pierre-Noël Lissac (10^e), Michel Lorchio (12^e), Odile Rotating Capillon (3^e), Philippe Suchet (10^e), Dominique Weil (4^e).
- SCIENCES PHYSIQUES
OPTION CHIMIE
MM. Mines Corinne Alleva (22^e), Catherine Aytall (19^e), Agnès Barrier Boudoul (16^e), Nicole Bernard (13^e), François Boulet (25^e), Christian Clavier (28^e), Sophie Da (13^e), Stéphane Delarue (16^e), Bruno Foyet (2^e), Laurent Gilbert (10^e), Roland Giuriani (28^e), François Guyot (9^e), Isabelle Halary (17^e), Joëlle Jeanjean Pirlot (24^e), Ludovic Julien (1^e), Jean-Christophe Lacroix (8^e), Daniel Laroque (21^e), Hélène Lauron (5^e), Véronique Leblond (3^e), Catherine Lifford (5^e), Michel Lof (30^e), Pascale Maldivi (11^e), Françoise Mechin (20^e), Claire Morvan (3^e), Annie Rimbaud Bonnacorsi (23^e), Véronique Stoven (12^e), Freddy Szymczak (27^e), Hélène Touraine (4^e), Myriam Tourrel (18^e).

VACANCES SPORTIVES

L'opération « Vacances sportives », proposée par l'Union sportive de la fédération de l'éducation nationale (USFEN) à Chambon (Charente-Maritime), privilégie tennis, quatre cours flambant neufs), équitation, bicyclette, sports, escalade, canoë-kayak, planche à voile et golf. Pour accéder à une belle demeure en pierre de taille située dans une propriété de 70 hectares de champs vallonnés avec une rivière, des falaises et des lacs. On y promet une nourriture de la ferme, abondante et de qualité.

L'USFEN ayant ouvert ses portes au grand public, n'est exclu, que l'on vienne en famille ou en solitaire. Sept jours, jusqu'au 24 août : adultes, 1.250 F ; moins de dix ans, 950 F. L'USFEN propose d'autres séjours et d'autres activités, par exemple en été à l'arc natant, à la mer, à la campagne et en montagne.

* USFEN, 28, boulevard Bonne-Nouvelle, 75010 Paris. Tél. : (1) 770-85-72.

COLLOQUE

JOURNÉES FERNAND BRAUDEL

Le Centre de rencontres de Châteauneuf organise les 18, 19 et 20 octobre prochains, trois « Journées Fernand Braudel », pour faire connaître l'œuvre de l'historien et ses pensées.

Trois jours, trois thèmes : la Méditerranée, la France et le capitalisme. Fernand Braudel présidera les tables rondes auxquelles participeront des spécialistes de sciences humaines, mais aussi des écrivains et des responsables d'entreprises. Un animateur-journaliste de l'audiovisuel dirigera les débats.

* Centre de rencontres de Châteauneuf, 83190 Toulon-Officiers. Tél. : (94) 24-11-76.

LA PLANIFICATION DÉCENTRALISÉE À BORDEAUX

L'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest (Université de Bordeaux-I et U.A.-CNRS) organise, les 19 et 20 septembre à Bordeaux, un colloque sur le thème : « Planification décentralisée - les plans régionaux - les contrats Etat-Région premiers biens ».

* Informations : JERSO, université de Bordeaux-I, 33604 Pessac, tél. : (56) 80-61-56, poste 451.

MEUBLES ANCIENS

DÉPISTAGE DES FAUX. - Des stages de connaissance des meubles anciens et de dépistage des faux ont lieu à Royan, du 25 au 31 août, du 8 au 14 septembre et du 20 au 26 octobre. Ces stages intensifs sont destinés aux professionnels du commerce des antiquités et aux amateurs de meubles anciens qui désirent en vérifier l'authenticité.

* IFA (Institut aux pratiques antiques), 8, rue Pierre-de-Vicq-Billard, 17200 Royan, tél. : (46) 65-46-29.

MONITEURS

CAMPS D'ÉTÉ. - Les Amis des jeux-dimanche, une association reconnue d'utilité publique, recherche des animateurs et animateuses majeurs et bénévoles pour le camp d'adolescents « difficiles » qu'elle organise, du 2 au 24 août, le long d'une rivière du Gard. Le camp est réparti en équipes autonomes de six adolescents et comporte de nombreuses activités.

* Contact : Nicolas Campland, tél. : (1) 208-94-60, de 7 heures à 8 heures et Claude Servais, tél. : (6) 878-63-93 (nantes).

PARIS EN VISITES

VENDEMI 19 JUILLET

- Une heure au Père-Lachaise. 10 h et 11 h 30, entrée principale.
- « Cent tombeaux de gens de cinque, du café-conc et de la Belle Époque. 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise. Pour les sept et douze ans : « Bonjour M. Rodin », promenade dans le musée, découverte du sculpteur et de ses contemporains. Tél. : (1) 277-23-31 Paris Reglets.
- « Les cours des miracles : la corporation des voleurs et des mendicants, évocation des malingres, des francs mineux du grand cœur et des archépous. 15 h, entrée Bonne-Nouvelle (devant la porte).
- « Moutard et ses secrets ». 15 h, métro Monge.
- « Les impressionnistes ». 15 h, hall musée Jean de La Fontaine.
- « La bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Impératrice Eugénie. Décor des salons de l'Opéra. 12 h 30 et 15 h, hall d'entrée Opéra.
- « Le vieux Vaugirard, jardins ». 14 h 30, métro Vaugirard.
- « L'arc de triomphe et son musée ». 14 h 30, entrée passage souterrain, côté pair.
- « Exposition Devairn un musée Renan-Schoffer, souvenirs de G. Sand. 15 h, 16, rue Chaptal.
- « Le cinéaste de Montmartre ». 15 h, entrée avenue Rachel.
- « Le village de Châteauneuf restauré ». 15 h, métro A-Dumas.

REPÈRES

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. CONSENSUS : « Gaulisme et cohabitation », par Raymond Offroy ; « Les carpes et les lapins », par Hervé Séravy ; « Le vrai problème », par Étienne Dailly.

3. PROCHE-ORIENT

3. EUROPE

4. AFRIQUE

5. AMÉRIQUES

6. ASIE

7. DIPLOMATIE

8. POLITIQUE

9. SOCIÉTÉ

10. LE MONDE ARTS ET SPECTACLES

11. ÉCONOMIE

12. CONJONCTURE

13. SOCIAL

14. AFFAIRES

15. RADIO-TÉLÉVISION (16)

16. INFORMATIONS

17. SERVICES (18)

18. Jeux ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Admissions aux grandes écoles et agrégations.

19. Annonces classées (16) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (12 à 14) ; Marchés financiers (21).

20. Débrayages à l'usine Renault du Mans. - 30 % des ouvriers des usines Renault du Mans (Sarthe) ont effectué le 16 juillet à l'appel de la CGT et de la CFTD des débrayages tournants d'une heure par atelier afin de protester contre l'« amputation » de la prime de septembre. Une action semblable est envisagée pour le 17 juillet. D'autre part, les salariés de la société CAMIVA, filiale de Renault véhicules industriels (RVI), ont observé un arrêt de travail de vingt-quatre heures, le 16 juillet, à l'appel de la CGT pour protester contre 135 suppressions d'emplois annoncées par la direction de l'usine à Saint-Alban-Lesysse (Savoie).

21. Sur CFM de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) ; à Bordeaux (101,2 MHz) ; à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz) ; à Lyon (100,3 MHz).

- MERCREDI 17 JUILLET « le Monde » reçoit

- FRANÇOIS HESNAULT pilote de formule 1 avec

- PHILIPPE BOUCHER

- Jeudi 18 juillet IDRISS ABBACK auteur de « Visa pour le français »

- Le numéro du « Monde » daté 17 juillet 1985 a été tiré à 425 206 exemplaires

- Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + ISLM

- A B C D F G H

Première écoute décevante de la boîte noire du Boeing d'Air India

De notre correspondant

New-Delhi. - L'écoute de la première boîte noire du 747 d'Air India, répêchée à plus de 2000 mètres de fond la semaine dernière, n'a, pour l'instant, rien révélé aux enquêteurs indiens qu'ils ne savaient déjà : les transmissions entre l'avion et la tour de contrôle de l'aéroport de Shannon (Irlande) ont été soudainement coupées en plein vol. On évite toujours, pour le moment, de se prononcer sur les causes de la désintégration du 747 Kanishka avec trois cent vingt-neuf passagers à bord, il y a un mois, au large des côtes irlandaises. De source officielle, cependant, on indique que la voix du pilote, juste avant l'arrêt de l'enregistrement, semble parfaitement normale.

L'audition tant attendue a donc commencé dans la matinée du mardi 16 juillet avec l'écoute de la première des deux boîtes noires, le fameux « CVR » (cockpit voice recorder), qui enregistre les conversations du cockpit (à ne pas confondre avec le « DFR », digital flight data recorder, l'enregistreur de données de vol).

An cours d'une conférence de presse tenue dans la soirée du 16 juillet, un porte-parole de la commission d'enquête a réagi contre les journalistes qui essayaient de lui faire confirmer la validité de la thèse de l'attentat. Tout ce que l'on doit retenir pour l'instant, selon lui, est : « L'arrêt brutal des transmissions ». Le porte-parole a indiqué qu'il faudrait encore deux ou trois jours avant qu'une analyse détaillée puisse être élaborée. Il s'agit notamment de filtrer les bruits des moteurs et d'autres parasites sonores. Les analyses des deux boîtes se feront, dans les prochains jours, dans l'enceinte du centre de recherche atomique de Trombay équipé d'un laboratoire beaucoup plus perfectionné et en la présence d'experts américains et canadiens. En dépit de la réserve affichée par les enquêteurs, on souligne tout de

même à New-Delhi que l'arrêt subit de l'enregistrement renforce la thèse de l'explosion.

En attendant le rapport définitif des experts, le premier ministre Rajiv Gandhi s'est souvenu de sa qualité d'ancien pilote de ligne. Un haut fonctionnaire du Département de l'aviation civile lui a apporté une copie de la bande sonore du CVR destinée à son usage personnel. (Interim.)

Depuis le 8 juillet

DES GARDES ARMÉS SONT EMBARQUÉS SUR LES AVIONS AMÉRICAINS

Depuis le 8 juillet, des gardes armés peuvent prendre place dans les avions de ligne américains (le Monde daté 14-15 juillet). Un texte de l'administration fédérale (FAA) rendu public ces jours-ci organise la présence de ces « sky marshalls » sur les lignes des compagnies américaines.

Tout d'abord celles-ci ne seront jamais consultées à l'avance sur l'embarquement du garde. Elles devront faire descendre de l'appareil le nombre de passagers nécessaires pour embarquer le ou les vigiles. Le choix des places sera laissé à l'initiative des « sky marshalls » dont une note de la FAA précise qu'ils pourront être indifféremment de sexes masculin ou féminin.

Il s'agit donc d'une véritable réquisition des transporteurs aériens américains qui devront faire voyager gratuitement, sur leur demande, ces fonctionnaires fédéraux habilités à porter des armes. Ces protecteurs pourraient être au nombre de trois sur les Boeing 747 en raison de la taille de ces appareils.

UN NOUVEAU JEU HIPPIQUE

Le Derby au secours du PMU

M. Robert Blot, président du Groupement d'intérêt économique (GIE) du Pari mutuel urbain (PMU), devrait annoncer jeudi 18 juillet au cours d'une conférence de presse à Longchamp la création du Derby, un nouveau jeu consistant à donner tous les chevaux gagnants d'une même réunion de courses. La mise en place du Derby devrait intervenir en septembre, en même temps que le nouveau Loto élargi.

Signé de la main de M. Henri Emmanuelli, le secrétaire d'Etat au budget, la lettre autorisant le PMU à créer, à la demande de ses dirigeants, un nouveau jeu intervient après une longue négociation. Le 23 mai dernier, M. Emmanuelli avait d'abord refusé de donner le feu vert tant que des garanties ne lui seraient pas apportées sur les conditions de gestion du GIE. Agissant au nom des ministères de tutelle du PMU - finances et agriculture - le secrétaire d'Etat ne faisait que réaffirmer la préoccupation des pouvoirs publics face à la baisse du chiffre d'affaires du PMU et à un déficit qui devrait atteindre 200 millions de francs en 1985 pour l'ensemble PMU-sociétés de courses.

A la fin de l'année dernière, le déficit était d'environ 100 millions de francs. Cela avait poussé les pouvoirs publics à créer en juin 1985 un GIE donnant une véritable existence juridique au PMU et à réclamer un plan de redressement à ses nouveaux dirigeants. M. Pierre Carrus, l'ancien directeur, n'ayant pas reçu l'agrément des ministères de tutelle, sur les six premiers mois de l'année 1985, on constate, par rapport à la même période en 1984, une baisse de 2,5 % des enjeux, dont le volume était de 30 milliards de francs par an.

Pas de miracle

La diminution des paris n'explique pas à elle seule la mauvaise passe dans laquelle se trouve le PMU. Son chiffre d'affaires avait été en progression constante jusqu'en 1984. Les pouvoirs publics ont surtout dénoncé une dérive des coûts de fonctionnement due, notamment, à la réalisation trop tardive d'un plan d'informatisation qui

aurait permis de réduire les coûts de gestion. « Voilà pourquoi on ne peut attendre de miracle du Derby », explique M. Pierre Guinot-Delery, le directeur de cabinet du secrétaire d'Etat. « Le vrai problème est financier, et c'est l'ensemble du système des courses qui est en question. » Selon M. Guinot-Delery, la création du Derby s'accompagne d'un aménagement des prélèvements qui fait le pari d'un peu plus belle aux sociétés de courses, essentiellement les cinq grandes sociétés parisiennes qui organisent la majeure partie des événements nationaux sur lesquels sont engagés les paris. Mais cet aménagement et l'autorisation de lancement du Derby, primitivement baptisé « Jackpot », s'assortit de l'engagement par le PMU d'un plan de redressement d'ici dix-huit mois à deux ans. L'Etat souhaite une accélération du processus d'informatisation permettant d'obtenir des gains de productivité. En second lieu, il engage le PMU à réduire ses charges d'exploitation.

« Il existait déjà le pari simple, le couplé, le trio urbain, le tiercé et le quarté. Cela fait, certes, beaucoup de jeux, commenta M. Guinot-Delery. Mais si nous avions opposé nous verra au Derby, on nous aurait accusés de vouloir étrangler les courses. Nous demandons seulement à chacun de prendre ses responsabilités. »

Reste que l'apparition du Derby en septembre va se heurter à la relance du Loto sportif nouvelle formule. « Le gouvernement aurait pu attendre un peu, commenta M. Nelson Pellou, le président du Comité national olympique et sportif français. On va finir par ne plus avoir assez de clientèle pour jouer. »

YAN LEUTAUD.

Aux Etats-Unis

LA RÉSERVE FÉDÉRALE RÉVISE EN HAUSSE

LES OBJECTIFS DE CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE

La Réserve fédérale des Etats-Unis, banque centrale du pays, a annoncé, mardi 16 juillet, dans son rapport semestriel au Congrès, une révision en hausse des objectifs de croissance de la masse monétaire. Son président, M. Paul Volcker, a indiqué que l'augmentation annuelle de cette masse, dans sa définition la plus restrictive (billets en circulation et dépôts à vue) s'effectuerait dans une fourchette comprise entre 3 % et 8 % pour le premier semestre 1985, au lieu de 4 % à 7 %, précédemment. De plus, la base de référence pour calculer cette progression sera constituée par les chiffres du deuxième trimestre 1985 et non plus par ceux du quatrième trimestre 1984. Ces mesures étaient très attendues, car la masse monétaire M1 a sensiblement « dérapé » au premier semestre, dépassant de près de 18 milliards de dollars le haut de la fourchette, et augmentant à un rythme de près de 12 %.

En revanche, les masses monétaires M2 et M3 - à définition plus large puisqu'elles englobent, outre les billets en circulation et les dépôts à vue, toute la gamme des comptes à terme et des certificats de dépôts (quasi-monnaie) - n'ont pas « dérapé », leur croissance continuant à s'inscrire dans leur fourchette de 6 % à 9 % et de 6,5 % à 9,5 %, laissée inchangée. Ce phénomène a conduit la Réserve fédérale à penser que les débordements de M1 étaient accidentels et temporaires, dus à des modifications dans la composition des agrégats monétaires. Son président estime que la situation devrait redevenir normale au second semestre. Dans ces conditions, il a estimé peu indiqué de donner un coup de frein à la politique de crédit pour réduire le gonflement d'un agrégat (M1), auquel les autorités monétaires américaines disent accorder moins d'attention actuellement. Leur décision a été accueillie avec soulagement par les milieux économiques et financiers, qui redoutaient trop vite un nouveau coup de frein, de nature à compromettre la reprise d'une économie en plein ralentissement.

A cet égard, M. Volcker prévoit une croissance « un peu plus forte » au deuxième semestre 1985 qu'au premier, qui atteindrait 2,75 % à 3 % pour l'année en cours, contre 3,5 % à 4 % prévus en février dernier, et s'élèverait à 2,5 % - 3,25 % en 1986. Le président de la Réserve fédérale a estimé, enfin, que le relèvement de la fourchette de croissance de M1 ne risquait pas de relancer l'inflation, dont le rythme serait de 3,75 % à 4 % en 1985, et 3,75 % à 4,75 % en 1986, « dans l'hypothèse d'un niveau du dollar à peu près inchangé par rapport à ses niveaux actuels ». Enfin, M. Volcker a annoncé l'adoption d'une « stabilisation progressive des échanges extérieurs des Etats-Unis au cours de l'année à venir », en même temps qu'une réduction du déficit budgétaire « d'un montant équivalent aux réductions prévues actuellement dans les projets en discussion au Congrès ».

F. R.

Sur le vif

Roger

Mes copines se plaignent. Elles s'ennuient à croquer, le soir, chez elles. Et pas seulement mes copines. Il y a plein d'articles là-dessus dans la presse féminine, la presse populaire, Sept jours médiane, Femme actuelle. Elles ont envie de rentrer du boulot pour se retrouver en tête à tête - du genre chienne de faience - avec un cul-de-jatte saut, muet et maniaque-dépensif qui ne se remue que du bout des doigts pour jouer avec sa télescopique. Et qui prononce, mon amie Martine a établi une moyenne sur six mois, dix-huit mots entre le bonsoir initial et le bonsoir final.

Non, franchement, c'est à se figurer. Tu comprends, moi, je voudrais sortir, aller au club, voir des copains, bouffer chinois, grec ou italien. Pas moyen. Se remettre dans les embouteillages, très peu pour moi. Il est crevé. Ça le ferait rentrer trop tard, il prend à 8 heures demain. Il ne dit rien, ça ? Mais alors, rien que là, sans compter

les articles et les propositions, tu les as, tes dix-huit mots. Au large.

Ca, c'est la version originale. J'y ai eu droit une fois, il y a neuf ans. Maintenant, c'est la traduction gestuelle : un haussement d'épaules suivi d'un mouvement de la paume du bas vers le haut. Non, moi, il s'en fout. Il n'a d'yeux que pour cette putain de télé. Dieu sait pourquoi si elle est débile, vulgaire, enfie, t'es d'accord ?

Tu pourrais le rendre jaloux, je ne sais pas, moi, lui dire que tu es quelqu'un et qu'il faut que vous parliez sérieusement.

J'ai essayé. Il m'a répondu : OK, pendant la pub, évent le feuilleton. J'ai fait mieux. Samedi je suis allée coucher chez Roger. Avec Roger. Le lendemain je rentre. Je le lui dis. Alors là, oui, il a réagi. Roger ? Hier ? Le soir de la finale « Des chiffres et des lettres » ? Tais-toi ! J'aurais pas cru ça de lui.

CLAUDE SARRAUTE.

A Genève

Pause dans les négociations américano-soviétiques sur le désarmement

La dernière séance de travail du deuxième round des négociations américano-soviétiques de Genève sur la réduction des armements stratégiques a pris fin mardi 16 juillet, peu après midi, a annoncé un communiqué de la délégation américaine. Selon l'usage, ces conversations sont suspendues pour deux mois et reprendront le 19 septembre.

Assistés après, l'agence Tass a publié un commentaire affirmant que « les résultats de ce deuxième round ne sont pas satisfaisants par la suite des Etats-Unis. (...) La différence d'approche est trop évidente » entre les Etats-Unis, qui « ne veulent renoncer pour rien à leur initiative de défense stratégique », et l'URSS, qui s'y oppose résolument.

Pour sa part, Washington a affirmé que la délégation soviétique avait constamment réitéré sa demande « irréaliste » d'un moratoire sur les études d'un système de défense stratégique.

En Namibie

ONZE MORTS LORS D'UN AFFRONTEMENT AVEC LA SWAPO

Dix maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et un policier de l'unité spéciale anti-émigrants namibiens ont été tués lors d'un affrontement qui s'est produit le week-end dernier, a indiqué, mardi 16 juillet, un porte-parole de la police à Windhoek.

Les combats ont débuté jeudi 11 juillet et se sont, notamment, déroulés à Ovambo, près de la frontière angolaise. (AFP.)

Nouvel incident entre militaires soviétiques et américains en RDA

D'autre part, près de quatre mois après la mort du commandant américain Arthur Nicholson, abattu en RDA par un garde de l'armée rouge, un autre incident a été enregistré en Allemagne de l'Est entre Américains et Soviétiques.

Un militaire américain a été blessé le week-end dernier quand le véhicule de sa patrouille, une unité des missions de l'Armée de Potsdam, a été accroché par un véhicule militaire soviétique en RDA, a indiqué mardi un porte-parole américain à Berlin-Ouest.

La victime était un colonel américain, le colonel Roland Lajoie, qui a été blessé à l'œil. Les autorités militaires américaines ont protesté auprès des Soviétiques, et les Soviétiques ont indiqué qu'ils allaient procéder à une enquête, a indiqué un porte-parole du Pentagone à Washington.

PICARD serrures Picard protection renforcée

1 serrure à 5 points
+ 4 autres marques
Matière
GARANTI 5 ANS

1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
1 cornière en acier
sur bâti bois
+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
3.600 F TTC
Pose et dépt. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Bois-lez-Moulinex

554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

VIVE LES BOBONNES

ZUT, ON A ENCORE OUBLIE MADAME FREUD

Tendres, érotiques ou groves, les biographies imaginaires de Mmes Freud, Hugo, Mahler, Marx et Socrate racontées par

FRANÇOISE XENAKIS

J.C. LATTES

Eurêka

à marche

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985

Le 18 juillet 1985